

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER. — FACULTÉ DE DROIT.

LES RIVALITÉS
FRANCO-ANGLAISES
EN ÉGYPTE.

(1876-1904)

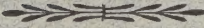


THÈSE
pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le novembre 1904

PAR

Etienne VELAY.



NIMES
IMPRIMERIE A. CHASTANIER
12, rue Pradier, 12
1904.

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Faculté de droit.

MM. Vigié, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

Brémont, Assesseur, professeur de Droit administratif.

Gide, professeur d'Economie politique, en congé.

Glaize, professeur de procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

Laborde, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

Charmont, professeur de Droit civil.

Chausse, professeur de Droit romain.

Meynial, professeur d'Histoire du Droit.

Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Declareuil, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

Margat, professeur de Droit civil.

Perreau, professeur de Droit civil approfondi.

Moye, professeur de Droit international public.

Rist, professeur-adjoint, chargé d'un cours d'Economie politique et du cours d'Histoire des doctrines économiques.

Porte, agrégé, chargé d'un cours d'Economie politique.

Ebren, agrégé, chargé d'un cours de Droit constitutionnel.

Grangé, secrétaire.

Laurens, professeur honoraire.

Giraud, secrétaire honoraire,

Membres du Jury :

MM. Moye, *président*,

Rist,	}	<i>assesseurs.</i>
Ebren,		

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES RIVALITÉS
FRANCO-ANGLAISES
EN ÉGYPTE.

(1876-1904)



THÈSE
pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue le novembre 1904

PAR

Etienne VELAY.



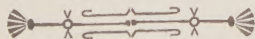
NIMES
IMPRIMERIE A. CHASTANIER
12, rue Pradier, 12
1904.

AVANT-PROPOS

L'accord actuellement soumis à la ratification du Parlement français, par lequel l'Angleterre et la France inaugurent officiellement une politique d'entente cordiale et règlent les principales difficultés qui les divisaient jusqu'ici dans le monde, donne à la question d'Egypte, l'un des litiges résolus, une actualité nouvelle.

Il m'a paru intéressant d'étudier comment la France avait irrémédiablement compromis l'influence que le souvenir de Napoléon, les travaux de ses savants et son alliance avec Méhémet-Ali semblaient lui avoir assurée sur la terre du Nil ; comment au contraire l'Angleterre, avec une indéfectible opiniâtreté et une habileté qui s'impose à notre admiration plus par ses résultats que par les moyens employés, a réussi à s'installer presque invinciblement quoique sans titre bien défini, dans une province de l'empire Ottoman où son autorité était nulle il y a trente ans.

Je ne prétends pas avoir envisagé la question d'Egypte sous toutes ses faces ; je l'ai seulement considérée au point de vue de la lutte franco-anglaise sur le terrain de la diplomatie, parce que c'est l'aspect qui me paraît le plus attrayant en même temps qu'il est le plus important.





Digitized by the Internet Archive
in 2026

... L'Egypte a été un pion surmené dans
le Jeu des rivalités internationales. »

*(England en Egypt par
sir Alfred Milner) 164.*

INTRODUCTION HISTORIQUE.

L'Egypte moderne date de 1840.

Sa charte originelle est la Convention de Londres, du 18 Juillet 1840.

Par cette convention, l'Europe, moins la France, prouva son souci de garantir l'intégrité de l'Empire Ottoman, d'empêcher l'Egypte de s'ériger en Etat indépendant et de maintenir Méhémet-Ali, au rang de simple gouverneur de province.

Celui que Lamartine a appelé un aventurier de génie et dont le nom synthétise l'histoire de la crise turco-égyptienne, remplaça comme Pacha d'Egypte, Kourschid.

Son ambition fut de délivrer l'Egypte de la tutelle ottomane et de devenir son souverain indépendant. Dans ce but, il s'appliqua à organiser une armée, à restaurer les finances, il traça des routes, fit creuser des canaux, créa des chantiers de constructions navales, des fonderies de canons et quand l'œuvre de civilisation et de réformes fut achevée, il se prépara à la conquête.

La Porte, aux prises avec les difficultés d'un soulèvement de la Grèce, n'était pas en mesure de dompter la révolte du gouverneur de l'Egypte. Elle lui demanda même son appui. Méhémet-Ali le donna avec empressement; le Gouvernement de la Crète fut le prix de ses services.

La Turquie était sortie très amoindrie de la lutte; son prestige s'était effondré.

Méhémet-Ali réclame alors la Syrie et pour son fils, le pachalik de Damas. La Porte refuse. En 1833, une armée de 80.000 hommes part pour la Syrie, sous les ordres d'Ibrahim et bat les troupes turques à Homs et à Konieh. L'armée égyptienne s'avance; elle arrive à Scutari, elle est aux portes de Constantinople. Epouvanté, Mahmoud supplie les puissances. L'Europe se récuse. La Russie seule

accepte d'intervenir. Dès lors, la situation change complètement d'aspect. L'intervention russe est un facteur nouveau qui déplace le problème. Il ne saurait plus s'agir d'une querelle intestine en pays musulman, de la révolte d'un sujet ottoman contre son souverain. La question est plus haute et plus vaste ; de locale qu'elle était, elle devient européenne : la question d'Egypte s'efface devant la question d'Orient.

La paix fut signée à Koutaïeh le 14 Mai 1833. Méhémet-Ali obtenait le gouvernement de Damas-Alep-Tripoli-Jaffa, etc. et était confirmé dans ceux d'Egypte et de Crète.

En 1839, les hostilités reprennent. L'armée ottomane est battue à Nézib le 24 juin. La flotte du sultan est livrée aux Egyptiens, par Capitan-Pacha, le 5 juillet. Cette fois, c'est la déroute. Mahmoud meurt et Abdul-Medjid, âgé de 16 ans, lui succède.

La Turquie, pour la deuxième fois, est à la merci de Méhémet-Ali. La terreur règne à Constantinople. Le divan éperdu le supplie d'accepter le pachalik d'Egypte à titre héréditaire. Cela ne lui suffit pas. Il exige, au même titre, les provinces conquises par ses armes. Affolé, le divan va céder, lorsque Méhémet-Ali voit se dresser devant lui une intervention collective européenne.

La tutelle de l'Europe se substitue à la tutelle exclusive de la Russie. Le 29 juillet 1839, une note collective engage la Porte à ne rien faire sans le concours des puissances.

Le but de l'Europe était d'amoindrir Méhémet-Ali et aussi et surtout de faire échec à la France, la puissance amie.

L'Angleterre, sous l'influence de Palmerston, refuse de sanctionner toute compensation territoriale en faveur de Méhémet-Ali, tandis que la France réclame pour lui, l'hérédité de ses conquêtes. Palmerston, dans un entretien qu'il eut avec Guizot, alors notre ambassadeur à Londres, lui révéla les inconvénients qu'il voyait à laisser se dresser en Egypte et en Syrie, une puissance nouvelle et indépendante. qui serait presque la création de la France

et nécessairement son alliée. Il redoutait que toute la côte d'Afrique et une partie de la côte d'Asie sur la Méditerranée, depuis le Maroc jusqu'à Alexandrette, ne fût au pouvoir et sous l'influence de la France.

Thiers, devenu président du Conseil, en remplacement du maréchal Soult veut agir énergiquement. Il trouve devant lui la résistance du roi qui pour « une pareille vétille » refuse de se brouiller avec l'Europe.

Il essaie alors de provoquer un arrangement direct entre la Porte et Méhémet-Ali et de gagner ainsi les puissances de vitesse. Mais le secret des négociations est ébruité et l'entente contre la France et Méhémet-Ali est décidée.

Le 15 juillet 1840, le fameux traité de la quadruple alliance est signé.

Par cet acte, les puissances expriment leur désir de maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman et d'obliger Méhémet-Ali, à se soumettre à l'autorité du sultan. Dans un délai de dix jours, il devra évacuer toutes les parties de l'Empire occupées par ses troupes, restituer à la Turquie ses flottes, armements et équipages; en échange, il conservera l'administration héréditaire du pachalik d'Egypte et l'administration viagère du pachalik d'Acre, pourvu que dans un nouveau délai de dix jours, il accepte ces propositions. Enfin les contractants s'engagent, sur la réquisition expresse du sultan, à pourvoir à la défense de son trône et à fortifier sa capitale, au cas où Constantinople serait menacée.

Méhémet-Ali était ainsi maintenu dans la dépendance étroite de la Porte; l'Egypte demeurait province ottomane. Cela était dit d'une façon très explicite dans le *memorandum* adressé à la Porte, par les quatre puissances alliées, le 30 janvier 1841 (1). Cela était dit aussi

(1) Par ce *memorandum*, les puissances invitaient le sultan à rapporter la destitution de Méhémet-Ali et à lui conférer l'administration de l'Egypte à titre héréditaire. Cette décision fut prise à la suite de l'acte par lequel le sultan, poussé par son ministre Reschid-Pacha, déclarait le pacha d'Egypte déchu des pouvoirs qu'il exerçait en Egypte et qu'il tenait uniquement de l'auguste magnanimité de son souverain.

dans le hatti chérif du 13 février 1841 et cela résultait pareillement de la rédaction des firmans du 27 mai 1866, du 8 juin 1867, du 8 juin 1873, du 7 août 1879. Invariablement le sultan stipule que les impôts seront perçus en son nom ; que la monnaie sera frappée à son nom, que les drapeaux des forces de terre et de mer et les insignes des différents grades des officiers seront les mêmes que ceux de l'armée turque; enfin que le Khédive n'abandonnera, sous aucun prétexte, en tout ou partie, à d'autres personnes, les privilèges accordés à l'Egypte qui lui ont été confiés et qui sont une émanation des prérogatives inhérentes au pouvoir souverain.

Au point de vue européen, il ne fut plus question de l'Egypte durant les dernières années du règne de Méhémet, non plus d'ailleurs que sous les Gouvernements de ses successeurs Abbas (petit-fils de Méhémet, mort mystérieusement en juillet 1854) et Mohammed-Said pacha, le plus jeune des fils de Méhémet.

Les difficultés devaient renaître devant la diplomatie sous le Khédivat d'Ismail, fils d'Ibrahim, à propos de la mauvaise situation financière du pays.

Les désordres financiers provoquent l'intervention européenne en Egypte.

Nulle part ailleurs qu'en Egypte, la condition du peuple ne ressent plus rapidement le contre-coup d'un bon ou d'un mauvais gouvernement, nul pays ne peut-être plus facilement ruiné par une administration désordonnée, et l'effroyable effondrement financier qui marqua les dernières années du règne d'Ismail n'eut pas d'autres causes que le dédain de toute épargne et la méconnaissance complète des possibilités économiques.

Dans l'histoire aussi bien que dans la fiction, Ismail constitue le type le plus accompli du dissipateur. Jamais prodigue plus insouciant ne disposa plus absolument de ressources plus immenses. Il monta sur le trône à un moment où il semblait qu'il ne dût point y avoir de limites au développement de la richesse de l'Egypte.

La décadence de ce pays date de son Khédiviat. Fastueux, orientalement voluptueux, Ismail voulut faire trop grand. L'appui qu'il continua à prêter à M. de Lesseps, les palais qu'il fit construire, le pont tournant sur le Nil, les boulevards de l'Ismailieh, un théâtre somptueux, l'allée des Pyramides bordée d'accacias Lebbek qui fut créée pour plaire à l'impératrice Eugénie, des voies ferrées, le jardin de l'Esbe Kieh avec son bel étang, ses figuiers, ses pagodes témoignent de la magnificence de ses idées et de ses goûts.

En dehors des millions dépensés en réceptions, en largesses, il en prodigua encore pour l'exécution d'un grand projet de développement agricole entrepris sans

préparation suffisante et au prix de déboursés exorbitants (1).

Les conséquences furent épouvantables. Lorsque Ismail monta sur le trône, en 1863, la dette de l'Egypte s'élevait seulement à un peu plus de 3 millions de livres ; les revenus annuels du pays suffisaient largement à couvrir toutes les dépenses nécessaires. Dès la fin de 1876, la Dette avait atteint le chiffre de 89 millions. En 10 ans de règne, Ismail-pacha avait emprunté 3 milliards de francs. Les conditions de ses premiers emprunts furent dures, certes, mais non ruineuses. Puis ses besoins grandissant, il eut recours à des spéculateurs, et à partir de ce moment, les sommes qu'il reçut pour chaque 100 l. st. de capital nominal, diminuèrent de plus en plus ; sur le grand emprunt de 32 millions de livres st. de 1873, 20.700.000 seulement parvinrent jusqu'au Trésor Egyptien.

En 1870, Ismail emprunte 7 millions de livres, on ne lui en verse que 5 ; les taux d'intérêt variaient entre 12 1/2 0/0 et 27 0/0.

Enfin, il se livra désespérément au système d'emprunts à courte échéance renouvelés à des taux de plus en plus élevés et qui s'augmentant des arrérages à chaque renouvellement, s'accumulèrent en une dette flottante énorme. En 1877, sur un revenu de 9,543,000 livres, les porteurs d'actions absorbaient 7,473,000 livres, de sorte qu'après le paiement du tribut de la Porte (2) et des intérêts des parts du Canal, il restait au gouvernement égyptien 1,070,000 livres pour faire face à ses dépenses.

(1) Nous visitons, écrit dans ses impressions de voyage publiées en 1887, M^{me} Lée Childe, les bâtiments abandonnés d'une raffinerie que l'ex-khédive avait installée avec un luxe insensé. Elle a coûté 300,000 l. sterl. et est devenue inutile par suite de la diminution des récoltes de cannes à sucre. Les chacals y font leur demeure. Les machines, toutes neuves, se rouillent sans jamais avoir servi. De tous côtés il y a de semblables usines délaissées, tristes restes des folies de construction, des dépenses illimitées, des marchés scandaleux du dernier règne.

(2) L'Egypte devait, tous les ans, remettre à la Porte un tribut de 150,000 bourses, soit 18,750,000 francs (firmans de 1866-1873-92.)

Le mal ne s'arrêtait pas là ; il arrivait souvent qu'une fois réalisé, l'argent n'était pas dépensé pour les besoins du pays. A la suite d'un jugement arbitral de Napoléon III, le Khédive ayant retiré ses contingents, sous prétexte de préjudices que l'absence des Fellahs employés aux travaux du canal causait à l'agriculture, eut à payer 3,500,000 francs à la Compagnie du Canal de Suez à titre d'indemnité.

De plus, en ce temps-là, l'Egypte fût le plus propice des terrains de chasse pour la pire espèce des financiers et des lanceurs d'affaires.

Une affaire commerciale ou industrielle pouvait être ou n'être pas profitable pour celui qui l'entreprenait. Mais l'homme qui avait l'heureuse chance d'avoir un procès contre le gouvernement pouvait considérer sa fortune comme faite. Au moment de l'institution des tribunaux mixtes, en février 1876, les réclamations en instances contre le gouvernement égyptien s'élevaient à 40,000,000 de livres sterling et l'on peut juger des dommages réels que ce chiffre représentait par ce fait que dans un procès où l'on revendiquait 30,000,000 de francs les tribunaux mixtes accordèrent 1,000 livres sterling au demandeur. Quelque perte que subît l'étranger, quelque dommage qu'il éprouvât même accidentellement et par sa faute, tout servait de prétexte pour réclamer une indemnité.

Venait-il à être volé ? On reprochait au Gouvernement l'insuffisance de sa police. Son bateau s'échouait-il sur le Nil ? Le Gouvernement était responsable pour n'avoir pas fait draguer le fleuve. On raconte qu'au cours d'une entrevue avec un concessionnaire européen, Ismaïl-pacha dit à l'un de ses serviteurs : « Fermez cette fenêtre, car si ce Monsieur venait à prendre froid, cela me coûterait 10,000 livres ». Et c'est à peine, dit sir Alfred Milner, s'il y avait là une exagération.

De 1862 à 1870, Ismaïl contracta 8 emprunts au taux de 7 o/o, celui de 1867 à 9 o/o. En avril 1870, la banque franco-égyptienne émit, un emprunt de 7 millions de livres sterling. Les ressources étant toujours insuffisantes en présence de l'accroissement des dépenses, il fallut essayer des expédients.

En août 1871, parut la loi de la Moukabalah. Elle stipulait que tout contribuable ayant versé au Trésor une somme égale à 6 annuités de ses contributions foncières, serait dégrevé à perpétuité de la moitié de ses contributions. Malgré le versement de 5 millions de livres égyptiennes, par les contribuables, la loi de la Moukabalah n'eut d'autre effet que l'augmentation énorme de la Dette. Survint la fallite de la Turquie dont les fonds furent précipités en quelques semaines de 73 à 24. La répercussion s'en fit sentir au Caire. Le krach entraîna une baisse considérable ; le 7 novembre les fonds égyptiens étaient cotés 54 à Londres. Ismaïl comprit qu'il était perdu. Il fit argent de tout. En novembre 1875, il céda à l'Angleterre, moyennant 100 millions de francs, ses 176.602 actions du Canal de Suez. Aussi, grâce à la perspicacité et à la décision de lord Béaconsfield, l'Angleterre acquit pour une somme dérisoire une position considérable. Elle pourrait désormais à son gré sous le couvert de ses intérêts, s'ingérer dans les affaires d'Égypte plus encore que par le passé.

Le duc Decazes, ministre des affaires étrangères du Cabinet, présidé par M. Buffet, à qui Ismaïl avait d'abord offert ses actions, les avait refusées.

Déjà, en 1869, Ismaïl avait aliéné les coupons de ces titres pour 25 ans, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 1870 au 1^{er} juillet 1894. (1) « L'Angleterre, écrivait Charles de Mazade, dans la chronique de *la Revue des Deux Mondes*, le 1^{er} décembre 1875, ne peut plus abandonner son client, elle le surveillera, viendra sous d'autres formes à son secours et exigera naturellement d'autres gages. »

Il n'y a pas au monde un pays auquel convient moins une politique de dépenses excessives et d'emprunts imprudents, car les autres États qui se sont engagés dans cette voie (bien qu'aucun d'eux ne soit allé aussi loin) avaient au moins la liberté de recourir en dernier ressort

(1) En 1895, les 177.602 actions ont recouvré le droit au coupon qui représente en ce moment pour l'Angleterre, un revenu annuel de 17 millions de francs.

au remède désespéré de la banqueroute. Le gouvernement égyptien avait bien la possibilité de frustrer ses créanciers indigènes, mais il ne pouvait songer à user d'un procédé politique aussi sommaire à l'égard des étrangers ; l'influence européenne était trop grande dans le pays, et l'Egypte était trop endettée vis-à-vis des plus puissantes nations de l'Europe, pour qu'il fut permis à Ismail-Pacha de se débarrasser du fardeau de ses énormes emprunts, ou même de l'alléger dans une mesure quelconque sans le secours des puissances.

Le 28 mars 1876, à la veille de l'échéance du 1^{er} avril, Ismail, à bout d'expédients, s'adresse aux gouvernements de France et de la Grande-Bretagne. A Londres on refuse de lui venir en aide. A Paris, le duc Decazes et M. Léon Say, avec l'appui de Gambetta, et grâce à l'intervention du Crédit Foncier de France, largement intéressé dans les affaires égyptiennes, parviennent à réaliser les fonds de l'échéance et les envoient à Londres le 31 mars au soir. Le coupon fut payé. Mais ce n'était pas une solution. Le 8 avril au matin, un avis affiché à la Bourse d'Alexandrie annonçait la prorogation à trois mois des échéances d'avril et de mai avec un intérêt de 7^o/. C'était la suspension des paiements.

Garanties accordées aux créanciers.

I

La Caisse de la Dette publique.

Dès ce moment la crise était ouverte. La France et l'Angleterre, avec l'assentiment des autres puissances, intervinrent alors, à titre officieux, uniquement pour seconder les démarches de deux délégués, l'un français, l'autre anglais : M. Joubert et M. Goschen, que les créanciers de l'Egypte avaient munis de leurs pleins pouvoirs.

Le 2 mai 1876 Ismaïl fut contraint de signer un décret créant la Caisse de la Dette publique. C'était la première atteinte portée au pouvoir d'Ismaïl, un conseil judiciaire donné au Khédive, un véritable Etat dans l'Etat. La Caisse, qui fut dotée par privilège de certaines ressources désormais exclusivement à son service, ne compta d'abord que trois membres : un français, un autrichien, un italien. En 1877 un anglais y fut introduit ; en 1885, l'Allemagne et la Russie obtiennent d'y être représentées chacune par un délégué (1). Toute opération de crédit, commerciale ou industrielle, était interdite à la Caisse. Il était défendu au gouvernement d'apporter dans les impôts affectés à la Dette, ni dans les traités de commerce réglant les droits de douanes, aucune modification susceptible d'en diminuer le produit, à moins d'avoir obtenu un avis conforme des commissaires. D'autre part, les différends entre la Caisse de la Dette et les Administrations publiques, devaient être soumis aux Tribunaux mixtes, créés à la même époque, à la suite de négociations entamées dès 1867 entre le gouvernement égyptien et les puissances qui

(1) Les représentants des puissances à la Caisse furent nommés pour cinq ans par le khédive, à titre de fonctionnaires indigènes, sur la présentation de leur gouvernement, avec un traitement de 75.000 francs qui a été réduit, le 1^{er} janvier 1889, à 50.000 francs.

possédaient des capitulations (1). Ici se présente une question intéressante : Quelle est la situation des créanciers d'un Etat étranger ?

On décide généralement que les créances contre les Etats sont d'une nature particulièrement précaire, et qu'elles ne donnent à leurs titulaires, aucune sanction contre le débiteur. Quelle pourrait être en effet cette sanction ? Une action judiciaire ? Elle est inconcevable, puisque les créanciers ne pourraient pas mieux l'intenter devant leurs tribunaux nationaux, qui répondraient en alléguant leur incompétence à l'égard des actes de souveraineté d'un autre Etat, que devant les justices même de l'Etat débiteur qui appliquent les lois de leur pays, mais ne les jugent pas, quand bien même elles seraient des lois de banqueroute.

Reste l'action diplomatique. Elle ne saurait se présenter, dit-on, que sous deux formes également inadmissibles ; ou bien elle se bornerait à des représentations sans sanction ; elle risquerait de conduire l'Etat réclamant à un échec de dignité ; ou elle s'affirmerait par des représailles et d'autres moyens de coercition plus énergiques encore.

Ce serait alors l'intervention aussi détestable sur le terrain financier que dans le domaine politique, avec ses dangers de conflagration, avec ses caractères d'abus de la force contre l'indépendance des faibles.

La conséquence de cette opinion serait donc que l'Etat débiteur, à ne plus payer, n'encourrait jamais que le discrédit : C'est la doctrine soutenue par Politis et par Kchbedgy.

Pourtant, en Egypte, par la création de la « Caisse » et l'institution du double contrôle, dont nous parlerons bientôt, les gouvernements européens n'ont pas hésité à

(1) Trois tribunaux mixtes de première instance siégeant au Caire, à Mansourah, à Alexandrie, une Cour d'appel installée dans cette dernière ville, connaissent, d'après des Codes spéciaux, de toutes les actions mixtes, c'est-à-dire entre plaideurs de nationalité différente. Les juges et les conseillers sont inamovibles et recrutés en majorité parmi les étrangers.

intervenir, dans l'intérêt de leurs nationaux lésés. L'intervention se justifie par des considérations impérieuses. Les créanciers des Etats étrangers ne sont plus, ce que disait Palmerston « des spéculateurs qui ont accepté contre de gros bénéfices les risques de la situation spéciale de leurs débiteurs ». Aujourd'hui, les gros bénéfices ont disparu, et les risques s'augmentent chaque jour par suite de la désinvolture avec laquelle certains pays acceptent la perspective de la banqueroute. En venant au secours de ses nationaux, attirés par de retentissantes réclames et abandonnés ensuite sous le couvert des prétendues théories de la souveraineté, un gouvernement obéit à ses devoirs de protecteur naturel. Il ne fait qu'invoquer le principe qui oblige les Etats à la réparation du préjudice causé aux étrangers, par l'insuffisance ou la malveillance de leurs législations. Somme toute, la garantie des créanciers d'un Etat étranger est dans la possibilité d'une intervention de leur gouvernement contre l'Etat débiteur, à l'effet d'éviter la faillite si elle ne s'impose pas et de l'organiser si elle est fatale.

Il était donc légitime que les puissances prissent la défense de leurs nationaux en péril.

Le 7 mai 1876, Ismaïl décréta l'unification de la Dette. La Dette unifiée s'élèverait à 91 millions de livres sterling, soit 2 milliards 297.750.000 fr., amortissable en 65 ans à intérêt de 7 o/o réduit à 6 o/o, avec retenue de 1 o/o pour l'amortissement. Un décret du 26 avril 1880, fixa le paiement du coupon du 1^{er} mai 1880 à 4 o/o du capital nominal, taux établi par la loi de liquidation, et actuellement en vigueur (1).

(1) Les revenus affectés au service de l'Unifiée et versés à la Caisse étaient les suivants : 1. Revenu de Moudirieh de Garbieh, Menoufieh, Behera et Siout ; 2. Octrois du Caire et d'Alexandrie ; 3. Douanes d'Alexandrie, Suez, Port-Saïd, Rosette, Damiette et El Arisch ; 4. chemins de fer ; 5. Droit des tabacs ; 6. Revenu du sel ; 7. Fermage de Matarieh ; 8. Revenu des écluses et des droits de navigation sur le Nil ; 9. Droits du pont de Kan-El-Nil. C'était un total de 6,475,000 l. st. qui garantissait un service de 6,443,600 fr.

Bientôt Ismaïl fut obligé de laisser prendre à MM. Gochen et Joubert, agents des créanciers français, anglais et autres, une hypothèque sur ses biens, y compris les superficies occupées par ses entrepôts, ses machines d'irrigation, ses usines, ses canaux et ses digues, ses chemins de fer agricoles, les bureaux de son administration khédiviale et les maisons de son personnel. Son Altesse abandonnait en outre, à partir du 1^{er} janvier 1878, sur sa liste civile et à titre de subvention régulière, pour le service de la Dette générale, la somme de 1 %.

C'était comme dit M. Planchut une larve dans l'Océan, un bien petit poisson donné en pâture aux crocodiles de toute sorte qui vivaient alors dans les eaux égyptiennes.

II

Le Contrôle Anglo-Français.

Mais il ne suffisait pas d'avoir corrigé les erreurs du passé ; il fallait en prévenir le retour dans l'avenir et mettre le gouvernement égyptien en garde contre les égarements qui lui avaient créé de si sérieux embarras. On proposa donc au Khédive, qui l'accepta le 18 novembre 1876, ce qu'on a appelé « le Contrôle », c'est-à-dire la désignation de deux Agents, l'un anglais sir Rivers Wilson, l'autre, français, M. de Blignières, lesquels eurent pour mission d'éclairer les conseillers du prince et d'obtenir la rigoureuse observation de ses engagements. Ces contrôleurs généraux devaient l'un et l'autre prendre part à la préparation du budget. Le contrôleur général des recettes était spécialement chargé de diriger le service de la rentrée des revenus, c'est-à-dire de s'assurer que tous les impôts autorisés étaient seuls perçus et que le produit en était versé à qui de droit.

Le contrôleur général de la Dette et de la comptabilité devait surveiller la comptabilité générale du Trésor et des caisses de l'Etat et viser les assignations et mandats délivrés par les ordonnateurs.

La tâche des deux contrôleurs généraux était difficile. Il n'y avait pas à proprement parler de budget, mais simplement des états de prévision de recettes et de dépenses, non pour un temps déterminé, mais pour une période très aléatoire. Le contrôleur général de la Dette et de la comptabilité qui avait demandé aux diverses administrations, des situations mensuelles et des états récapitulatifs de leurs dépenses, appréciait que l'état comparatif des documents qui leur furent remis ne permettait malheureusement pas de les accepter comme sérieux et dignes de confiance. Les totaux correspondaient à peu de chose près ; mais le détail présentait des différences inexplicables, et on était amené à se demander si l'imputation du total des dépenses aux différents crédits budgétaires n'était pas de la part des comptables, une œuvre de caprice et d'arbitraire sans aucun rapport avec la réalité.

Les contrôleurs généraux, incapables d'exercer la moindre surveillance dans une administration anarchique durent bientôt avouer leur impuissance.



PREMIÈRE PARTIE

La France et l'Angleterre

collaborent à une action commune
en Egypte.

TITRE I

Période de l'accord parfait.

CHAPITRE I

La Commission d'enquête.

Dès la première année, les chemins de fer et les douanes donnèrent un déficit très sensible. Profitant de cette circonstance, le khédive s'efforça d'obtenir des créanciers une réduction de 1 % sur les intérêts de la Dette unifiée.

Cette réduction représentait 560.000 l. st. somme précisément égale au déficit constaté dans les revenus des chemins de fer et des douanes. Il était bien difficile à MM. Goschen et Joubert de demander aux créanciers un pareil sacrifice sans pouvoir, au moyen d'une enquête sérieuse, leur en démontrer la nécessité. Le khédive alla au devant de leur désir en demandant lui-même cette enquête.

Par décret du 27 janvier 1878, Ismail institua une Commission supérieure d'enquête dont il évita du reste de désigner les membres.

Le lendemain, 28 janvier, M. Wadington, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères, écrivait au

marquis d'Harcourt, notre ambassadeur à Londres : (1)
« Le Gouvernement du Khédive réclame aujourd'hui une nouvelle enquête sur l'ensemble de ses ressources, et avec les résultats qu'il en attend, il se fait fort sans doute de démontrer l'exagération des charges qui pèsent sur le Trésor. Le Conseil Britannique a exprimé les craintes les plus vives, et probablement les mieux fondées, sur les périls de cette situation, donnant à entendre que les intérêts des créanciers de l'Egypte étaient fort exposés si, dans un avenir prochain, ils ne trouvaient pas un appui sérieux à l'étranger ».

Le Gouvernement français ne se sentait pas toutefois les mains libres. Les souvenirs de 1870 pesaient encore sur notre diplomatie et devaient la rendre circonspecte. D'autre part, nous étions seuls, sans appui à l'intérieur, et pour la plupart de nos hommes politiques, il était bon, avant de rien entreprendre, de savoir dans quelle mesure on pouvait compter sur l'Angleterre. Une entente semblait désirable entre les deux gouvernements, pour s'élever par des représentations communes contre des abus déplorables.

Dès cette époque on voit naître chez M. Wadington la pensée qui dirigera toute sa conduite. Une intervention diplomatique de la France et de l'Angleterre s'imposera un jour, mais elle devra servir à l'intérêt général. Les vues élevées sont peu du goût de la Grande-Bretagne.

Il faudra la stimuler sans cesse jusqu'au jour où, sa décision prise, elle ira droit au but, mais saura garder pour elle les bénéfices de l'entreprise.

Ismail-Pacha eut un moment l'idée de s'adresser au Sultan « seule autorité, disait-il, devant laquelle il pouvait s'effacer », pour lui demander de fixer lui-même le programme de l'enquête. Sa combinaison n'eut aucun succès, car on y voyait l'arrière-pensée d'échapper à un examen sérieux de la situation financière. Les créanciers

(1) Documents diplomatiques. — Affaires d'Egypte. — M. Wadington au marquis d'Harcourt, ambassadeur de France à Londres, 28 janvier 1878.

du Khédive consentaient bien à admettre l'élément égyptien dans la Commission d'enquête, mais ils voulaient être représentés eux-mêmes et cette exigence était légitime.

Enfin, le 30 mars un décret du Khédive décidait que ses investigations de la Commission d'enquête porteraient sur tous les éléments de la situation financière en tenant compte des droits légitimes du Gouvernement. Il la composait ainsi : MM. de Lesseps, Président ; Rivers Wilson, Vice-Président ; Riaz pacha, Baravelli, Baring, de Blignières, de Kremer, membres.

Les commissaires allèrent au plus pressé, c'est-à-dire aux malheureux employés égyptiens. Leur solde était en retard de 6, 8, 10 et jusqu'à 16 mois. Ce qu'il fallait leur compter mensuellement ne se montait en réalité qu'à 400.000 francs. Or, les commissaires enquêteurs découvrirent que le Trésor réservait, tous les mois, pour cet objet plus de trois millions de francs et que les employés n'en touchaient rien. Ils exigèrent que la solde fut acquittée exactement en s'inspirant de l'idée que le non-paiement des fonctionnaires est incompatible avec la marche régulière de l'administration.

Dans le courant de mai 1878, la Commission poursuivit l'examen des créances non liquidées, et fixa à deux mois le délai pendant lequel les intéressés pourraient utilement présenter leurs titres. Les commissaires terminèrent leur laborieuse enquête en proposant une série de réformes. En les parcourant on aura une idée de la situation du pays, peu de temps avant l'abdication forcée de celui qui en était le maître absolu. Aucun impôt ne sera perçu, si ce n'est en vertu d'une loi publiée dans un recueil officiel. L'exercice du pouvoir législatif devra être entouré de garanties telles que les lois d'impôts puissent être appliquées à tous les habitants de l'Egypte, sans distinction de nationalité. Les agents de perception seront mis effectivement sous les ordres du Ministre des finances ; leur gestion contrôlée sur place par des inspecteurs relevant de l'administration centrale.— Réforme de la comptabilité budgétaire. — Constitution d'un fonds de réserve pour

parer aux déficits qui peuvent résulter, dans certaines années, de l'insuffisance de la crue du Nil.— Organisation des ressources de la Trésorerie ; le gouvernement devra, si elle est organisée, réclamer l'impôt au moment où les contribuables pourront plus aisément le payer. — Institution d'une juridiction indépendante devant laquelle seraient portées les réclamations en matière de contributions. — Organisation judiciaire protégeant efficacement les indigents contre un abus d'autorité. — Révision de l'impôt foncier ; rôles annuels établis au moyen d'un cadastre. — Révision des droits de douanes et du mode de perception de l'impôt sur le tabac et le sel. — Réglementation du droit de prise d'eau dans les canaux d'irrigation. — Réglementation du mode d'exécution des travaux publics ; — suppression de la corvée pour tout travail déclaré d'utilité publique. — Réglementation du service militaire ; limitation de la durée du service et recrutement par voie de tirage au sort.

Et c'est tout, dit Planchut ; un pays de barbares, voulant s'organiser à l'européenne n'eût pas exigé un plan de réforme plus complet.

CHAPITRE II.

Le Condominium, — Les contrôleurs deviennent ministres. — Leurs fautes. — Le ministère est remplacé. — Coup d'Etat d'Ismail. — Sa chute.

Au moment où ce projet était remis entre les mains d'Ismail-Pacha, le gouvernement égyptien devait à divers débiteurs la somme énorme de 157 millions. La commission d'enquête demanda au Khédive d'affecter à la liquidation de cette somme toutes les propriétés immobilières de la famille Khédiviale « les daïrahs » et la formation d'un ministère, dans lequel figureraient deux ministres étrangers, un français, l'autre anglais. Le 28 août 1878, Ismail envoya à Nubar-pacha, qu'il voulait charger du soin de former un ministère, un rescrit, véritable charte de l'organisation nouvelle.

« Au lieu d'un pouvoir personnel, principe actuel du gouvernement de l'Égypte, je veux, disait le Kédivé, un pouvoir qui imprime, il est vrai, une direction générale aux affaires, mais qui trouve son équilibre dans un Conseil des ministres. En un mot, je veux dorénavant gouverner avec et par mon Conseil des Ministres. »

Le Conseil discutera toutes les questions importantes du pays, l'opinion de la majorité entraînera celle de la minorité ; les décisions seront donc prises à la majorité et en les approuvant je sanctionnerai l'opinion qui aura prévalu ». Ismaïl n'était pas sincère. Il pensait avec raison qu'en inaugurant des changements de cette nature, dans un pays d'absolutisme traditionnel, avec un peuple aveuglément attaché à l'Islamisme, et ne reconnaissant d'autre autorité que la volonté du maître ; qu'en confiant l'exécution de ces mesures à un premier ministre chrétien d'Arménie, assisté de deux étrangers chrétiens comme lui, on entreprenait trop ou pas assez ; il savait que l'œuvre était d'autant moins viable qu'elle était plus radicale et que d'un signe il pourrait la renverser. Il fallait pour établir ce pouvoir nouveau, l'assentiment de la France et celui de l'Angleterre qui, en achetant à Ismaïl ses actions du canal de Suez, avait habilement su acquérir le droit de donner son avis au Caire. Tous les arrangements pris avec le gouvernement égyptien, depuis le commencement de la crise financière, avaient d'ailleurs comme principe un partage égal d'attributions, entre les éléments français et anglais. M. Wadington ne faisait pas en principe d'objection à la combinaison Nubar-pacha. Mais pour l'accepter et promettre au nouveau ministère un concours qui lui était indispensable, il imposait comme condition irréductible, que le portefeuille réservé au ministre français fût doté d'attributions suffisamment étendues et donnant au titulaire, une situation égale à celle du ministre anglais. Il allait de soi que le candidat choisi devait être agréé par le gouvernement français.

Le 14 octobre 1878, M. Wadington informait notre Consul général en Égypte que l'accord avec le gouvernement anglais était conclu. Le Ministère des Travaux

publics comprenant les canaux, les irrigations, les chemins de fer et les ports, sauf celui d'Alexandrie qu'une concession malheureuse avait laissé dans le ressort du ministère des finances, fut confié à M. de Blignères et le ministère des finances à M. Rivers Wilson.

Les deux contrôleurs devenant ainsi Ministres, c'est-à-dire en mesure d'exercer sur l'administration égyptienne une surveillance plus étroite encore qu'autrefois, l'Angleterre et la France acceptèrent la suppression du contrôle général institué en 1876 ; mais il fut convenu que dans le cas où l'un des deux Ministres européens du nouveau cabinet serait congédié sans un accord préalable, le service reprendrait son cours de plein droit. (1)

Le ministère se mit en devoir de négocier avec MM. de Rothschild, de Londres et de Paris, un emprunt de 214,625,000 francs, garanti par les propriétés que le khédivé et sa famille abandonnèrent. (2)

En présence d'abus de tous genres et de dépenses excessives, il lui fallait trancher dans le vif. L'une des premières mesures que prit le gouvernement, fut de licencier une partie de l'armée qui grevait le budget de charges trop lourdes. 2500 officiers furent mis en demi-solde, mais on eut le tort de ne pas leur payer les 18 mois de paye qui leur étaient dus. Le ministre de la guerre, Ratifpacha avertit ses collègues du danger ; ils n'en tinrent aucun compte. Malgré tout, les officiers décidés à faire valoir leurs droits, ne voulaient pas sortir de la légalité. Après une délibération, ils se rendirent à la Chambre des

(1) Nous verrons plus tard quelle interprétation Lord Granville a fournie de cette clause.

(2) Cet emprunt, dit domanial, a été émis en vertu d'un décret de 1878 au taux de 5 % avec hypothèque sur 425,729 feddans de terre (environ 180,000 hectares) et sur des maisons du Caire et d'Alexandrie cédées à l'Etat par la famille khédiviale. Ces immeubles ont été remis à une commission de trois membres : un Français, un Anglais et un indigène, chargés de les administrer jusqu'à amortissement complet de l'emprunt ; les insuffisances éventuelles doivent être prélevées sur les ressources générales du Trésor et aussi, en vertu d'un acte additionnel de 1880, sur les revenus de la province de Keach.

notables, lui exposèrent leurs griefs et lui demandèrent son concours, pour soutenir leurs réclamations. La Chambre résolut d'appuyer leur démarche et désigna, séance tenante, une délégation de 10 membres pour les accompagner au ministère. Un député se rendit auprès de Nubar-pacha, président du Conseil, pour lui annoncer l'arrivée de la délégation à midi à la présidence. Nubar-pacha passa outre et quitta le ministère. Malheureusement, sa voiture croisa la délégation des officiers et de la Chambre, qui barrait la route et faisait signe au cocher de s'arrêter. Sans attendre aucune explication, Nubar-pacha donna ordre de fouetter les chevaux. Quelques officiers et représentants furent atteints par le fouet, et il se passa une scène regrettable, mais dont la responsabilité retombe bien sur Nubar-pacha.

Ils se rendirent à la Chambre des notables. A ce moment, M. Wilson revenant également du ministère, rencontra la voiture de son collègue. Le croyant en danger et n'obéissant qu'à sa bravoure, il se porta à son secours, menaçant de sa canne les officiers. Le tumulte fut alors à son comble ; les officiers dégainèrent et les ministres couraient grand danger, sans l'intervention d'un colonel qui harangua ses amis fort à propos et les ramena à des sentiments plus calmes,

Nubar-pacha et M. Wilson furent reconduits à leur ministère où ils trouvèrent la troupe des officiers qui venaient attendre le résultat de la démarche de leurs collègues.

Le ministère fut cerné, les officiers prirent possession du télégraphe, ne laissèrent sortir personne, et même enfermèrent les ministres ensemble comme pour les engager à délibérer.

Cependant, le Khédive avait été prévenu. Ismail donna à sa garde, l'ordre de repousser à la baïonnette les révoltés auxquels il avait vainement conseillé le calme en quelques phrases énergiques. Des coups de fusil et de revolver furent échangés ; le maître des cérémonies du Khédive et huit autres personnes furent blessés.

Cette première émeute devait avoir des conséquences

graves dans l'avenir. Elle éclairait l'armée sur sa force, et quand un peu plus tard, un colonel rebelle lui demandera de se soulever avec lui, elle n'hésitera pas.

Le côté fâcheux de cet incident était de redonner au roi une certaine autorité morale.

Son habileté a pu le faire accuser de l'avoir provoqué. Une chose sûre est qu'il en profita. La situation demeurait critique. Ismaïl-Pacha s'empressa de déclarer qu'il assumait toute la responsabilité du maintien de l'ordre, s'il était associé au gouvernement, ou si Nubar-pacha se retirait.

Le 19 février, sous cette pression morale, Nubar donnait sa démission. Le Khédive déclara qu'il présiderait lui-même le Conseil des ministres, jusqu'à ce que les gouvernements anglais et français eussent fait connaître leurs vues. Il promit cependant de nommer alors un Président du Conseil, si on le préférait.

En présence de ces événements, M. de Blignières pensa que se retirer du ministère serait nuire à l'influence française et M. Wadington écrivait à notre Consul général que la démission de Nubar-pacha n'avait à ses yeux que la valeur d'une question de personnes et ne pouvait pas impliquer un changement de système. Il n'en resta d'ailleurs pas là. Auprès des peuples d'Orient, il est bon de manifester ses intentions avec un certain éclat et de les appuyer sur une force réelle. Aussi, l'ordre fut-il donné d'envoyer un bâtiment de guerre français à Alexandrie.

Le gouvernement anglais fit de même, et les représentants de nos deux pays reçurent comme instructions de se concerter et d'agir ensemble. Les deux Consuls généraux se rendirent auprès du Khédive, le 28 février, et l'informèrent de l'entente qui existait entre leurs deux gouvernements. Ismaïl leur déclara que le rescrit du 28 août 1878 devait rester la règle gouvernementale, et il proposa la nomination du prince héritier Tewfik-pacha, comme ministre sans portefeuille et président du Conseil.

Seulement, afin de pouvoir répondre de la sécurité publique, il demandait la discussion en Conseil des Ministres, sous sa présidence, de toutes les mesures né-

cessitant sa sanction. Il réclamait en outre, le droit de convoquer le Conseil, afin de le saisir des propositions qu'il jugerait utile de faire pour la sécurité publique et la prospérité du pays. Ismail promettait de se soumettre à la majorité ; mais il était évident que le Conseil composé en majeure partie d'indigènes, n'aurait plus aucune indépendance le jour où il délibérerait sous les yeux du Khédive. Ismail tenait surtout à la présidence effective du Conseil. Il fallut aux deux gouvernements une grande ténacité pour venir à bout de la résistance du Khédive. Il n'obtint que le droit d'appeler auprès de lui les ministres, soit séparément, soit ensemble pour leur exposer ses idées.

Quant aux ministres européens ils conservèrent leurs portefeuilles avec un droit nouveau et exorbitant : celui d'opposer leur vote à toute mesure qu'ils désapprouveraient. De plus, le Khédive devait les consulter pour le choix de nouveaux ministres. Leur voix délibérative dans le précédent cabinet devenait prépondérante dans le nouveau et les conséquences de ce monstrueux abus de la force étaient à peine atténuées par la nécessité de l'accord des deux ministres européens, pour que leur résistance fut efficace : l'ingérence de Paris et de Londres était désormais effective.

Ismail fit de belles promesses. Il est presque excusable de ne les avoir point tenues.

Les promesses étaient du 9 mars 1878 ; le 7 avril Ismail convoquait les représentants des diverses puissances et leur disait qu'en présence du mécontentement de toutes les classes de la population, il leur communiquait un projet financier, faisant connaître les vues du pays.

Ce projet établissait que l'Egypte n'était pas en état de déconfiture et pouvait faire face à ses engagements financiers. Il demandait la formation d'un ministère indigène responsable devant une Chambre des députés nommés d'après un nouveau mode d'élection. Ces changements seraient suivis, en vertu de la convention du 14 octobre, du rétablissement du Contrôle.

Tewfik ne voulant pas se mettre en contradiction avec

le sentiment national, venait de donner sa démission au Président du Conseil et le Khédive l'avait remplacé par Chérif-Pacha à qui il écrivait : « Comme chef d'Etat et comme Egyptien, je considère comme un devoir sacré pour moi, de suivre l'opinion de mon pays et de donner satisfaction à ses légitimes aspirations. »

L'Egypte, d'après le Khédive, avait été blessée du plan financier présenté par M. Rivers-Wilson qui déclarait le pays en état de déconfiture. Le ministère devait avoir pour premier soin de préparer des lois sur le modèle de celles en vigueur en Europe tout en tenant compte des mœurs et des besoins des populations. La commission d'enquête offrit sa démission au Khédive qui l'accepta le 12 avril. Bien que le khédive n'eût jamais pris l'engagement de ne pas se séparer de ses ministres étrangers et demeurât par conséquent dans la teneur littérale de ses obligations, les deux cabinets furent très mécontents.

« Avec une précipitation que rien ne saurait expliquer, écrivait M. Wadington, le vice-roi s'est mis, dans ses actes du 7 avril, en contradiction si flagrante avec ses assurances du 9 mars, qu'il nous est impossible de ne pas considérer ses résolutions comme un manque d'égard volontaire envers les deux puissances. » (1)

Le 25 avril 1879, il faisait prévenir le khédive que s'il persistait à décliner le concours des ministres européens, les deux gouvernements auraient le droit de penser qu'il renonçait de propos délibéré à toute prétention à leur amitié.

Ismail protesta de ses bonnes intentions et affirma son respect pour les deux pays ; mais il ne se sentait pas le courage de braver l'opinion nationale. Quelques jours se passèrent pour laisser au khédive le temps de prouver qu'il avait la volonté et les moyens de faire mieux que les ministres européens congédiés par lui.

Le 10 juin 1879, M. Tricou, notre nouveau consul général au Caire (le quatrième en un an et demi), dans une entrevue à laquelle Cherif-pacha assistait, déclara au

(1) *Documents diplomatiques*, dépêche du 25 avril 1879.

khédivé que nous ne reconnaissons aucune valeur aux dispositions de son décret. Le consul anglais avait fait de même. L'Allemagne et l'Autriche imitèrent les deux puissances. La Russie, d'abord indécise, les suivit et l'Italie se borna à faire des réserves verbales le 15 juin. On reprochait au vice-roi de s'être jeté, depuis plus de deux mois qu'il était rentré dans l'exercice de la souveraineté absolue, dans des mesures mal conçues, contradictoires, inefficaces, dont le seul résultat avait été de diminuer les ressources du pays et il semblait que Son Altesse voulût avancer elle-même le moment où elle ne pourrait plus se faire d'illusions sur les conséquences de la situation qu'elle avait créée.

Ismaïl, confiant dans le prestige qu'il avait conservé sur son peuple, persista dans son attitude. La situation s'aggravait.

Déjà, après le renvoi des ministres européens, la question avait été agitée de l'abdication du Khédivé. On considéra qu'il était inutile de prolonger l'expérience et notre consul général fut autorisé à indiquer au Khédivé, officieusement, et à titre de suggestion spontanée, la résolution que lui conseillaient les puissances.

Le 18 juin 1879, M. Waddington écrivait à M. Tricou (1) : « Nous sommes aujourd'hui d'accord avec le cabinet anglais pour recommander officiellement à ce prince d'abdiquer et de quitter l'Égypte. »

Les deux consuls se rendirent ensemble auprès du Khédivé pour donner à leur démarche plus d'autorité. Le Khédivé fut d'ailleurs prévenu que s'il résistait, nous n'hésiterions pas à en appeler à la puissance suzeraine et à réclamer l'intervention du Sultan pour prononcer la déposition du prince qui avait si gravement méconnu ses devoirs.

Il était temps en effet de parler du souverain légitime de l'Égypte dont on usurpait les pouvoirs au mépris du droit public. Il est stupéfiant de voir deux puissances, sous prétexte de veiller aux intérêts financiers de leurs

(1) *Documents diplomatiques*, dépêche du 18 juin 1879.

nationaux s'ingérer dans les affaires intérieures de la province d'un empire indépendant, se substituer au souverain, s'approprier l'administration politique et financière et déposer un gouvernement héréditaire dont elles se sont engagées jadis à défendre les privilèges.

Les deux cabinets firent part de leur détermination aux autres puissances qui s'y associèrent par leur acquiescement.

On saisit avec empressement à Constantinople, l'occasion de faire une nouvelle tentative pour remettre la main sur la plus opulente province de l'Empire. Ismail fut révoqué de sa haute dignité par une dépêche télégraphique du 26 juin 1879, sans aucun ménagement pour son amour propre. Il fut expulsé du pouvoir comme un vulgaire administrateur. Pour mettre le comble à l'humiliation qu'on lui infligeait, on lui interdit le séjour de Constantinople où il avait distribué naguère une bonne part des sommes empruntées à l'Europe.

Le 30 juin 1879 ce Prince déchu, que la nature avait pourtant doué de facultés remarquables, que la fortune avait doté d'un paisible et florissant royaume dont il aurait pu soutenir la prospérité en s'illustrant lui-même, s'embarquait à Alexandrie et partait pour l'exil (1).

(1) Ismail est mort le 3 mars 1895 à Constantinople dans son palais du Bosphore où le sultan le gardait prisonnier. Sa santé était depuis longtemps altérée. Les chagrins en avaient fait un désabusé. Son idée fixée était de contempler une fois encore le merveilleux ciel de l'Egypte. Cette consolation lui fut refusée. Le 11 mars 1895 sa dépouille mortelle fut transportée au palais de Ras-el-Zin, à Alexandrie, et le soir même, à l'Opéra du Caire, on jouait *Aïda*.

CHAPITRE III

Le nouveau Khédive Tewfik. — Graves embarras financiers. — Rétablissement du Contrôle.

Tewfik fut désigné pour lui succéder. C'était contraire à la loi de Mahomet qui veut que l'aîné des mâles, dans chaque famille, succède seul. Par application de ce principe connu sous le nom de séniorat, Halim, fils de Mehemet-Ali, eût dû régner ; mais Ismail-Pacha avait acheté au sultan Abd-ul-Aziz la faveur de voir son fils Tewfik lui succéder. Le firman d'investiture de Tewfik-Pacha était libellé dans des termes qui réduisaient le rôle du nouveau vice-roi, à celui d'un simple gouverneur ne se distinguant des autres fonctionnaires du même ordre que par le privilège de l'hérédité. La France et l'Angleterre comprirent qu'en permettant une diminution des pouvoirs du nouveau Khédive, elles laisseraient à la puissance suzeraine une autorité plus grande qui limiterait forcément leur influence.

C'est pourquoi les deux gouvernements intervinrent chaleureusement à Constantinople pour détourner le gouvernement ottoman d'une aussi imprudente initiative.

Le projet de firman déclarait que le Khédive avait le droit de conclure des conventions, sans porter atteinte aux traités politiques du gouvernement impérial. Il disait en terminant que les conventions seraient communiquées à la sublime Porte, avant leur promulgation par le Khédive. Cela pouvait laisser entendre que l'approbation du Sultan était nécessaire pour leur donner quelque valeur. Cette interprétation était même très naturelle, car, comment le Sultan pourrait-il veiller à ce qu'aucune convention ne portât atteinte aux traités politiques de la sublime Porte, si la communication imposée au Khédive prenait le caractère d'une formalité platonique sans sanction. D'ailleurs, la France et l'Angleterre ne repré-

sentaient pas l'Europe entière. Elles ne parlaient qu'en leur propre nom. En émettant sans mandat, des prétentions contraires à l'acte de 1840, elles commettaient un acte illicite.

Les ambassadeurs de France et d'Angleterre obtinrent une déclaration établissant que le firman en question excluait toute obligation de la part du Khédive, d'obtenir la sanction ou l'autorisation du Sultan, pour mettre en pratique les dites conventions. Les négociations entamées avec Carathéodory-pacha, continuées après sa chute, avec Sawas-pacha, aboutirent au firman du 30 juillet 1879.

Ce document affirmait la suzeraineté de la Porte, en déclarant que tous les impôts seraient perçus au nom du Sultan.

Le tribut annuel à payer régulièrement par l'administration égyptienne, était fixé à 730.000 livres turques. La monnaie serait frappée en Egypte. Afin de diminuer les dépenses et surtout pour ne pas donner au Khédive une puissance militaire trop considérable, le Divan avait décidé qu'en temps de paix, la garde intérieure serait confiée à 18,000 hommes de troupes. Les drapeaux des forces de terre et de mer ainsi que les insignes des différents grades seraient les mêmes que ceux des armées turques.

Le vice-roi nommait les officiers jusqu'au grade de colonel inclusivement. Il lui était interdit de posséder des batiments blindés sans l'autorisation du gouvernement Ottoman.

Pour conclure, le ministre des affaires étrangères de Turquie, déclara, le 2 août, à l'ambassadeur de France que le présent firman ne restreignait en rien, sauf en ce qui est expressément relaté, les droits, les privilèges et prérogatives, précédemment et personnellement accordés aux Khédives d'Egypte. Le nouveau Khédive Tewfik était un être timide, essentiellement passif. On lui fit souvent un grief de son manque de fermeté. Il s'en expliqua un jour avec un de nos compatriotes, M. Planchut. « Sans argent, sans armée, sans indépendance, que puis-je faire, lui dit-il. On me conseille de faire un coup d'Etat, mais les coups d'Etat retombent tôt ou tard sur ceux qui

les commettent (1) ». Lord Cromer lui découvrit « un merveilleux tempérament constitutionnel » (2). Le fait est qu'ayant vu de près ce qu'il en coûte à celui qui règne au Caire, de vouloir résister à la volonté des puissances, il se résigna à subir les lois de l'Europe. D'avance il souscrivit aux conditions que dicteraient les gouvernements anglais et français. Le conflit qui s'était terminé à la déchéance d'Ismail-pacha, avait pris naissance dans la révision de la situation financière. Les contrôleurs, aussi bien que la commission d'enquête, avaient pensé qu'on ne pouvait y procéder avec succès, sans réduire l'intérêt de la Dette publique. Le prince avait repoussé cette mesure, en prétendant qu'elle mettait l'Egypte en faillite et attentait à son crédit.

Dès le lendemain de la crise, on se remit à l'œuvre avec l'adhésion du nouveau vice-roi et de ses conseillers. Tewfik-pacha rétablit le contrôle général, qui fonctionna à partir du 4 décembre 1879, dans les conditions prévues par le décret du 18 novembre 1876. Il devait durer, cette fois, jusqu'au 18 janvier 1883. Sir E. Baring fut chargé de ce qui concernait les recettes. M. de Blignières eut, comme attributions, la comptabilité et la Dette publique. Un décret du 15 novembre 1879 décida que le Ministre des finances produirait, chaque semaine, un contrôle général, un relevé détaillé des recettes et des dépenses, faites par la Caisse du Ministère. Chaque administration devait également fournir un état, en fin de mois. Afin de faciliter leur tâche aux contrôleurs généraux, ils auraient rang et séance au Conseil des ministres ; mais Tewfik ne jugea pas à propos de revenir sur les décisions prises jadis par Ismail, et ne leur accorda que voix consultative. Ils ne pouvaient être relevés de leurs fonctions qu'avec l'assentiment de leurs gouvernements respectifs.

Le 15 janvier 1880, le khédivé demandait aux puissances

(1) Edmond Planchut. *L'Egypte et l'occupation anglaise*, p. 58.

(2) Sir Evelyn Baring devenu en 1892 lord Cromer l'apprécie en ces termes dans le n° du 21 février 1893 de la *Westminster-Gazette*.

ces leur assentiment à un décret autorisant la Caisse de la Dette à disposer d'une partie de l'emprunt Rotschild pour le paiement de l'arriéré du tribut dû à la Porte, et des traitements ou pensions dont l'annuité ne dépassait pas 1000 livres, créances reconnues privilégiées par la commission d'enquête et les tribunaux mixtes.

Avant de répondre, M. de Freycinet qui venait de remplacer M. Wadington (1) demande son avis au cabinet anglais. L'avis fut favorable, ainsi que celui des puissances.

La situation demeurait critique. Les dettes augmentaient, par suite de l'accumulation de leurs intérêts ; les arriérés atteignaient des chiffres énormes ; les services administratifs étaient paralysés. Pour éviter une débâcle, on suspendit l'amortissement de l'emprunt de 1864 ; il en fut de même pour l'intérêt de l'amortissement de l'emprunt de 1867, comme aussi pour le paiement de l'intérêt de l'amortissement des titres concernant les emprunts de 1865 et 1866.

CHAPITRE IV

La grande loi de liquidation promulguée le 17 juillet 1880.

Déjà au début de juillet 1879, Tewfik avait invité les puissances à adhérer au principe d'une commission internationale, qui serait chargée de restaurer les finances égyptiennes.

Les négociations n'aboutirent qu'en mars 1880. Les cinq grandes puissances : France, Angleterre, Allemagne, Autriche, Italie, qui avaient pris en main la réorganisation, discutèrent longuement, avant de se mettre d'accord sur la communication officielle qu'elles adressèrent le 31 mars au Khédive. Celui-ci, par décret du même jour,

(1) Premier ministre de Freycinet, du 28 décembre 1879 au 19 septembre 1880.

institua la commission internationale de liquidation, dans laquelle la France et l'Angleterre devaient être représentées, chacune par deux délégués et les autres pays, chacun par un délégué (1).

Le 28 avril, M. de Freycinet adressait une circulaire à nos agents, auprès des puissances qui avaient coopéré à l'établissement des tribunaux mixtes, dans laquelle il disait que la marche suivie par les cinq gouvernements s'expliquait par l'importance des intérêts qu'ils avaient en Egypte, leurs sujets possédant, en effet, la presque totalité de la Dette et qu'il était dans la logique des choses que les représentants de l'immense majorité des porteurs de créances, fussent appelés de préférence à composer la commission de liquidation. Les 5 puissances signataires espéraient que leur exemple entraînerait l'assentiment des Etats moins engagés qu'elles-mêmes, dans les difficultés financières de l'Egypte, mais intéressés toutefois à la marche régulière des affaires dans ce pays.

La Belgique, le Danemark, les Pays-Bas, le Portugal, la Suède, la Norvège, l'Espagne envoyèrent leur adhésion avant même la promulgation de la loi. La Russie les imita en juillet et la République des Etats-Unis en août.

L'accord régnait donc entre les puissances intéressées à voir l'ordre financier rétabli en Egypte, et le 20 juillet, le ministre des affaires étrangères, de Tewfik-pacha, écrivait à notre Consul général en le priant de transmettre au gouvernement de la République, les sentiments de gratitude du gouvernement du Khédive pour l'appui éclairé que l'Egypte avait trouvé auprès du ministère fran-

(1) La commission était composée de sir Rivers Wilson, président (Anglais), Bellaigue de Bughaz et Liron d'Airolles (Français), Baravelli (Italien), Von Kremer (Antrichien), Von Treskow (Allemand).

çais dans la réalisation d'un résultat si éminemment important pour le pays (1).

Les puissances étaient intervenues pour sauver l'Egypte de la banqueroute (2) ; pour cela, elles « l'emprisonnèrent suivant l'expression de sir Alfred Milner, dans une camisole de force des plus étroites ». « Les revenus de l'Etat furent divisés en deux parts à peu près égales, dont l'une devait être déposée à la Caisse, au profit des porteurs de titres et l'autre resta entre les mains du Gouvernement pour faire face aux dépenses administratives. Il y eut en réalité deux budgets ; mais les principes qui les régissaient, différaient essentiellement. En effet, le budget de la Caisse présentait-il un déficit ? C'était au Gouvernement de le combler. Ce même budget se soldait-il au contraire par un excédent, si grand qu'il fût ? Le Gouvernement n'avait pas le droit d'en prendre

(1) C'est en effet M. de Freycinet qui, le 9 février 1880, avait pris l'initiative de proposer un décret qui instituait une commission de liquidation.

(2) La loi de liquidation est divisée en cinq chapitres : Dette consolidée—Dette flottante—Daira (Moukabalah).— Dispositions générales. La Dette consolidée comprend la privilégiée et l'unifiée. La privilégiée a pour gage spécial de ses intérêts et de son amortissement les revenus nets des chemins de fer de l'Etat, ceux des télégraphes et du port d'Alexandrie. Les fonds nécessaires à son service sont prélevés par préférence sur les revenus attribués à l'unifiée ; inversement, les excédents des rentrées de la première sont affectés à la seconde. L'intérêt annuel des obligations est fixé à 5 %. Les revenus affectés au service de l'unifiée sont ceux des douanes, le produit des droits sur les tabacs importés, les revenus des provinces de Garbieh, Menoufieh, Beharat, Siout, sous déduction de 7 % des recettes brutes, pour frais de perception et d'administration. L'intérêt annuel est fixé à 4 %. La Caisse de la Dette publique doit recevoir les fonds destinés au service des dettes privilégiée et unifiée. Les chefs comptables des provinces et administrations dont les revenus sont gagés, ne seront déchargés que par les quittances de la commission à laquelle ils fourniront des rapports mensuels. Les commissaires de la Dette nomment et révoquent les employés de la Caisse dont les frais sont supportés par le budget général de l'Etat. Aucun emprunt de quelque nature qu'il soit ne peut être contracté sans leur agrément.

sa part. Un déficit, par contre, apparaissait-il dans le budget du Gouvernement ? La Caisse ne pouvait être appelée à le couvrir, tandis que s'il se produisait un excédent, elle était autorisée à en réclamer une portion déterminée. Cela était déjà assez fort ; mais il y avait plus : la Caisse, dans certain cas, pouvait étendre ses prétentions par des excédents purement imaginaires (1). L'explication s'en trouvait dans le fait que la loi de liquidation fixait pour les dépenses nationales, un chiffre idéal, que, dans l'opinion des puissances, l'Egypte ne devait jamais dépasser ; de sorte que si les revenus de l'Etat venaient à être supérieurs à ce chiffre idéal, le Gouvernement quel qu'eût été le montant réel des dépenses, était considéré comme ayant un excédent dont la Caisse, dans des circonstances données, pouvait réclamer sa part... Cette limitation des dépenses est l'essence même de la loi de liquidation et constitue en Egypte le droit canon en matière de finances ».

Partout, il est vrai, les finances jouent un grand rôle politique ; mais l'Egypte est le seul pays du monde où la politique se glisse ainsi jusque dans la comptabilité.

L'Egypte sortit de la crise « les pieds et les mains liés, incapable de se mouvoir et presque incapable de respirer sans le consentement de l'Europe (2). » L'intervention des puissances, a dit très justement M. de Martens, n'a eu d'autre but que d'exploiter les ressources de l'Egypte au profit des créanciers européens, et le contrôle anglais-français n'était qu'une institution politique ayant pour but spécial d'entraver la machine gouvernementale de l'Egypte, de discréditer le gouvernement du Khédive aux yeux de ses propres sujets et d'arrêter toute réforme législative ou administrative qui pouvait léser d'une manière quelconque les intérêts des créanciers étrangers (3). »

(1) *England in Egypt*. Sir A. Milner, pages 106 et suivantes.

(2) *England Egypt*. A. Milner, p. 102.

(3) V. de Martens, *la Question égyptienne et le droit international*, R. D. I., 1882, p. 370.

Le plus sage eût été d'arrêter le continuel accroissement des dettes, et l'intérêt une fois payé, de consacrer tout le surplus des revenus, aux besoins administratifs du pays, très négligés au milieu des embarras des dernières années. Certes, il était bon de couper court aux prodigalités administratives ; mais en réduisant trop brusquement les dépenses des services publics et notamment les dépenses pour l'armée, la loi de liquidation contribua, jusqu'à un certain point, à favoriser le mouvement révolutionnaire par lequel l'équilibre financier de l'Egypte devait être rompu presque aussitôt après avoir été rétabli. En somme le condominium portait en son sein le germe des troubles futurs. Il permit à l'Angleterre d'étendre la main sur une proie désormais facile à saisir et d'attenter à la souveraineté du sultan.

CHAPITRE V

L'insurrection militaire

Le jeune Khédive Tewfik-pacha avait eu l'imprudence à son avènement au trône, de vouloir se rendre populaire auprès des Arabes, en plaçant quelques-uns d'entre eux à la tête des régiments, ce qui était contraire aux usages et aux traditions de ses ancêtres. C'est lui qui avait donné leur grade à Arabi, à Ab-del-al, le colonel du régiment nègre dont la conduite a décidé du succès des insurrections militaires. Les Arabes n'avaient pas à se plaindre ; pour la première fois, depuis la conquête turque, ils arrivaient aux grades les plus élevés de l'armée, leur solde était scrupuleusement payée, mais comme le désir arabe est sans bornes, ils se plaignaient.

Ils se plaignaient surtout que le ministère de la guerre fut entre les mains d'un circassien, Osman-pacha Kefki. Ils l'accusaient de montrer pour ses compatriotes une trop grande partialité.

Forts de la faveur que le Khédive leur avait accordée, trois d'entre eux, Arab, Ali Fehmy et Abd-el-Al se décidèrent à porter à Riaz-pacha (1), président du Conseil, une pétition dans laquelle ils réclamaient la destitution du Ministre de la Guerre. C'était évidemment un acte d'insubordination, que Riaz leur reprocha avec sévérité. Les trois colonels acceptèrent ses observations et promirent l'obéissance. Puis, au mépris de leur parole, ils entreprirent une propagande active dans les casernes, y semèrent l'agitation et tachèrent d'entraîner avec eux tous les officiers arabes pour demander l'expulsion des circassiens de l'armée. En présence de cette attitude coupable, le Conseil des ministres décida l'arrestation des trois colonels, qui eut lieu le 1^{er} février 1881. Au moment où le Conseil de guerre, qui devait les juger, se réunissait, les officiers insoumis furent délivrés par le 1^{er} régiment de la garde, sous les ordres de Ali Fehmy. A peine sortis de prison, les trois colonels marchèrent avec les troupes qui les avaient délivrés, sur le palais d'Abdin. Le Khédive prévenu envoya à leur rencontre le régiment nègre d'Abd-el-al en garnison à Tourah, à quelque distance du Caire, qui se joignit aux rebelles. Sans appui, Tewfik s'adressa aux consuls anglais et français, qui l'encouragèrent au pardon. Il accepta la démission du ministre de la Guerre et laissa les colonels à la tête de leurs régiments. Tout cela se passa avec rapidité et dans un secret presque complet.

M. Gabriel Charmes, qui se trouvait au Caire au moment de l'insurrection, affirme qu'une des causes qui ont le plus contribué à exciter l'audace des colonels, est la querelle éclatante, surgie quelques semaines avant

(1) M. Cocheris dans son livre « Situation internationale de l'Egypte et le Soudan » a tracé de Riaz-pacha le portrait suivant. « Il ne brillait par aucune des qualités de l'homme d'Etat ; il avait tous les défauts du fonctionnaire. Une fois au pouvoir, il fit preuve d'une incapacité et d'une incurie notoires... Impolitique et intransigeant, ampoulé et pompeux, insensible, inhumain et fanatique, il haïssait entre tous les Français et les Syriens « les deux plaies de l'Egypte » comme il les appelait. » Page 235.

l'émeute, entre le Consul de France d'une part, le Consul d'Angleterre et Riaz-pacha de l'autre. Comme en Egypte, on juge la politique des cabinets par celle des agents, le bruit s'était répandu au Caire, que la France rompant avec l'Angleterre, l'armée s'en était réjouie et avait puisé dans un fait aussi inattendu, le courage de la révolte.

Tandis qu'il avait ordre d'éviter toute démarche qui pourrait avoir l'apparence d'une intervention quelconque, notre Consul recevait chez lui, les chefs de l'émeute ; il discutait avec eux leurs idées constitutionnelles ; il leur distribuait des cigares et des tasses de café. La comédie durait déjà depuis plusieurs semaines, quand M. Barthélemy St-Hilaire (1) qui avait remplacé M. de Freycinet au quai d'Orsay, rappela le baron de Ring.

La grande faute de Tewfik fut évidemment d'installer au ministère de la guerre, le méprisable individu qu'était Mahmoud-Samy. « Si je voulais, disait Chérif-pacha, dans sa déposition devant le Conseil de guerre, lors du procès d'Arabi, exposer tous les mensonges en paroles et en actions de Mahmoud-Samy, il me faudrait plusieurs volumes ». Au sein du ministère, il servit d'espion aux rebelles, il les tenait au courant de ce qui s'y faisait. D'ailleurs, il réclamait sans cesse de nouvelles mesures de faveur envers l'armée, et s'opposait énergiquement à toute tentative de réorganisation, de rétablissement de la discipline. La soumission, selon lui, était complète, et un reste de méfiance risquait de relancer les troupes dans la révolte.

Il était évident pour tous que Mahmoud-Samy trahissait. Le Khédive le remplaça par Daoud-pacha, beau-frère du Khédive. Cette nomination, faite le 13 août, ne lui laissa pas un bon répit. Le 10 septembre, sur la demande expresse des colonels, le vice-roi dut signer immédiatement le renvoi de Riaz-pacha et prendre à sa

(1) Barthélemy de Saint-Hilaire, ministre des affaires étrangères, dans le premier cabinet Ferry, 23 septembre 1880, 10 novembre 1881.

place Chérif-pacha. Cette pression violente, dénotait les progrès accomplis par le parti militaire ; l'armée ayant confiance en Chérif, attendait de lui, avant toute chose, une Chambre des Députés (1).

Chérif n'avait qu'une puissance fictive. La véritable autorité restait entre les mains des colonels. L'appui extérieur, indispensable pour sauver le Gouvernement et l'Égypte, ne pouvait venir que de la Turquie ou de la France et de l'Angleterre. Il faillit un instant venir de la Turquie. Au moment où l'émeute avait éclaté au Caire, le sultan y avait envoyé une mission composée de Fuad-pacha et Nizami-pacha.

Après entente avec le cabinet Anglais, M. Barthélemy Saint-Hilaire, qui n'avait pu empêcher l'intervention de la Porte, chargea, le 4 octobre, notre représentant à Constantinople d'agir auprès du sultan pour abréger le plus possible la mission Fuad-Bey.

Le 8 octobre, le quai d'Orsay fut averti par lord Lyons que le gouvernement britannique se proposait, pour diminuer le danger d'une panique, d'envoyer un navire au port d'Alexandrie.

Le ministre français déclara qu'il s'entendrait avec son collègue de la marine, pour qu'un vaisseau de la flotte s'y rendit aussi. Il ajouta :

(1) Voici un incident très caractéristique. Le 3^e régiment en garnison à la citadelle du Caire, avait reçu l'ordre de se rendre à Alexandrie. Pour ne pas diminuer les forces du parti militaire, les chefs du mouvement décidèrent de ne pas permettre le départ du 3^e régiment. Arabi qui était devenu le maître de l'armée, lança des ordres à tous les régiments et les convoqua à venir sur la place d'Abdin « faire les honneurs au khédivé et se montrer ses esclaves ». Sans engager leurs soldats à les suivre, les officiers « leur avaient baisé les mains et les avaient pressés sur leur cœur ». Arabi, le sabre en main, réclama le renvoi du ministère, la constitution d'une Chambre, l'élévation de l'armée à 18,000 hommes, et le maintien du 3^e régiment à la citadelle. Il ajouta que les troupes n'évacueraient pas la place d'Abdin, tant que leurs demandes ne seraient pas acceptées. C'était un ultimatum. Le khédivé qui était descendu sur la place, remonta dans son palais pour rédiger et signer une promesse à l'armée.

« Je saisis très volontiers cette nouvelle occasion de témoigner notre complète intelligence. »

Le sultan protesta contre cette mesure. Bien entendu, il ne fut tenu aucun compte de ses observations.

« Nous sommes d'accord avec le Gouvernement français, déclara lord Granville à Musurus-pacha, ambassadeur de Turquie à Londres, pour maintenir les droits du sultan, mais nous nous opposerons à toute tentative de sa part d'élargir ses droits, ou d'en profiter dans le sens contraire à l'autonomie de l'Egypte et pour intervenir dans l'administration intérieure ». L'exquise phraséologie en vérité. D'ailleurs l'argument le plus joli contre la mission Anad-pacha fut donné par lord Dufferin. « Le Gouvernement de sa majesté, disait-il, est opposé à cette mission, *parce qu'il craint que le sultan ne compromette en Egypte ses propres intérêts* », N'est-ce pas du meilleur Beaumarchais ? Devant la gravité de la situation et presque en même temps, les ministres français et anglais avaient cru devoir exposer leurs idées sur la politique à suivre en Egypte ; M. Barthélemy St-Hilaire terminait ainsi une longue lettre, à notre Consul général au Caire. « On peut donc dire que la France et l'Angleterre tout en ayant en Egypte, des intérêts de nature fort différente, y ont pourtant des intérêts égaux, et de là vient pour les deux pays, la nécessité impérieuse de s'accorder pour la défense de ces intérêts ; le but auquel doivent tendre les agents des deux pays, c'est de toujours maintenir la balance égale et de faire à la concorde indispensable tous les sacrifices qu'elle exige.

« Il faut tâcher que dans tous les services auxquels participent les Anglais et les Français, la part soit identique autant que possible et quand par la nature des choses elle ne peut pas l'être, il faut au moins que des compensations équitables rétablissent l'équilibre. Il ne doit y avoir qu'un concours sympathique et une émulation qui rapprochent les personnes au lieu de les diviser. » (1) Cette lettre est du 17 octobre. Le 4 novembre

(1) V. Documents diplomatiques, 1881-1882. M. Barthélemy Saint-Hilaire, au consul général de France au Caire 17 octobre 1881.

1881, lord Granville affirmait que le lien qui unissait l’Egypte à la Porte était une précieuse sauvegarde contre toute intervention étrangère et que la rupture de ce lien pourrait dans un avenir très rapproché se trouver exposée à des dangers causés par des ambitions rivales.

Il proclamait bien haut que son unique désir était le maintien du *statu quo* dans la vallée du Nil, mais— il y a toujours un mais dans les déclarations de lord Granville — il reconnaissait qu’il serait forcé de se départir de cette ligne de conduite, au cas où l’anarchie règnerait en Egypte. Or, il était difficile de rêver une situation plus anarchique. Chacun entendait imposer sa volonté au Khédive : le sultan, les ministres, les colonels, les contrôleurs-généraux.

Le 8 novembre, M. Barthélemy Saint-Hilaire, déclarait que d’une manière générale le Gouvernement de la République se trouvait d’accord avec le Gouvernement de la Reine sur le point de vue auquel les questions posées en Egypte devaient être envisagées.

L’accord était complet au moins dans les mots, sinon dans les idées.

TITRE II.

Période de l’accord troublé.

CHAPITRE I.

Gambetta au ministère. — Ses idées sur la situation. — La note conjointe du 7 janvier 1883. — Sa chute.

Le 11 novembre 1881, Gambetta remplaçait M. Barthélemy Saint-Hilaire au affaires étrangères.

Dès son arrivée au ministère, Gambetta fit part de ses inquiétudes à lord Lyons. Le pouvoir était entre les mains d’un groupe d’ambitieux rebelles et perturbateurs.

Tewfik-pacha était sans prestige et ses ministres sans considération. Les représentants étrangers voyaient des dangers partout, dans les exigences des officiers, dans l'attitude de la population, dans les intentions de la Porte. Il en était d'autres qu'ils dénonçaient également. Ismail-pacha avait dressé sa tente au pied du Vésuve, en face de Castellamare, et de cette retraite enchantée il entretenait des relations avec des serviteurs qui lui étaient restés dévoués.

Gambetta vit nettement la gravité du mal et se montra résolu à y opposer l'unique remède qu'il comportait. « Pour aller au plus pressé, écrivait-il, le 15 décembre 1881, à M. Challemel-Lacour, notre ambassadeur à Londres, ne conviendrait-il pas, quant à présent, de soutenir énergiquement, d'un commun accord, le Gouvernement de Tewfik-pacha, en nous efforçant de lui inspirer une confiance absolue et exclusive en notre appui... En un mot, je pense qu'il serait utile que les deux gouvernements se missent d'accord sans plus de retard, sur les moyens les plus propres soit à prévenir une crise, s'il est possible d'en empêcher l'explosion, soit à y remédier si elle est inévitable. » (1)

Lord Granville fit un accueil assez réservé aux ouvertures de Gambetta. Il lui semblait grave, disait-il, d'examiner dès à présent les mesures à prendre en prévision d'événements qui appartenaient à l'avenir et de hâter peut-être ainsi le péril au lieu de le conjurer. A quoi Gambetta répondit qu'il était plus dangereux encore de se laisser prendre au dépourvu. Le 30 décembre 1881 il proposa à lord Granville de charger concurremment les agents de France et d'Angleterre, de faire part au Khédive de l'entente et des intentions de leurs gouvernements. Lord Granville chargea Gambetta d'arrêter les termes des instructions qui leur seraient adressées. La rédaction préparée reçut l'assentiment du principal secrétaire de l'Etat de la Reine. La note, connue sous le nom

(1) Archives diplomatiques, 1881-1882. Gambetta à Challemel-Lacour, 15 décembre 1881.

de double note ou note identique, était ainsi conçue : « Vous avez été chargé à plusieurs reprises déjà de faire connaître au Khédive et à son gouvernement la volonté de la France et de l'Angleterre, de leur prêter appui contre les difficultés de différente nature qui pourraient entraver la marche des affaires publiques en Egypte. Les deux puissances sont entièrement d'accord à ce sujet et des circonstances récentes, notamment la réunion de la Chambre des notables, convoquée par le Khédive, leur ont fourni l'occasion d'échanger leurs vues une fois de plus.

« Je vous prie de déclarer, en conséquence, à Tewfik-pacha, après vous être concerté avec sir Edward Malet qui est invité à faire simultanément avec vous une déclaration identique, que les gouvernements français et anglais considèrent le maintien de son altesse sur le trône, dans les conditions qui sont consacrées par les firmans des sultans que les deux gouvernements ont officiellement acceptées, comme pouvant seul garantir dans le présent et pour l'avenir, le bon ordre et le développement de la prospérité générale en Egypte, auxquels la France et l'Angleterre sont également intéressées. Les deux gouvernements, étroitement associés dans la résolution de parer par leurs communs efforts à toutes les causes intérieures et extérieures qui viendraient à menacer le régime établi en Egypte, ne doutent pas que l'assurance publiquement donnée de leur *intention formelle* à cet égard, ne contribue à prévenir les périls que le Gouvernement du Khédive pourrait avoir à redouter, *périls qui d'ailleurs trouvaient certainement* la France et l'Angleterre unies pour y faire face, et ils comptent que son altesse elle-même puisera dans cette assurance la confiance et la force dont elle a besoin pour diriger les destinées du peuple et du pays égyptien. » (1)

La déclaration élaborée à Paris et agréée à Londres fut transmise par le télégraphe, et les représentants de la France et de l'Angleterre en donnèrent connaissance au Khédive le 8 janvier dans la même audience.

(1) V. Blue Book. Egypt, 1881, v. n° 42.

La France et l'Angleterre se trouvaient donc solidairement engagées à user de leur influence et au besoin de moyens coercitifs suffisants pour réprimer toute tentative dirigée contre la souveraineté du vice-roi. Il n'en fut rien cependant et cette entente si solennellement annoncée eût les plus regrettables conséquences.

L'Angleterre se ravisa et déclinant ses engagements, elle suggéra et fit prévaloir d'autres combinaisons. A la vérité notre ambassadeur à Londres avait écrit le 6 janvier (1) : « Lord Granville m'a dit qu'il était bien entendu que les instructions communes n'entraîneraient aucun engagement d'action effective. » Mais ce n'était pas ainsi que s'était exprimé lord Lyons en notifiant à Gambetta l'assentiment de son cabinet à la déclaration dont le projet lui avait été soumis (2) « Je suis autorisé, par lord Granville, avait-il dit, dans cette communication, à informer votre Excellence que le gouvernement de sa Majesté adhère au projet de déclaration contenu dans notre note du 30 décembre dernier avec cette réserve qu'il ne doit pas être considéré comme s'engageant par là à quelque mode particulier d'action, si une action devait être trouvée nécessaire ». Aussi, Gambetta s'appuyant sur les termes de ce document, *l'unique pièce avec le projet de déclaration* qui ait été échangé entre les deux cabinets en cette circonstance, put-il répondre le lendemain à M. Challemel-Lacour.

« J'ai à peine besoin de vous faire remarquer que les termes dont se sert lord Lyons n'impliquent pas de la part de lord Granville *l'intention d'écarter toute hypothèse d'action commune ultérieure. Il refuse seulement de se considérer comme engagé*, par la déclaration identique et simultanée sur le mode d'action, au cas où il deviendrait utile et nécessaire d'agir. . . Lord Grandville me semble admettre en principe la possibilité d'une action commune

(1) Documents diplomatiques, 1881-1882. Challemel-Lacour à Gambetta, 6 janvier 1882, page 22.

(2) Livre Jaune, 1881-1882, Note de lord Lyons à M. Gambetta.

dont le mode sera à discuter au moment voulu. » (1)
Et notre ambassadeur répliqua le 9 (2) : « J'ai lu avec un
vif intérêt votre dépêche du 7 et les différents documents
qui s'y trouvent annexés, notamment la réponse de lord
Lyons à votre projet de déclaration. Je vous suis d'autant
plus obligé de cette communication que les termes dans
lesquels l'assentiment du cabinet de Londres vous a été
notifié, modifient d'une manière dont nous devons nous
féliciter la portée de la réserve que j'avais cru recueillir
de la bouche de lord Granville ».

L'interprétation de Gambetta n'était pas contestable.
La déclaration notifiée au Khédive par les deux Consuls
était formelle, elle ne se prêtait à aucune ambiguïté, à
aucune équivoque ; elle lui promettait tout l'appui né-
cessaire au maintien de l'intégralité de son pouvoir.
L'adhésion du Gouvernement anglais avait été donnée
dans la forme la plus nette et s'il se réservait toute liberté
sur le choix d'un mode particulier d'action, il n'en excluait
pas l'examen, il l'admettait même implicitement, si une
action devait être trouvée nécessaire.

Les troubles s'aggravaient cependant en Egypte et
l'éventualité prévue apparaissait chaque jour plus immi-
nente, pendant que les vues des deux gouvernements
changeaient d'objet.

Pourquoi cette déviation d'une politique si laborieuse-
ment concertée ?

Au moment où Gambetta prit le pouvoir, on espérait à
Londres pour le « Grand Ministère » une longue existence.
Mais peu à près on apprit qu'un projet de loi portant ré-
vision de la constitution pouvait entraîner sa chute.
L'attitude du Gouvernement Anglais s'en ressentit
aussitôt.

La situation était délicate, d'autant plus que le consen-
tement de l'Europe aux projets de Gambetta n'était pas
certain. « D'après les renseignements que j'ai recueillis,

(1) Archives diplomatiques, 1881-1882. Gambetta à Challemel-Lacour, 7 janvier 1882.

(2) Archives diplomatiques, 1881-1882. Challemel-Lacour à Gambetta, 9 janvier 1882.

écrivait notre ambassadeur à Berlin... un échange d'idées s'est produit entre l'Allemagne, la Russie, l'Autriche et l'Italie. Il résulterait de ces pourparlers que les quatre cabinets seraient unanimes à repousser l'hypothèse de la descente sur les bords du Nil de forces anglo-françaises et que la solution qui leur paraîtrait la seule praticable, serait l'envoi de régiments turcs, après entente préalable avec les cabinets de Paris et de Londres, et avec l'adjonction au besoin, d'une démonstration navale de ces deux puissances ».

A cela le Ministre français n'avait même pas la ressource d'opposer un accord parfait avec l'Angleterre. Lord Granville craignant en effet que la déclaration du 7 janvier ne l'entraînât plus loin qu'il ne voulait, insistait auprès du quai d'Orsay sur l'utilité de rédiger en commun une seconde note explicative. Gambetta craignant qu'une modification à la 1^{re} déclaration n'apparût comme un grave signe de divergence, affirmait que l'attitude des deux puissances devait être telle qu'elle décourageât à l'avance les tentatives qui pourraient être faites pour les isoler l'une de l'autre. Gambetta voyait juste. Toute l'audace d'Arabi venait en effet de sa conviction que la France et l'Angleterre ne marcheraient jamais contre lui. Un seul instant quand parut la note menaçante du 7 janvier, sa confiance dans les dissentiments de la France et de l'Angleterre fut ébranlée. Sa frayeur ne dura pas. Sir Edward Malet avait en effet exprimé à notre Consul général en Egypte l'opinion qu'une démonstration de *toutes* les grandes puissances pourrait avoir pour effet de calmer l'armée et les notables (1). M. Challemel-

(1) La Chambre des députés paraissait disposée à exiger que le droit de voter ce budget lui fût accordé. Ce droit aurait compromis les garanties assurées aux créanciers, car il aurait eu pour conséquence nécessaire de faire passer du Conseil des ministres à la Chambre la direction des affaires du pays. Les contrôleurs généraux protestèrent contre une mesure d'autant plus grave que l'inexpérience de la Chambre était incontestablement réputée.

Leur unique pouvoir, faisaient-ils observer, consistait en la faculté de signaler par des rapports les actes de mauvaise administration. Efficace vis-à-vis des ministres choisis par le khédivé, il deviendrait illusoire vis-à-vis d'une Chambre irresponsable.

Lacour de son côté faisait part à Gambetta, le 17 janvier 1882, de la certitude où il était, que le Cabinet de Londres n'avait envisagé l'éventualité d'une action effective des deux puissances à l'appui de la note collective, que pour l'écarter. Notre ambassadeur ne doutait plus qu'on eût à Londres de nouveaux desseins, et Gambetta voulant dégager de toutes ces contradictions la véritable pensée du Gouvernement britannique, prescrivait à M. Challemel-Lacour, le 23 janvier, de chercher à savoir si l'idée de faire agir la France et l'Angleterre par délégation des grandes puissances préoccupait le Cabinet Anglais et en général de lui demander ses vues sur le conflit qui menaçait de passer à l'état aigü entre le Kédivé et la Chambre des Notables. L'ambassadeur lui répondait le lendemain par le récit de sa conversation avec Lord Granville, lequel lui avait exprimé le désir de voir, avant de formuler une réponse, M. Gladstone.

M. Challemel-Lacour craignait que lord Granville ne fût préoccupé à l'excès d'éviter l'apparence d'une immixtion exclusive de la France et de l'Angleterre en Egypte, et qu'il n'inclinât à accepter ou même à provoquer l'intervention de quelque autre puissance qui se chargerait de proposer un arrangement.

La vérité est que lord Granville attendait l'issue du débat ouvert devant la Chambre sur la révision. Renonçant à faire dépendre sa politique de celle d'un gouvernement qu'elle ne jugeait plus ni assez autorisé, ni suffisamment indépendant, l'Angleterre opérait sa conversion. (1)

(1) A ce propos, M. Waddington s'exprimait ainsi au Sénat, dans la séance du 25 juillet 1882 : « Quant à moi, je suis convaincu que s'il y a eu des hésitations de la part du gouvernement anglais, elles ont été prolongées par le fait qu'on ne voulait pas s'engager sans savoir si le ministère avec lequel on s'engageait avait ou non un bail de vie. Il n'y a là rien que de parfaitement naturel et si je m'étais trouvé dans la position du comte de Granville, je n'aurais pas hésité à atermoyer, à attendre pour savoir, avant de m'engager dans une entreprise aussi grave, à qui je devais avoir affaire..... » (Voir Journal officiel. Débats parlementaires. Sénat. Séance du 25 juillet 1883.)

Qui sait pourtant si lord Granville ne craignait pas qu'un cabinet dirigé par Gambetta eût un trop beau rôle à jouer en Egypte et qu'il trouvât le moyen de réduire à la portion congrue ou même d'effacer l'influence anglaise.

Devant un vote hostile de la Chambre, le 26 janvier, Gambetta quittait le pouvoir avec le regret d'une tâche incomplètement remplie. La force d'inertie du gouvernement anglais avait eu raison de son ardeur, et d'ailleurs, même de notre consul en Egypte, l'avertissement lui était plusieurs fois parvenu qu'une intervention franco-anglaise rencontrerait de gros obstacles.

La politique de Gambetta en Egypte était fort nette. Il voulait lier partie avec l'Angleterre, s'unir à elle le plus étroitement qu'il serait possible, afin de l'empêcher d'agir seule et si l'on peut dire de l'emprisonner dans une alliance où toutes les déterminations et tous les actes seraient communs. Durant sa courte existence ministérielle, il réussit dans une certaine mesure à réaliser son but et la note conjointe fut, on l'a vu, terriblement gênante pour lord Granville. Avec le temps, Gambetta aurait probablement réduit les résistances de son adversaire ou l'aurait, au moins, forcé à se démasquer.

CHAPITRE II

Le Ministère de Freycinet. — Changement de politique.

— Agitation en Egypte. — Envoi d'une escadre anglo-française. — La note des Consuls. — La mission de Derwich-pacha.

Le 30 janvier 1882, M. de Freycinet remplaça Gambetta au pouvoir.

Il commença par rendre au gouvernement anglais sa liberté, en reprenant celle de la France. Le 3 février 1882, il eut avec lord Lyons, un entretien duquel il résultait

que les deux gouvernements : 1° réservaient leur adhésion à toute action effective ultérieure ; 2° répugnaient à l'emploi des moyens coercitifs ; 3° étaient contraires à l'envoi de troupes turques en Egypte.

C'était un véritable recul, d'autant plus regrettable que la situation en Egypte était extrêmement grave.

Chérif avait cru trouver dans la Chambre des Notables, une force morale à opposer à la force matérielle d'Arabi. Dès que les notables furent réunis, ses illusions tombèrent. Il devint évident qu'ils voteraient tous et toujours dans le sens que leur indiquerait Arabi. La question débattue entre la Chambre et le Ministère était celle du vote du budget ; il s'agissait de savoir si on livrerait le budget tout entier, même celui de la Dette publique, à une Assemblée révolutionnaire ne songeant qu'à faire cesser la réforme financière pour rétablir les abus dont ses membres profitaient. Il s'agissait aussi d'échapper par ce moyen à la surveillance du contrôle. Arabi qui venait d'être appelé au Ministère de la Guerre en qualité de sous-ministre, s'était spontanément débarrassé pour son compte de cette surveillance. Il gérât son budget comme il l'entendait. Un tel exemple était bon à suivre. Sur l'ordre de l'armée, la Chambre des Notables fit un règlement dans lequel elle s'arrogeait des droits financiers sans limites. Chérif donna alors sa démission prouvant ainsi sa parfaite loyauté.

Il fallut le remplacer. Le Khédive refusa de s'en charger, déclarant que puisqu'on ne lui laissait aucun pouvoir, il ne voulait aucune responsabilité.

Ce fut une commission de la Chambre qui désigna les Ministres. Elle choisit pour la présidence Mahmoud-Samy. Arabi devenait Ministre de la guerre. Les contrôleurs généraux n'étaient plus en face du Khédive et de Ministres librement nommés par lui, mais « d'une Chambre et d'une armée ». D'ailleurs le nouveau Ministère les tint à l'écart et malgré leurs protestations ils ne furent pas invités aux séances du Conseil.

Aussi le 5 février, M. de Blignières écrivait-il que si la situation faite par les derniers évènements devenait définitive, il ne saurait plus assurer aux intérêts qu'il avait mission de défendre les garanties que sa présence paraîtrait leur donner. Il terminait en demandant à résigner ses fonctions.

A son tour, notre consul général au Caire, disait dans sa dépêche du 6 février : « Nous avons déclaré que nous maintiendrions le *statu quo* et ce *statu quo* a été modifié d'une manière profonde. Nous sommes donc placés dans la nécessité d'intervenir ou de modifier notre politique. » (1).

Ce dernier parti sembla préférable à M. de Freycinet. La politique inaugurée par lui était en effet une politique nouvelle, celle de l'attente et du libre examen sinon de l'abstention absolue. Elle méconnaissait les engagements solennels pris par la note du 7 janvier et en dégageait l'Angleterre. Il pouvait y avoir désormais communauté de vues entre les deux gouvernements, il n'y avait plus accord exclusif ni même obligation de se concerter avant de s'expliquer avec les autres puissances ; l'un ne devait plus rien à l'autre et chacun avait reconquis le droit de ne prendre conseil que de ses propres intérêts et des circonstances.

Le malheur était qu'en répudiant les assurances données au Khédive on livrait l'Egypte aux plus redoutables dangers.

A l'entente à deux, lord Granville voulait substituer l'entente à six ou le concert Européen. Son but n'était pas comme on pourrait croire de laisser à l'Europe le soin de prendre une décision. Il espérait seulement se débarrasser plus sûrement de l'ennuyeuse coopération de la France et au bénéfice de l'impuissance des six puissances à prendre une résolution, conquérir la liberté absolue d'agir. Il jugea convenable cependant de ménager le cabinet français et lui proposa d'entrer en communication avec les autres puissances pour s'assurer si elles se-

(1) V. Archives diplomatiques. Livre Jaune, 1882. M. Sienkiewicz à M. de Freycinet, 6 février 1882.

raient disposées à échanger leurs idées en ce qui concerne la meilleure conduite à tenir dans les affaires d'Egypte sur les bases suivantes : Maintien des droits du souverain et de ceux du Khédive, stricte observation des engagements internationaux. — D'un autre côté le principal secrétaire d'Etat de la reine pensait que si l'éventualité d'une intervention venait à se produire le désir du gouvernement de Sa Majesté britannique serait que l'intervention représentât l'action collective de l'Europe et que le Sultan fût partie dans toute mesure en discussion.

L'ouverture du cabinet de Londres ne pouvait être déclinée à Paris ; en la repoussant, le cabinet Français se serait exposé à se trouver isolé.

Aussi, le 12 février, M. de Freycinet, écrivait-il aux représentants de la France à Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg et Rome, afin de pressentir les gouvernements auprès desquels ils étaient accrédités.

Suivant l'opinion du comte Kalnocky, l'Europe accueillit les propositions de notre ministre des affaires étrangères avec un plaisir marqué.

L'Autriche et l'Allemagne préconisaient l'envoi de troupes turques. Notre ambassadeur à Vienne, écrivait à ce sujet qu'il avait eu avec l'ambassadeur d'Allemagne une conversation le confirmant dans ce sentiment que si l'intervention était jugée par l'Europe nécessaire en Egypte, à Berlin comme à Vienne, on préférerait en confier le soin à des troupes turques. Et de son côté, le baron de Courcel, ambassadeur à Berlin, racontait en ces termes une conversation qu'il venait d'avoir avec M. de Bismarck sur le même sujet. « C'est le prince lui-même qui a spontanément abordé la question égyptienne, seul point, a-t-il fait observer, qui pût causer en ce moment quelques préoccupations à la diplomatie. Récapitulant aussitôt l'histoire des dernières semaines, il m'a dit avoir éprouvé une vive appréhension lorsqu'il avait vu la France et l'Angleterre prendre l'initiative d'une démarche qui pouvait les engager dans une action isolée en Egypte, parce qu'il était personnellement convaincu qu'une action entreprise dans ces conditions amènerait

des froissements entre les deux puissances et qu'un conflit ou même la menace d'un conflit entre la France et l'Angleterre provoquerait une perturbation désastreuse pour la prospérité du monde entier.

..... Le chancelier ajouta, qu'à son avis, le moyen le plus simple de triompher des difficultés égyptiennes serait de confier à la Turquie le soin de les apaiser. »

Le chancelier n'ignorait pas que cet expédient répugnait au gouvernement Français et que M. de Freycinet l'avait invariablement écarté dans ses entretiens avec lord Lyons. Peut-être l'a-t-il proposé dès la première heure comme un moyen d'éloigner l'Angleterre de la France. Ce qui est certain, c'est que notre ministre des affaires étrangères s'empressa de faire remarquer à l'ambassadeur d'Allemagne venu pour lui notifier l'adhésion de son gouvernement, qu'il ne s'agissait pas d'une conférence, mais de pourparlers dans chaque capitale. Réduite à ces termes, la proposition de la France et de l'Angleterre perdait tout intérêt et ne pouvait avoir aucune suite. On le comprit partout et on n'échangea que de vagues idées. Elle restait cependant une pierre d'attente sur laquelle, on n'en doutait ni à Londres, ni à Berlin, on bâtitait tôt ou tard dès que les événements exigeraient une solution prompte et solide. Dans cette conviction, M. de Bismarck ne fit aucune difficulté pour reconnaître qu'il convenait de laisser à l'initiative commune de la France et de l'Angleterre, le soin de rechercher les combinaisons propres à aplanir ces graves difficultés. Tout en désirant vivement l'intervention collective des puissances, lord Granville tenait à paraître dans un constant accord avec la France. Il continua donc d'échanger avec M. de Freycinet des communications quotidiennes en vue de remettre au Caire les choses à leur place. Efforts superflus ; on avait d'avance écarté l'unique moyen d'en assurer le succès, c'est-à-dire l'emploi de la force.

Pendant ce temps l'agitation politique continuait en Egypte. Notre Consul général au Caire écrivait le 5 mars 1882. « Si j'en crois certaines informations, on ne reculerait pas devant les moyens extrêmes pour assurer

la défense du pays » (1). Le parti militaire avait su profiter de la faiblesse de ses adversaires pour établir son autorité. Chose plus grave encore, il faisait maintenant partager ses vues à la population qui se montrait en général hostile à une intervention étrangère (2). Arabi qui avait déjà le portefeuille de la guerre, songeait à prendre la présidence du Conseil. Par manière de concession aux puissances, on créerait un Conseil d'Etat où l'élément européen serait largement représenté.

En transmettant ces nouvelles, le 10 mars 1882. M. Sienkiewicz demandait à M. de Freycinet de lui faire connaître son opinion le plus tôt possible. Le ministre répondit en engageant notre Consul général à « s'abstenir soigneusement de toute incitation tendant à favoriser ou à empêcher les évolutions qui peuvent se produire, dans l'intérieur du mécanisme gouvernemental » et il ajoutait : « Bornez-vous à protester hautement que tout cabinet qui aura pour principe le maintien de l'ordre matériel et le respect des engagements internationaux, notamment du contrôle anglo-français, est sûr de trouver auprès de vous, une neutralité bienveillante, et, au besoin, des indications purement officieuses, pouvant faciliter tel ou tel détail de sa marche ». (3)

Discours destinés à gagner du temps et à masquer l'absence d'une idée nette, servie par une ferme volonté. En

(1) Livre Jaune, 1882. Sienkiewicz à M. de Freycinet, 5 mars 1882.

(2) Un des conspirateurs, nommé Ali-Roubi disait : « Nous allons commencer la lutte. Si elle tourne contre nous, nous mourons en braves, et nous ne livrerons la patrie islamique aux chrétiens, que dans un état tel, qu'il ne sera plus possible de la reconnaître. Nous brûlerons les maisons, nous ferons sauter les mosquées, nous étoufferons nos familles, et nous ne périrons qu'au milieu des ruines. L'Egypte que nous laisserons aux Européens, n'aura ni villes, ni habitants. Il faudra qu'ils la rebâtissent et la repeuplent tout entière. »

(3) Livre Jaune, 1882. M. de Freycinet à M. de Sienkiewicz. Dépêche du 10 mars 1882.

Egypte on songeait à passer de la simple émeute à la révolution ouverte. Il fallait pour cela, éveiller le fanatisme dans l'armée, en lui donnant pour mission d'expulser du pays, d'abord les circassiens, les premiers ennemis des arabes, puis les chrétiens et les européens, et de préparer l'avènement du fameux royaume arabe qui était le rêve de toutes les imaginations. Le prétexte choisi pour entreprendre cette guerre civile fut des plus simples : Arabi imagina un complot de circassiens contre sa vie. Jamais invention ne fut plus grossière. Personne au Caire ne crut à ce complot; mais pour l'expliquer à l'Europe, et faire accepter par l'opinion publique des arrestations sans nombre, Arabi imagina de relier l'affaire à de prétendues tentatives d'Ismail. Le 1^{er} Mai 1882, 40 officiers supérieurs au nombre desquels Osman-pacha Difki, ancien ministre de la Guerre, furent arrêtés, jugés à huis-clos, condamnés à la dégradation et à l'exil à vie au fond du Soudan. La Porte crut devoir intervenir pour demander des explications, et le Khédive, sous la pression des Consuls, commua lui-même la sentence prononcée contre les circassiens.

Le Conseil des ministres s'insurgea, prit une délibération, pour déclarer que la Porte avait outrepassé ses droits, le Khédive trahi l'Egypte et manqué à ses devoirs.

Mahmoud-Samy se précipita chez Tewfik-pacha, jeta le décret de commutation sur une chaise, jurant que s'il n'était pas modifié, il ne serait point exécuté. Le Khédive répondit, que sa décision, conforme à l'équité, était irrévocable. Mahmoud répliqua que puisqu'il en était ainsi, Tewfik ne pouvait plus être sûr de sa vie, ni de sa couronne, ni même de la vie des européens habitant l'Egypte. Un massacre horrible aurait lieu, et le Khédive ne devait compter pour sa sécurité, ni sur l'appui des consuls généraux ni sur celui des puissances elles-mêmes.

Au même moment le Conseil des ministres refusait d'admettre la décision prise par le Khédive. Les consuls de France et d'Angleterre, se rendirent auprès d'Arabi, afin de l'informer que les deux puissances, le rendraient

responsable de la sécurité des étrangers. Il en profita pour faire décider par le Ministère la convocation de la Chambre des notables.

Cette convocation était arbitraire et constituait une usurpation de pouvoirs, une violation de la loi organique aux termes de laquelle la Chambre ne pouvait se réunir que sur l'ordre du chef de l'Etat. L'objet de la réunion des notables était des plus graves. « Il s'agissait de déposer le Khédive et de recourir, s'il le fallait, aux violences et aux massacres. Le 11 mai, M. Sienkiewicz croyait très sérieusement à cette solution, puisqu'il écrivait à M. de Freycinet : « La déposition de Tewfik-pacha, sera sans doute votée samedi » (1)

Ainsi informés des audacieuses entreprises qui se préparaient au Caire, les Cabinets de Paris et de Londres n'avaient pu se dissimuler que la sécurité de leurs nationaux était exposée à des périls imminents. En France, bien que les préoccupations ne fussent pas bien vives, M. Villeneuve, député de Paris, demanda au ministre des Affaires Etrangères ce qu'il comptait faire en Egypte. M. de Freycinet répondit en ces termes : « Il est certain que nous sommes en présence d'une situation absolument révolutionnaire, c'est un ministère en insurrection contre le chef de l'Etat, et qui espère trouver des points d'appui autour de lui... Mon premier soin, vous devez le penser, a été de me mettre immédiatement en rapport avec l'Angleterre, sans laquelle la France n'est pas habituée à marcher en Egypte, parce que depuis de longues années un accord intime s'est établi entre les deux puissances, et que jusqu'ici, je n'hésite pas à le dire, cet accord a porté les meilleurs fruits.

... Nous sommes préoccupés et nous l'avons toujours été de deux choses. En premier lieu, conserver à la France la situation particulière, la situation privilégiée, justement privilégiée qu'elle a en Egypte. J'ajoute, et c'est là la seconde partie de l'objectif auquel tend notre politi-

(1) Livre Jaune, 1882. M. Sienkiewicz à M. de Freycinet. Dépêche du 11 mai 1882.

que, que nous avons à cœur de maintenir l'indépendance de l'Égypte, telle que les firmans reconnus par les puissances de l'Europe l'ont établie. Nous ne souffrirons pas que de quelque crise que ce soit, l'Égypte puisse sortir moins libre et moins indépendante qu'elle ne l'est aujourd'hui...

« Quant aux moyens que nous emploierons, ils sont également bien faciles à indiquer. Nous emploierons en premier lieu, celui qui nous a réussi jusqu'à présent, c'est-à-dire l'accord intime avec l'Angleterre... Nous emploierons également la voie du concert européen. Nous estimons que lorsque les faits qui s'accomplissent en Égypte prennent une importance de nature à avoir un retentissement sur l'équilibre européen — car, il n'est pas indifférent, vous le sentez bien, Messieurs, que l'Égypte soit aux mains de telle ou telle puissance, — nous estimons que c'est le concert européen qui doit prononcer. Nous croyons qu'il ne serait point juste et qu'il serait imprudent que ces questions fussent discutées et réglées en dehors du concert de l'Europe.... N'ayez nul souci, Messieurs, des conséquences que peut avoir cette consultation européenne. Les grandes puissances sont unanimes à reconnaître que la situation de la France et de l'Angleterre est prépondérante en Égypte ; elles le reconnaissent, elles le proclament, et ne font aucune difficulté d'abandonner, aux deux cabinets de Londres et de Paris, la direction de cette politique...

« Loin donc qu'il y ait un embarras ou un inconvénient quelconque dans cette consultation suprême de l'Europe, nous y trouvons, au contraire, une grande force, pour faire face à toutes les difficultés qui pourraient se produire (1) ».

Le temps pressait. En toute hâte, les gouvernements français et anglais résolurent d'envoyer une escadre combinée, dans les eaux d'Alexandrie. L'initiative de cette détermination fut prise par M. de Freycinet. Le 12, il

(1) V. Journal officiel. Débats parlementaires. Chambre des députés, Séance du 10 mai 1882.

y convia le gouvernement anglais qui l'agréa dès le lendemain. « Nous croyons très désirable, disait le Ministre français, que les trois premiers navires arrivent conjointement avec les trois navires anglais, afin que l'accord complet des deux pays éclate à tous les yeux » (1).

Une concession était faite à l'Angleterre. Dans le cas où, après l'arrivée des escadres à Alexandrie, un débarquement serait jugé nécessaire, on emploierait des forces ottomanes, qui opèreraient en Egypte, sous le contrôle anglo-français.

Il demeurerait bien entendu que le seul objet poursuivi était le maintien de l'autorité du Khédive et de ses droits.

Lord Granville accepta les propositions de M. de Freycinet. Il lui fit seulement demander le 13, s'il ne serait pas bon que les autres puissances, y compris la Turquie, fussent représentées devant Alexandrie. A quoi le ministre français répondit qu'il ne croyait pas nécessaire de les convier, dès à présent, à envoyer des navires à côté des nôtres. Il lui semblait qu'il n'y avait pas lieu de prendre une initiative qui tendrait à enlever à l'action anglo-française le caractère dirigeant que l'Europe lui reconnaissait.

L'essentiel était de montrer à l'Egypte qu'on s'occupait d'elle, contrairement à ce qu'elle semblait croire. Le 15 mai M. de Freycinet avertissait notre consul général qu'une escadre anglo-française se réunissait à la Sude pour entrer bientôt à Alexandrie. « Nous nous réservons, disait-il, d'employer tels autres moyens que nous jugerons nécessaires pour faire respecter l'ordre et maintenir l'autorité du Khédive ». (2)

Il l'autorisait, en terminant, à faire de ce télégramme, après s'être concerté avec M. Malet, l'usage que les circonstances paraîtraient demander.

Ainsi que l'avaient prévu les agents des deux pays,

(1) Livre Jaune. Dépêche de M. de Freycinet à M. Tissot, du 12 mai 1882.

(2) Livre Jaune, 1882. Dépêche de M. de Freycinet à M. Sienkiewicz, du 15 mai 1882.

cette démonstration produisit, dès qu'elle fut annoncée, un effet salulaire et considérable, une vive satisfaction d'un côté, une profonde inquiétude de l'autre, et l'on vit ce spectacle curieux, les ministres égyptiens hautains et impérieux la veille, préparant la déchéance du Khédive dans l'insolent dessein d'hériter de son pouvoir, se montrer le lendemain humbles et soumis. Mahmoud-pacha se rendit le 16 mai chez le Khédive avec tous les ministres et protesta de son dévouement envers lui. Arabi se déclara également fidèle serviteur de Tewfik-pacha, et M. Sienkiewicz pouvait télégraphier le même jour à M. de Freycinet : « Mahmoud-pacha Samy s'est rendu ce soir chez le Khédive avec tous les ministres et a protesté de son dévouement envers son Altesse. Le gouvernement égyptien est donc reconstitué ». (1)

Pourtant M. de Freycinet craignait que la réconciliation ne produisit pas d'effet durable. Il aurait eu plus de confiance dans un acte d'autorité du Khédive profitant de la présence de la flotte pour congédier le ministère et reconstituer le gouvernement avec des hommes sur qui il pût compter, par exemple Cherif-pacha.

Evidemment la situation du vice-roi était peu sûre ; si peu (sûre même qu'il songeait à quitter le Caire pour Alexandrie, où du moins il pensait se trouver sous la protection immédiate des vaisseaux alliés.

Peut-être ignorait-il qu'il s'agissait seulement dans l'esprit de M. de Freycinet d'une démonstration navale, et que nos marins n'étaient, aux yeux du ministre français, que des épouvantails à qui l'usage de la poudre était interdit dorés et déjà.

L'amiral Conrad avait en effet l'ordre de s'abstenir de tout acte matériel de guerre, à moins d'être attaqué ou d'avoir à protéger la sécurité des Européens.

Au surplus, la position de l'Angleterre et de la France n'était pas absolument nette vis-à-vis de l'Europe et le sous-secrétaire d'Etat allemand, M. Busch, avait confié à

(1) Livre Jaune, 1882. M. Sienkiewicz à M. de Freycinet, 16 mai 1882.

M. de Courcel, notre ambassadeur à Berlin, qu'à Pétersbourg et aussi à Vienne on avait éprouvé de la susceptibilité de voir les puissances occidentales procéder à une démonstration navale au moment même où elles en donnaient avis aux autres cabinets, au lieu de se concerter préalablement avec eux.

D'un autre côté Sadullah-bey, ambassadeur du sultan à Berlin, avait prié l'Allemagne d'user de son influence pour déterminer la France et l'Angleterre à contremander l'envoi de leurs navires. Prudemment, le chancelier fit décliner cette proposition.

Sans se décourager la Porte adressa au Khédive un télégramme destiné à atténuer l'impression que pourrait lui causer l'escadre anglo-française. « L'envoi des navires à Alexandrie, disait-il le plus sérieusement du monde, n'est qu'une simple excursion pareille à celles qui ont lieu chaque année. Aussi, leur arrivée ne nous inquiète pas, vu que dans peu de jours ils partiront. »

Et Abdul-Hamid, toujours imperturbable, ajoutait :

« Pour le cas où les deux puissances auraient des propositions à faire, elles devraient s'adresser directement à la Porte. »

Tewfik ne savait qui croire. M. de Freycinet, lassé de tant de lenteurs et d'incohérences, autorisa, le 23 mai, notre consul général à faire « tout ce qu'il jugeait nécessaire pour obtenir sans retard : 1^o l'éloignement temporaire d'Arabi-pacha et des autres personnages dont il jugerait utile l'éloignement ; 2^o la nomination de Chérif-pacha comme président du Conseil. »

Le même jour, afin de les rassurer, le Ministre des affaires étrangères faisait adresser au quatre cours, par l'intermédiaire de nos ambassadeurs, une explication de la conduite des alliés :

« Les évènements qui ont motivé l'envoi de nos escadres ont été si brusques, le danger qui semblait menacer nos nationaux si pressant que le temps nous a matériellement manqué pour nous concerter au préalable avec les autres gouvernements. »

Il tenait à leur faire savoir que nous étions allés au

Caire non pour faire prévaloir une politique exclusive et égoïste, mais pour sauvegarder, sans distinction de nationalité, les intérêts des diverses puissances engagées dans ce pays ainsi que pour maintenir l'autorité du Khédive.

Le premier moment de stupeur passé, Arabi et ses collègues avaient retrouvé leur belle assurance. Sous prétexte de visites officielles, beaucoup d'officiers égyptiens étaient allés voir les marins, qui avaient eu le tort de les recevoir et de les laisser circuler sur leurs navires. Depuis longtemps déjà Arabi était préoccupé de savoir si une démonstration navale pouvait se terminer par un débarquement. Il demandait sans cesse combien il y avait de troupes sur un cuirassé. Les rapports de ses officiers le rassurèrent. C'est alors qu'il fit parvenir aux principaux notables du pays l'assurance que ministre ou non il resterait à la tête de l'armée et du peuple ; il ajouta que personne ne devait faire un pas sans son ordre formel. Il signa cette lettre audacieuse : « Ahmed-Arabi, chef du parti national. »

Brusquement, le 24 mai, lord Granville écrit à son collègue français qu'il croyait bon « que les deux gouvernements prient les autres puissances de se joindre à eux pour inviter la Porte à tenir prêtes des troupes qui se rendraient en Egypte sous des conditions strictement déterminées. » (1)

Lord Granville qui déjà avait émis cette opinion y avait renoncé sur l'observation de M. de Freycinet que ce serait enlever à l'action franco-anglaise son caractère dirigeant.

Pourquoi ce changement ?

Les raisons qu'en donnait lord Granville étaient curieuses. Tout retard, affirmait-il, encouragera certainement l'opposition en Egypte, attendu qu'on y est convaincu que ni la France, ni l'Angleterre n'auront recours à la force et que la France, d'autre part, ne permettra pas l'emploi des forces turques. C'était pour enlever cette dernière idée que sa démarche lui paraissait ingénieuse.

(1) Livre Jaune. Dépêche de M. Tissot, ambassadeur à Londres, du 24 mai 1882.

Le Conseil des Ministres français, réuni le 27 mai par M. de Freycinet pour délibérer sur la proposition britannique, fut d'avis que rien dans les circonstances actuelles ne justifiait un appel aux troupes turques.

Le 25 mai, on put lire dans les cafés du Caire et d'Alexandrie, affiché par les soins des agences officielles, le document suivant, préalablement remis au Président du Conseil : « Les soussignés, agents et consuls généraux de France et de Grande-Bretagne, considérant que Son Excellence Sultan-pacha, président de la Chambre des délégués, mû par un sentiment de patriotisme et désireux d'assurer la paix et la prospérité de l'Égypte, a proposé à Son Excellence Mahmoud-pacha-Samy, président du Conseil, comme moyen unique de mettre un terme à l'état troublé du pays, les conditions suivantes :

1^o L'éloignement temporaire d'Arabi-pacha qui conservera son grade et son traitement ;

2^o L'envoi dans l'intérieur de l'Égypte d'Ali-Tehmy et d'Abdel-al-Pacha qui conserveront aussi leurs grades et leurs traitements ;

3^o La démission du ministère actuel ;

Considérant que ces conditions, par l'esprit de modération qui les a dictées, peuvent prévenir les malheurs irréparables qui menacent l'Égypte, et agissant au nom et avec l'autorisation de leurs gouvernements respectifs, les recommandent à la plus sérieuse attention du Président du Conseil et de ses collègues et au besoin en exigent l'exécution,

Les gouvernements de France et de la Grande-Bretagne n'ont d'autre but en intervenant dans les affaires d'Égypte, que de maintenir le *statu quo* et par suite de faire restituer au Khédive l'autorité qui lui appartient et dans laquelle le *statu quo* est incessamment menacé.

L'intervention des deux puissances n'ayant aucun caractère de vengeance ou de représailles, elles emploieront leurs bons offices pour obtenir de S. A. le Khédive

une amnistie générale et veilleront à sa stricte observation.

Signé : A. SIENKIEWICZ,
E.-B. MALET. (1)

Il va sans dire que les bruits les plus faux couraient dans le peuple au sujet des vues que les deux puissances amies avaient sur l'Égypte.

Vingt-quatre heures après le ministère fit afficher les deux pièces que voici :

« Réponse au Khédive :

Monseigneur,

.....
« Sur l'ordre de votre Altesse, nous nous sommes réunis en Conseil et avons préparé la réponse ci-jointe.

Lorsque nous nous sommes rendus près de Votre Altesse pour lui demander son avis, elle nous a déclaré qu'elle avait accepté la note des représentants de la France et de l'Angleterre. Cette acceptation est contraire à l'avis unanime de votre Conseil, attendu qu'admettre l'intervention des puissances étrangères dans cette affaire, constitue une atteinte aux droits de S.-M. le Sultan. Nous avons en conséquence l'honneur de soumettre à votre Altesse notre démission collective.

« Réponse aux Consuls,

Le Caire, 25 mai, soir.

En réponse à la note présentée le 25 mai au président du Conseil par les consuls de France et d'Angleterre, le ministre des Affaires Étrangères a l'honneur d'exposer ce qui suit :

(1) V. Pierre Giffard. « Les Français en Égypte. »

« Hier soir, en présence des ministres réunis en Conseil, Sultan-pacha a déclaré s'être borné à répéter au président du Conseil la conversation qu'il avait eue avec le Consul général de France, mais n'avoir jamais pris l'initiative de propositions qu'il ne lui appartenait pas de présenter, ni en son nom personnel ni en qualité de président de la Chambre actuellement en vacances.

« Les recommandations contenues dans la note remise par les consuls touchent à des questions d'ordre intérieur appartenant à un domaine dans lequel les grandes puissances ont bien voulu reconnaître toujours la liberté d'action du gouvernement égyptien.

« Le gouvernement du Khédive ne pourrait entrer en discussion sur ces points sans mettre en question les firmans impériaux et les traités internationaux qui ont fixé la situation particulière de l'Egypte et sans compromettre par suite les lois constituées du pays qui sont la première garantie du statu-quo politique.

« Le gouvernement du Khédive sera toujours heureux de suivre les conseils bienveillants que lui donneront les représentants de la France et de l'Angleterre, mais il regrette de ne pouvoir en cette circonstance déférer avec son empressement habituel aux désirs exprimés dans la note précitée. Si les gouvernements de la France et de l'Angleterre étaient d'avis que la question soulevée par cette note n'intéresse pas exclusivement l'ordre intérieur, mais touche à la politique générale, c'est à la grande puissance sous la suzeraineté de laquelle est placée l'Egypte, c'est à la Turquie qu'il conviendrait de soumettre l'affaire ». (1)

Cet appel à l'autorité de la Porte indiquait un état d'esprit peu favorable aux puissances occidentales. C'est ce moment que sir E. Malet, averti des nouvelles intentions de son gouvernement, choisit pour déclarer au Khédive qu'il ne se considérait plus comme lié par les mesures d'indulgence que promettait la note du 25. Le résultat d'une pareille attitude était d'empêcher les soumissions que la clémence aurait pu provoquer.

(1) Cité par Pierre Giffard. « Les Français en Egypte. »

A la suite de la démission du ministère, on crut pendant quelques heures à un apaisement définitif. Tewfik convoqua dans son palais d'Ismailick les notables et les officiers pour les exhorter à la conciliation et à l'obéissance. Il leur fit part de sa volonté de prendre personnellement le commandement de l'armée. Aussitôt Toulba interrompit avec insolence les paroles du prince ; il déclara que l'armée n'acceptait pas la note des puissances, non plus que la démission donnée par Arabi de ses fonctions de ministre de la guerre ; qu'elle prétendait rester unie à son chef et que ce chef n'était pas le Khédive. Ayant ainsi parlé Toulba se retira brusquement avec les officiers, sans prendre la peine de saluer le souverain.

Ce jour-là Tewfik crut que la mort était près de lui.

Le lendemain, 28 mai, le Khédive subit un nouvel affront. Dans l'après-midi les chefs de toutes les religions, les ulémas, le patriarche se présentent devant lui et le prient de rendre à Arabi le ministère de la guerre. Il refuse, mais ils le supplient lui disant que s'il peut être prêt à faire le sacrifice de sa propre vie, il ne doit pas sacrifier la leur et qu'Arabi les a tous menacés de mort s'ils n'obtenaient pas sa réintégration. Le colonel de la garde expose que les factionnaires du palais ont été doublés. Des ordres leur ont été donnés pour empêcher le Khédive de quitter le palais et d'aller à Choubra faire sa promenade du dimanche. Ils doivent même tirer sur lui, s'il tentait de forcer le passage. Tewfik eut avec les deux consuls généraux un entretien qui dura jusqu'à minuit dans le but de les amener à lui proposer de rendre à Arabi le portefeuille de la guerre. Il obtint pour toute réponse qu'ils ne lui donneraient jamais un conseil qui pût porter atteinte à sa dignité. Découragé, brisé par cette lutte où il avait laissé tout son prestige et qui maintenant devenait menaçante pour son existence, le Khédive céda.

Pierre Girard, dans son livre *les Français en Egypte* raconte que ce jour-là « le kiosque de l'Esbekieh, où la musique du régiment d'Abdin jouait la *Belle Hélène* et le *Domino noir*, était entouré de nourrices, de babys et de

la colonie européenne, qui ne se doutait pas que la ville avait été préservée d'un carnage. »

C'est à Alexandrie que l'émotion était la plus vive. Les colonels qui y résidaient s'étaient empressés de s'associer aux violences de leurs compagnons d'armes du Caire. Ils avaient adressé au Khédive une dépêche comminatoire pour lui déclarer, suivant la formule indiquée par Arabi, qu'ils ne garantissaient plus l'ordre et la sécurité publique si on ne leur rendait pas le ministre de leur choix.

L'agitation était en effet fort grande. Des réunions publiques avaient lieu fréquemment sous le patronage des officiers. Des discours incendiaires y étaient prononcés. L'ami d'Arabi, l'orateur de l'armée, Neddin, y soufflait l'assassinat et la guerre civile. De son côté, le colonel Soliman-Samy annonçait le massacre de toute la population européenne.

Addul-Hamid, lui, cachait son jeu. Il faisait officiellement féliciter le Khédive de la démission du ministère, cependant que l'ordre était donné à l'amirauté de tenir un cuirassé prêt à partir immédiatement et de préparer les autres frégates. Profitant de ces intentions, lord Granville et M. de Freycinet furent d'avis d'inviter le Sultan à intervenir moralement : 1° En faisant savoir en Egypte qu'il approuve entièrement l'attitude du Khédive ; 2° En condamnant les accusations portées par l'armée égyptienne contre le Khédive ; 3° En faisant venir à Constantinople les chefs du parti militaire pour qu'ils eussent à rendre compte de leur conduite.

Ces dispositions nouvelles du ministre français allaient mieux préparer notre consul général à recevoir l'aveu que le Khédive lui fit ce jour-là. Tewfik reconnut en effet avoir acquiescé au désir de la Porte, en priant le Sultan d'envoyer une commission turque,

L'arrivée de Derwisch-pacha, commissaire de la Porte, retarda de quelques jours encore la crise.

CHAPITRE III

La conférence de Constantinople — Les massacres d'Alexandrie.

Le 29 mai 1882, l'amiral anglais télégraphiait à son gouvernement, que les Egyptiens construisaient une batterie en terre en face d'un bâtiment de l'escadre. Il demandait qu'on lui envoyât les autres navires. Ce télégramme a une extrême importance dans la question d'Egypte. Lord Granville prévient notre ambassadeur qu'il se propose de faire droit à la demande de l'amiral, et qu'il est aussi d'avis d'inviter le sultan à envoyer un bâtiment de guerre à Alexandrie et d'informer les puissances. Il ajoute : « Nous étions heureux hier de partager les vues de votre gouvernement, alors qu'on pouvait croire à un changement favorable. Malheureusement tel n'est plus le cas. »

Il fallait donc renoncer à l'espoir d'une solution pacifique, due, comme l'écrivait M. de Freycinet, à la seule influence morale de nos escadres et aux bons offices de nos agents. Aussi dès le 30 mars 1882, il pensait qu'il y avait lieu de se concerter avec les puissances et la Turquie, pour arrêter les mesures les plus propres à terminer la crise. Le procédé qui lui semblait le plus pratique et le plus favorable à un accord rapide était la réunion dans l'une des capitales, d'une conférence formée des ambassadeurs de six cours souveraines et de la Porte.

L'on pourrait ainsi, pensait-il, régler à l'avance, avec une indiscutable autorité, les conditions dans lesquelles devrait s'exercer l'emploi des moyens coercitifs, si de tels moyens devenaient indispensables.

M. de Freycinet reprenait à son compte la tactique anglaise. Effrayé de voir l'Angleterre se préparer à une action isolée, il caressait à son tour l'espoir de paralyser son ardeur en provoquant la réunion du concert européen et ainsi de gagner du temps.

L'Angleterre adhéra volontiers à l'idée d'une conférence qui siégerait à Constantinople. Il lui restait le cas échéant, la faculté de susciter des troubles qui l'obligeraient à agir en Egypte. La France et l'Angleterre agissaient de concert, mais si cordiales que fussent encore leurs dispositions respectives, l'entente si gravement compromise, à la chute de Gambetta, loin de se reconstituer, subissait en cette occasion une brèche nouvelle.

Dans toutes les capitales, on fit un accueil empressé à la démarche des deux cabinets. Elle témoignait des obstacles sans cesse renaissants que rencontrait l'accord de la France et de l'Angleterre dans une affaire où de précieux intérêts leur commandaient de s'entendre et cet échec ne déplaissait nulle part.

A Constantinople seulement la proposition trouva quelque froideur. On ne s'expliquait pas la nécessité de réunir une Conférence pour les affaires égyptiennes et on estimait que la mission décidée par le souverain légitime et territorial devait primer toute autre considération.

Le maréchal turc débarqua à Alexandrie, le 7 juin ; le lendemain, il faisait son entrée au Caire au bruit du canon. Sa suite se composait de 58 personnes, dont 10 aides de camp et plusieurs janissaires. Ce nombreux état-major trahissait l'intention de la Porte de mettre les circonstances à profit pour substituer en Egypte son influence à celle des puissances occidentales.

Les ambassadeurs de France et d'Angleterre insistaient vainement à Constantinople sur l'utilité d'un accord général pour trancher les questions pendantes. Ils se trouvaient en face d'un parti-pris de différer jusqu'à ce que l'on connût le résultat de la mission.

M. de Freycinet montra à Essad-pacha, combien il était indispensable que la Conférence fonctionnât au plus tôt sauf à ajourner ses travaux si elle jugeait bon d'atten-

dre quelque temps les résultats obtenu par Derwich-pacha. Autrement, on s'exposait, si la mission échouait à ce que certaines puissances fussent amenées sous la pression des événements à prendre des mesures brusques que le concert Européen n'aurait pu délibérer.

Ces événements ne tardèrent pas à se produire. Le 11 juin les massacres commencèrent. Il est certain qu'ils furent organisés d'avance. Arabi et ses amis ont essayé de soutenir qu'ils avaient éclaté fortuitement à la suite d'une rixe entre un maltais et un conducteur de bœufs ; mais comme ils se sont produits à la fois et à la même heure sur trois ou quatre points d'Alexandrie, cette version officielle ne supporte même pas l'examen. La vérité est qu'ils étaient annoncés depuis quelques jours, que plusieurs personnes en avaient été prévenues et qu'un certain nombre d'arabes avaient engagé leurs amis européens à prendre des précautions pour y échapper. L'opinion publique à Alexandrie était profondément surexcitée. Soliman-Samy ne cessait d'exhaler ses fureurs en plein jour ; chaque soir Neddin exhortait ses auditeurs à la haine du Khédive, des européens et des chrétiens ; son journal prêchait l'assassinat et l'incendie. C'est en vain que le gouverneur de la ville, Omar-Loutfi-pacha, tâchait d'arrêter cet apostolat criminel. Il trouvait une résistance absolue auprès du préfet de police Saïd-Kaudil, ami intime d'Arabi. (1)

Quelques jours avant le 11 juin, Saïd-Kandil était allé au Caire, où il avait eu une longue entrevue avec Arabi. A son retour il était sombre, préoccupé. Au moment du massacre il feignit d'être malade pour laisser une entière

(1) Saïd-Kaudil était l'homme d'affaires du dictateur égyptien qui le traitait dans des lettres dont on a retrouvé l'original avec une tendresse tout orientale. Le 11 février 1882, il lui écrivait : « O mon bien-aimé et très cher frère, si je voulais exprimer la joie et le plaisir que me causent vos lettres, j'écrirais longuement sans pouvoir jamais parvenir à exprimer mes sentiments... Ce qui me remplit d'admiration et d'extase, c'est surtout le zèle ardent que vous avez implanté dans le cœur de la population d'Alexandrie. » Cité par Pierre Girard « Les Français en Egypte. »

liberté [aux soldats de la police et pour dégager sa responsabilité.

« Ce qui a caractérisé les tristes événements d'Alexandrie, disait en 1883 Gabriel Charmes, (1) c'est le mélange d'atrocité et de lâcheté avec lesquels ils se sont produits. La populace avait été munie d'avance de nabouts, gros bâtons de palmiers qui se terminent en forme de massue et qui sont presque aussi durs qu'une barre de fer. C'est avec ces armes qu'elle s'est ruée à un signal donné sur de malheureux passants, hommes, femmes, enfants.

« Les soldats de la police, les Moustafazins, semblaient conduire l'opération. Said-Kaudil enfermé dans sa chambre, pâle, prétextant qu'il avait pris le matin une médecine pour excuser son immobilité, refusait de s'occuper de ce qui se passait au dehors. Il laissait couler le sang. »

Des consuls avaient été blessés ; les amiraux français et anglais avaient failli être pris dans la bagarre. Ils étaient rentrés à bord avec bien des difficultés et les flottes n'avaient point bougé donnant pour la première fois à l'Orient l'incroyable spectacle de vaisseaux européens assistant à l'égorgement d'europeens, sans tirer un seul coup de canon.

Arabi ne cachait pas sa satisfaction au sujet de ce qui venait de se passer. Il faisait relacher les assassins emprisonnés ; il disait que l'Europe devait commencer à s'apercevoir que l'Egypte savait se défendre ; et le sous-ministre de la presse Yacoub-Samy écrivait à ses frères d'Alexandrie : « Le sage est celui qui sabre son ennemi et se réjouit du spectacle de sa mort ».

La flotte franco-anglaise restait toujours immobile : la conférence diplomatique réunie à Constantinople ne disait mot. Se sentant abandonnés, les Européens d'Egypte prenaient la fuite.

C'est alors que le consul autrichien qui avait été l'ami d'Arabi fit une tentative pour sauver à la fois le parti

(1) Revue des Deux-Mondes, 15 août 1883. « L'insurrection militaire en Egypte ». Gabriel Charmes.

national qui lui était cher et les Européens dont le sort commençait à devenir trop périlleux. Entraînant à sa suite son collègue d'Allemagne, il se présenta chez le Khédive et d'un ton impérieux exigea la formation d'un ministère où Arabi conserverait le ministère de la guerre et dont le président serait Ragheb-pacha, vieux et malade, d'une intelligence affaiblie par l'âge et par la souffrance. La Turquie craignant toujours la conférence dont les délibérations paraissaient cependant bien peu menaçantes et s'imaginant que l'Allemagne et l'Autriche étaient solidaires des maladresses de leurs agents crut bien faire en déclarant que l'ordre était rétabli en Egypte. Sur quoi elle envoya au chef des rebelles égyptiens les plus importantes décorations et le félicita hautement de ses services.

Arabi s'engagea à obéir à tous les ordres que lui donnerait le Khédive pour empêcher le retour de nouveaux troubles. « Notre sort, mandait notre consul d'Alexandrie, est entièrement entre les mains de l'armée. Il y a quinze jours on s'organisait contre elle, aujourd'hui elle nous protège ; le danger de la situation est là. » (1)

Le 13 juin 1882, le Khédive partit pour Alexandrie avec le commissaire ottoman. Il y fut accueilli respectueusement, mais froidement. Cela n'avait rien de rassurant. Tous les magasins, toutes les banques restaient fermés. Le courant européen n'avait qu'une direction : le port. On assiégeait les bureaux des compagnies maritimes (2).

Au Caire, on organisait aussi la fuite. M. Sienkiewicz

(1) Livre Jaune, 1882. Affaires d'Egypte.

(2) On fit queue pendant des journées entières car il fallut de longs jours pour que tout ce qui voulait fuir pût s'embarquer. Ce ne fut guère qu'à partir du 15 que l'émigration fut organisée, qu'elle eut à sa disposition des transports en nombre suffisant et put se donner carrière. Il arrivait que des gens qui voulaient se rendre en Europe, prenaient le premier paquebot qui se présentait, allât-il à Smyrne, et faisaient toutes les scales de la Syrie pour revenir à Naples au bout de trois semaines, heureux de mettre à tout prix la mer entre eux et la malheureuse ville d'Alexandrie.

prenait la décision d'armer tous les sujets français qui continueraient à résider en Egypte. Il ordonnait de plus à ses agents en Egypte de faire replier sur les villes les sujets français qui habitaient la campagne, les villages isolés où il n'y avait pas de représentant de la France.

Après quoi, suivant l'exemple de sir Edward Malet, M. Sienkiewicz avec tout le personnel politique prit la route d'Alexandrie.

Le siège du Gouvernement était transporté au palais de Raz-el-Tin.

Ces deux départs, presque simultanés, donnèrent au Caire le signal de la débâcle.

Coup sur coup les banquiers, le contrôle européen transférèrent leurs bureaux à Alexandrie ou les déclarèrent clos indéfiniment. MM. Colvin et Brédif donnèrent des congés à tous ceux de leurs employés qui en demandèrent et partirent à leur tour.

La panique du Caire jeta les rebelles dans un embarras extrême. Arabi se promenait à cheval et encourageait les européens à rester. Au milieu d'une solitude profonde la musique du régiment d'Abdin jouait ses morceaux les plus divers à l'Esbekieh.

Pendant ce temps, que faisait l'Europe ?

Au premier avis de la journée du 11, M. de Freycinet interpella le cabinet de Londres (1). « Le gouvernement anglais est absolument résolu pour le moment à ne prendre aucune mesure » lui répondit notre ambassadeur le 12 juin. Mais en décidant de s'abstenir en Egypte, le cabinet de la Reine se déterminait au contraire à ne plus rien négliger pour solidariser le concours de toutes les puissances et inaugurer le concert européen. Lord Granville prit prétexte des événements d'Alexandrie pour presser la réunion de la Conférence et il insista auprès de M. de Freycinet pour que de Paris et de Londres on adressât aux deux ambassadeurs, à Constantinople, les instruc-

(1) Livre Jaune, 1882. Dépêche de M. Tissot, ambassadeur à Londres, 12 juin 1882.

tions dont il était urgent de les munir. Il prit même le parti d'expédier celles qui étaient destinées au représentant de l'Angleterre, sans attendre l'assentiment de notre Ministre des affaires étrangères ; il y ajouta, ce qui empruntait aux circonstances antérieures une gravité particulière, une note contenant la proposition d'employer les troupes turques au rétablissement de l'ordre en Egypte : et cela encore sans consulter le cabinet français, évitant ainsi de se mettre préalablement d'accord avec lui sur une ouverture de si haute importance et à laquelle il le savait absolument opposé. Il se borna à l'instruire des résolutions prises à Londres et de la prompte exécution dont elles avaient été suivies.

Cet incident auquel rien ne l'avait préparé, jeta le cabinet Français dans une extrême anxiété. M. de Freycinet avait eu l'occasion de s'expliquer sur le recours à l'armée du Sultan et il n'avait pas caché la répugnance que cet expédient lui inspirait.

Il jugea prudent toutefois de ne pas y mettre obstacle pour ne pas se séparer du cabinet Anglais. Il adressa donc à nos représentants, après délibération du Conseil des ministres, des instructions analogues à celles que lord Granville avait expédiées à ceux de la reine. M. de Freycinet pensait qu'il serait bon d'adopter un protocole de désintéressement ainsi conçu : « Les gouvernements représentés par les soussignés s'engagent à ne chercher aucun avantage territorial, ni la concession d'aucun privilège exclusif, ni aucun avantage commercial pour leurs sujets que ceux de toute autre nation ne puissent également obtenir. »

La rédaction convint au *Foreign-Office* et lord Granville déclara à notre ambassadeur qu'il l'acceptait entièrement.

Cette fois il n'y avait eu ni examen ni entente ; l'Angleterre avait entraîné la France. La Porte persista dans sa résolution de repousser la Conférence, prétendant que la tranquillité était rétablie en Egypte et que Dervich-pacha se trouvait en position, sans autre effort diplomatique et militaire, de reconstituer avec l'ordre l'autorité du vice-roi,

Mieux renseignées et plus clairvoyantes, les puissances décidèrent de convoquer leurs plénipotentiaires même en l'absence de celui du sultan. La première réunion devait avoir lieu le 23 juin 1882. Son objet était de rechercher le moyen le plus propre à maîtriser la révolte en Egypte. Le moyen le plus simple et qui eût été d'une efficacité instantanée, c'était une démonstration collective de toutes les puissances, avec engagement de recourir, au besoin à l'emploi de la force. Afin de ne pas subir un isolement humiliant pour sa dignité, la Turquie s'y serait ralliée et au premier avis d'une semblable entente, Arabi et ses colonels se seraient hâtés de se dérober, de disparaître si on l'avait exigé.

Cette solution que tout semblait recommander, nul n'en prit l'initiative.

L'action collective répugnait également à tous les cabinets ; les plénipotentiaires s'assemblèrent à Constantinople pour délibérer longuement, sans le concours et sous la tolérance bénévole de la puissance territoriale, spectacle curieux qui n'avait aucun précédent dans l'histoire de la diplomatie et que seule, la Turquie pouvait offrir à l'Europe étonnée.

Les divers cabinets avaient tous accepté le protocole de désintéressement. Le 21 juin, M. de Freycinet envoya ses dernières instructions au marquis de Noailles chargé de représenter la France. « Dans le cas où l'intervention armée de la Turquie, lui disait-il, serait mise en délibération, je vous recommande expressément d'insister pour que cette intervention soit réglée de manière à ne pas dégénérer en une occupation plus ou moins prolongée. » (1)

Le Ministre ne se doutait pas que la crainte ainsi manifestée à l'égard de la Turquie eût été plus de mise encore vis-à-vis de l'Angleterre.

Il ne restait plus qu'à se mettre à l'œuvre. Le 23 juin,

(1) Livre Jaune, 1882. Dépêche de M. de Freycinet à M. de Noailles, du 21 juin 1882.

Le comte Corti, doyen du corps diplomatique, invitait ses collègues à se réunir chez lui à trois heures de l'après-midi.

La conférence de Constantinople commençait en dépit du concert des six puissances, l'obstination acharnée de la Porte à décliner une entente faisait prévoir les difficultés que l'on aurait à trouver une solution pratique et avantageuse pour tous, de la question d'Egypte.

Le 27 juin, l'ambassadeur d'Italie proposait à la Conférence qu'il fût entendu que pendant la durée de ses réunions, les puissances s'abstiendraient de toute entreprise isolée en Egypte. « Sauf le cas de force majeure » fit ajouter lord Dufferies. Il y a toujours en politique un cas de force majeure. Désormais, la conférence pouvait travailler à loisir. Une seule phrase acceptée par les plénipotentiaires rendait ses décisions illusoires.

Malgré ses multiples réunions, la conférence ne trouvait pas de remède au mal dont souffrait l'Egypte.

CHAPITRE IV

L'Angleterre se prépare à l'action. — Le bombardement d'Alexandrie. — La flotte française s'éloigne.

Pendant que la conférence tenait ses assises, l'Angleterre ne restait pas inactive. L'opinion publique réclamait une action énergique. La « Saturday Review » imprimait :

« Le temps des vaines paroles est passé et la conférence est devenue absolument inutile. » Et le Times résumait ainsi les dispositions du public anglais. « Nous aimons à espérer que si la conférence n'est pas capable de trouver une voie satisfaisante pour sortir de l'imbroglio égyptien, la France s'entendra avec l'Angleterre au sujet d'une action combinée, ou bien nous laissera agir seuls. » C'était, bien entendu, ce dernier terme de l'alternative

qui avait les préférences du grand journal et de l'opinion anglaise.

Déjà, le cabinet anglais, ne craignant pas de favoriser un désaccord en Egypte, donnait l'ordre au contrôleur général anglais de ne plus assister au Conseil des Ministres, tandis que M. de Brédif était prié par le quai d'Orsay de suivre les séances. Pour ne pas laisser éclater ce dissentiment aux yeux de tous, M. de Freycinet crut bon de donner contre-ordre à M. de Brédif. L'abstention ainsi recommandée par le *Foreign-Office*, ne signifiait certes pas qu'il renonçât à ses projets. Bien au contraire, son activité se manifestait chaque jour davantage et notre consul général pouvait télégraphier en France dès le 26 juin : « L'attitude des Anglais semble annoncer une action très prochaine sinon immédiate. » (1)

Les dispositions du nouveau président du Conseil étaient pourtant bien conciliantes.

« Mon premier devoir, disait-il dans une proclamation du 30 juin, est l'obéissance la plus complète à Son Altesse le Khédive. — Mon second, d'effacer la haine et la rancune du cœur des Egyptiens. — Mon troisième qui est le plus grand, est de respecter les étrangers, nos alliés, de protéger leur vie et leurs biens. » (2) Lord Granville ne tint aucun compte des protestations amicales du gouvernement égyptien.

Dans leur 7^e séance, le 7 juillet, les plénipotentiaires se mirent enfin d'accord, sur les termes d'une communication par laquelle les puissances invitaient le gouvernement ottoman à intervenir en Egypte sous des conditions clairement déterminées.

Qu'importait à l'Angleterre cette décision. Les préparatifs se poursuivaient sans trêve. A Bombay, à Chypre, à Malte, à Gibraltar aussi bien qu'à Plymouth, l'ordre télégraphique était parvenue de mettre les régiments et

(1) Livre Jaune, 1882. M. Sienkiewicz à M. de Freycinet, dépêche du 26 juin 1882.

(2) Cité par M. Bourguet. « La France et l'Angleterre en Egypte. »

les canons en état. Les mesures sont prises. Il ne manque plus qu'à découvrir un prétexte.

L'amiral Seymour, commandant la flotte anglaise, crut constater qu'on mettait les forts en état de défense et qu'on élevait de nouvelles batteries en vue de ses navires.

Il fut aussitôt autorisé à exiger la suspension de ces travaux et au besoin à les détruire par le feu de ses canons.

Quelle était l'importance de ces ouvrages et pouvaient-ils constituer un danger pour les vaisseaux anglais ? Ce point n'a jamais été clairement élucidé. Le 10 juillet, veille du bombardement, M. de Freycinet écrivait à M. Tissot : « Lord Lyons m'a annoncé que ce matin l'amiral Seymour avait envoyé un ultimatum aux égyptiens pour déclarer l'ouverture des hostilités demain. Cet ultimatum, a ajouté l'ambassadeur, a été motivé par les travaux de défense. J'ai remercié Lord Lyons de sa communication, me bornant à dire qu'un télégramme de l'amiral Conrad et un télégramme de M. de Vorges (1) m'avaient apporté la même information sans mentionner d'ailleurs la reprise des travaux. » (2)

Quelle que fut la vérité à ce sujet, l'amiral Seymour avait en effet, dans la matinée du 10, notifié au commandant militaire d'Alexandrie que si les forts ne lui étaient pas livrés temporairement afin d'en effectuer le désarmement, il ouvrirait le feu dans les 24 heures. Le Ministre des Affaires étrangères du Khédive avait déclaré inacceptable la proposition de l'amiral Seymour. Le gouvernement de son Altesse ne pouvait reconnaître, disait-il en résumé, avoir pris aucune mesure qui pût être considérée comme une mesure contre la flotte anglaise, soit par des

(1) M. De Vorges venait de remplacer M. Sienkiewicz. Le moment bien mal choisi pour opérer une mutation dans notre représentation en Egypte.

(2) Livre Jaune, 1882. Dépêche de M. de Freycinet à M. Tissot, du 10 juillet 1882.

travaux, soit par la mise en place de nouvelles pièces de canon.

Toutefois, comme preuve de son désir de donner satisfaction dans une certaine mesure à la demande anglaise, il se disait disposé à faire démonter trois canons sur des batteries désignées, soit isolément, soit ensemble. L'amiral Seymour n'accepta pas cette proposition.

Déjà, le 5 juillet, lord Lyons avait fait savoir au quai d'Orsay que l'amiral Seymour était autorisé à remettre aux égyptiens un ultimatum en vue d'arrêter les travaux de défense, et pour le cas où cet ultimatum resterait sans effet, à ouvrir le feu contre ses ouvrages. Il demanda si des instructions semblables seraient envoyées à l'amiral Conrad. Le Conseil des Ministres fut réuni.

L'heure était décisive pour la politique française.

Le Conseil fut d'avis que nous ne pouvions pas nous associer à l'ultimatum de l'Angleterre. On serait entraîné, disait-on, à des actes offensifs qui ne seraient pas en rapport avec l'attitude que nous avions prise au regard de la conférence où les puissances s'étaient engagées à ne pas intervenir isolément.

Or, l'on n'était pas seul puisqu'on marchait avec l'Angleterre et que les divers gouvernements avaient toujours reconnu la situation privilégiée des deux pays en Egypte.

D'ailleurs, on avait réservé le cas de force majeure et l'Angleterre l'invoquait. Dès lors, il fallait choisir, ou bien le cas n'existait pas et l'on devait dénoncer la conduite de la Grande-Bretagne aux autres puissances avec assez de force pour l'entraver, ou bien au contraire, on se trouvait en présence d'une situation qui autorisait à agir et dans cette hypothèse obligation était d'intervenir.

M. de Freycinet cherchant à justifier sa politique disait encore que les actes offensifs de la nature de ceux auxquels on s'exposait ne pouvaient, en vertu de la constitution, être accomplis qu'avec l'autorisation préalable du Parlement. Mais les Chambres étaient réunies. Rien n'était donc plus facile que de leur demander l'autorisa-

tion voulue. Quelles que fussent à ce moment les idées du Parlement et même si M. de Freycinet avait la certitude que les Chambres se refuseraient à agir, le ministre des affaires étrangères devait poser loyalement la question. Il aurait ainsi laissé à d'autres la responsabilité dont il demeure seul chargé devant l'histoire.

Le jour même où le cabinet français se prononçait pour la non-intervention, l'amiral Conrad recevait l'ordre de déclarer à l'amiral Seymour que si l'ultimatum était néanmoins présenté, la division française se verrait dans la nécessité de quitter le port d'Alexandrie tout en restant dans les eaux égyptiennes.

En même temps que la marine adressait ses instructions à l'amiral Conrad, le quai d'Orsay prévint M. de Vorges d'avoir à prendre en cas de départ de notre escadre, toutes les mesures utiles pour la sécurité de nos nationaux. Le 9 juillet le chargé d'affaires anglais donnait avis à M. de Vorges que nos nationaux devaient quitter Alexandrie dans les 24 heures. C'était dire qu'on touchait à la crise. L'amiral anglais avait huit grands cuirassés autour d'Alexandrie et il les amenait successivement à leur position de combat.

À l'ultimatum de l'amiral anglais, le Conseil des ministres égyptiens fit la réponse suivante pleine de dignité et de mesure. « L'Égypte n'a rien fait qui ait pu justifier l'envoi des flottes combinées. L'autorité civile et militaire n'a à se reprocher aucun acte autorisant les réclamations de l'amiral. Sauf quelques réparations urgentes aux anciennes constructions, les forts sont à cette heure dans l'état où ils se trouvaient à l'arrivée des flottes. Nous sommes ici chez nous, et nous avons le droit et le devoir de nous y prémunir contre tout ennemi qui prendrait l'initiative d'une rupture de l'état de paix, lequel selon le gouvernement Anglais n'a pas cessé d'exister. L'Égypte, gardienne de ses droits et de son honneur ne peut rendre aucun fort, ni aucun canon, sans y être contrainte par le sort des armes. Elle proteste contre votre déclaration de ce jour et tiendra responsable de toutes les conséquences directes ou indirectes qui pourront ré-

sulter d'une attaque des flottes ou d'un bombardement, la nation qui en pleine paix, aura lancé le premier boulet sur la paisible ville d'Alexandrie au mépris du droit des gens et des lois de la guerre. » (1)

L'Angleterre ne tint aucun compte de cette protestation. Pour tranquilliser l'opinion européenne, elle déclara, d'ailleurs, officiellement, que si le bombardement des forts d'Alexandrie avait lieu, cet acte était considéré par le cabinet Anglais comme un acte de légitime défense n'entraînant aucune conséquence et ne cachant aucune arrière-pensée de la part du gouvernement britannique.

Une dernière tentative fut alors faite par la Turquie. Le Ministre des affaires étrangères alla trouver lord Dufferin pour lui demander de différer le bombardement d'Alexandrie. D'après la Porte, on avait interrompu les travaux de fortifications à la suite de l'ordre du Sultan. De plus, Saïd-pacha promit à l'ambassadeur d'Angleterre, que dans vingt-quatre heures, il serait en mesure de lui proposer une solution satisfaisante de la question d'Égypte. Quelle pouvait bien être cette solution ? Il importait peu à l'Angleterre. Elle s'était trop avancée pour reculer au dernier moment.

Le 11 juillet 1882, à sept heures du matin, le bombardement d'Alexandrie commença. A dix heures les fortifications étaient en ruines. Les dépêches anglaises ont affirmé que les soldats égyptiens avaient supporté avec courage cette première épreuve. Rien n'est moins exact. De l'aveu de Mahmoud-F'hemy, chef de l'état-major, ils ne résistèrent pas un instant. Le tir de l'armée égyptienne fut déplorable ; celui des frégates anglaises, sans être bien remarquable, porta immédiatement la panique dans les rangs des soldats d'Arabi qui prirent la fuite. Cela n'empêcha pas Arabi d'envoyer au Caire une dépêche où il disait que les bateaux anglais avaient bombardé, que les forts avaient répondu habilement. Une autre dépêche annonçait que l'escadre anglaise tout entière

(1) Gité par Cocheris. « La situation internationale de l'Égypte et du Soudan, » pages 114.

avait péri. Elle ajoutait pour donner une idée des canons égyptiens que le seul boulet qui n'eût pas atteint un navire anglais était allé tomber en Chypre (1).

A quatre heures et demie du soir, deux cuirassés anglais entraient dans l'avant-port. La lutte semblait finie et notre consul général demandait au ministre si les fonctionnaires supérieurs français détachés auprès du gouvernement égyptien, devaient reprendre leur service aussitôt que possible ou attendre de nouveaux ordres. Ce premier télégramme révélait un calme d'esprit que les résultats du bombardement ne justifiaient guères.

La ville brûlait et les Bédouins la mettaient au pillage. L'amiral Seymour aurait dû faire descendre à terre quelques centaines d'hommes, qui n'auraient sûrement rencontré aucune résistance. L'incertitude des anglais donna à l'armée égyptienne le temps de se raviser. Arabi ordonna de relacher les 500 misérables qui avaient été arrêtés comme impliqués dans les massacres du 11 juin ; à leur tour les 863 forçats de l'arsenal s'évadèrent.

Dans la nuit du 11 au 12 juillet, Arabi, Mamoud-Samy et les autres chefs de la révolte se réunirent à la porte de Rosette, dans la Chambre de Soliman-Samy. Le lendemain, de bonne heure, le drapeau blanc fut hissé sur les murs de la ville, pour que l'ennemi ne songeât pas à troubler la sinistre besogne qui allait s'effectuer.

Soliman-Samy réunit ses soldats et les conduisit sur la place des Consuls afin de commencer l'œuvre de destruction, des voitures chargées de pétrole l'y avaient précédé ; mais comme il s'agissait de détruire la ville européenne sans toucher aux propriétés et aux personnes des arabes, les soldats et les cavaliers au service d'Arabi furent chargés de parcourir les rues et les places publiques pour en expulser les indigènes.

(1) Un troisième bulletin de victoire apportait même la nouvelle de la capture de l'amiral Seymour, si bien que chaque jour la population du Caire se rendait à la gare pour voir passer l'amiral anglais et que chaque jour aussi un faux Seymour quelconque était appréhendé par les plus crédules, promené dans la ville et accablé d'outrages.

Pendant toute la journée Arabi ne quitta pas la porte de Rosette ; d'heure en heure il était tenu au courant des évènements. Vers le soir, le Khédive, enfermé dans le palais de Ramleh où il était gardé à vue comme un prisonnier par des troupes chargées de le surveiller et au besoin de l'assassiner, lui faisant demander compte de ce qui se passait, Arabi répondit : « Les musulmans ne possèdent rien dans cette ville, il n'y ont que des cabanes ; tout ce que vous voyez d'objets mobiliers appartient aux Européens ; nous devons donc piller et incendier tout ce qui se trouve à Alexandrie, afin qu'en y entrant, les anglais qui l'ont bombardée n'y trouvent que des ruines. » (1)

Le lendemain, l'armée se retira sur Kafr-el-Dawar et les anglais se décidèrent à entrer dans Alexandrie quand il ne resta plus rien à y sauver.

Dans le Delta, ce cri de fureur retentit : « Musulmans, massacrez les chrétiens ! c'est l'ordre d'Arabi ». L'Egypte épuisée, affolée était prise d'une ivresse de sang et de richesse. Elle allait se livrer sur l'ordre d'Arabi à des excès tels que jamais, dans son histoire, on ne trouverait la trace des pareils.

Derwish-pacha jugeant que les vaisseaux de l'Angleterre avaient mis fin à sa mission, reprit la mer peu de jours après pour rentrer à Constantinople. A peine était-il sorti du port qu'il arrivait pour lui une dépêche de la Porte. L'amiral anglais fit vainement tirer deux coups de canon de rappel. Le yacht impérial, qui emmenait le représentant du sultan, n'en tint aucun compte et continua sa route.

La mission avait piteusement échoué. J'ai déjà dit que le gouvernement turc avait envisagé le succès de cette mission comme tellement inéluctable qu'il avait persisté dans sa résolution de ne pas intervenir à la Conférence,

(1) V. G. Charmes. L'insurrection militaire en Egypte, dans la « Revue des Deux-Mondes », du 15 août 1883.

après comme avant la réunion des plénipotentiaires, ne cessant d'affirmer que Derwish-pacha était en situation de remettre les choses en leur état. Aussi, dès qu'il connut les événements d'Alexandrie, son effarement égala sa déconvenue. Renonçant à ses illusions, la Porte se réfugia dans le concert européen.

Au fait, que devenait ce concert européen ? Que faisait la conférence ? Les plénipotentiaires étaient tombés d'accord, dans leur séance du 7 juillet, sur les termes d'une note qu'ils se proposaient de présenter à la Porte pour l'inviter à envoyer un corps de troupes en Egypte. Le texte en fut soumis à l'approbation des puissances. C'est à ce moment que survint la catastrophe d'Alexandrie. Pendant quelques jours on hésita ; puis les diplomates rassemblés y compris le représentant de l'Angleterre, adressèrent le 15 juillet au gouvernement turc la communication qui lui était destinée.

La Porte y acquiesça, tout en espérant qu'en face de cette détermination, l'occupation étrangère actuelle en Egypte serait abandonnée aussitôt que les troupes turques seraient rendues à Alexandrie. Elle chargea son ambassadeur à Londres de s'expliquer dans ce sens avec lord Granville. « Le gouvernement anglais, lui fut-il répondu, veut bien agréer et c'est tout ce qu'il peut faire, la coopération de la Turquie, mais encore faudra-t-il que le caractère en soit défini d'une manière satisfaisante et dégagée de toute ambiguïté par des déclarations préalables du sultan. »

CHAPITRE V

La question du canal de Suez à la Chambre française. —

La France laisse l'Angleterre agir seule en Egypte.

C'était un refus déguisé. L'Angleterre avait son projet pour la réalisation duquel le concours de la Turquie n'était

pas utile. Le canal de Suez était le point vulnérable. Par lui elle communiquait avec son empire des Indes et elle redoutait un brusque et facile coup de main d'Arabi. Déjà, peu de jours après les premiers troubles d'Alexandrie, le 22 juin, le cabinet anglais avait appelé l'attention du gouvernement de la République sur les périls auxquels pouvait se trouver exposée la libre navigation du canal. Cette première démarche était restée sans résultat, ou plutôt il avait été convenu que la question ferait l'objet d'un examen ultérieur si les circonstances venaient à l'exiger.

Cette nécessité parut à lord Granville s'imposer impérieusement le jour même où la flotte anglaise démantelait les forts d'Alexandrie. Arabi pouvait penser, il devait même croire qu'il avait un intérêt de premier ordre à se saisir du canal, qui eût été entre ses mains un gage précieux au cas probable où les Anglais feraient venir des troupes des Indes.

Le 13 juillet Lord Lyons entretint M. de Freycinet de cette éventualité, en insistant sur l'urgence d'aviser. Dans la pensée du cabinet de Londres, il convenait de saisir la Conférence de la question, en lui faisant remarquer que la France et l'Angleterre disposaient sur les lieux des moyens de garantir la sécurité de l'isthme.

M. de Freycinet observa qu'il lui semblait inopportun de parler des puissances qui pourraient être chargées de cette mission et qu'il paraissait préférable de laisser aux plénipotentiaires le soin de les désigner.

Le 19 juillet la proposition fut soumise à la Conférence. M. de Freycinet, en même temps qu'il précisait que l'action exercerait sur le principe du protocole de désintéressement et se bornerait à la protection directe du canal sans aucune connexité avec l'intervention proprement dite, réservait l'adhésion du Parlement.

Il espérait atténuer l'impression fâcheuse causée par le départ d'Alexandrie de la flotte française et il pensait, en présence d'un mandat donné par la Conférence, recevoir des Chambres l'autorisation d'agir.

La plupart des membres du cabinet Gladstone attachait

un grand prix à une entente avec la France. Au reste, cela n'empêchait pas le gouvernement anglais de prendre les mesures isolées qu'il jugeait utiles.

Il donnait l'ordre à quelques bâtiments de parcourir le canal de Suez, pour le protéger contre les attaques dont il pourrait être l'objet. M. de Freycinet pensa qu'il convenait aussi à la France de prendre quelques précautions, et le 15 juillet l'amiral Conrad recevait de la marine les ordres nécessaires pour faire parcourir le canal par ses navires de guerre en vue de protéger la circulation.

L'Allemagne, l'Autriche et l'Italie se montraient hostiles à l'idée d'un mandat confié à des puissances pour protéger le canal de Suez. C'était la première manifestation de la triple alliance.

La conférence, depuis bien des jours déjà n'existait plus que de nom. Plusieurs de ses membres s'abstenaient même d'assister à ses séances, parce qu'on discutait dans le vide, tandis qu'en dehors de son action de graves mesures étaient prises.

En Angleterre, les préparatifs allaient bon train. Il importait peu au gouvernement anglais que le Khédive pour lui complaire, eût destitué Arabi « coupable d'avoir abandonné Alexandrie », que Saïd-pacha eût prévenu la Conférence du prochain départ des troupes ottomanes, une demande de crédits s'élevant à 2,300,000 livres, en vue d'une intervention militaire en Egypte, fut déposée à la Chambre des communes. Après quatre jours de discussion, les crédits furent votés par 275 voix contre 19.

Presque en même temps, un débat semblable se déroulait devant le Parlement français.

Le 24 juillet, le Ministre de la marine présentait à la Chambre un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 9 millions. « Les événements dont l'Egypte est le théâtre disait l'exposé des motifs, inspirent de sérieuses inquiétudes au sujet de la sécurité du canal de Suez... L'Angleterre nous a proposé de nous unir à elle, en combinant les moyens d'action des deux marines pour le mettre à l'abri de toute atteinte... adoptant ces propositions, le gouvernement a pensé qu'il conviendrait de

mettre à la disposition de l'amiral, commandant la division navale du Levant, un corps de débarquement de 8.000 hommes. Nous n'enverrions immédiatement que 4.000 hommes qui occuperaient un certain nombre de points dans la partie nord du canal pendant que les anglais s'établiraient dans le sud. »

La question était clairement posée.

On voulait prendre position auprès de l'Angleterre, afin de posséder un titre, pour participer au règlement de toute chose le jour où l'ordre serait rétabli au Caire. Le cabinet pensait que cela était possible sans imposer à la France de trop lourds sacrifices, sans nuire à la reconstitution de nos forces militaires, et que, par conséquent les représentants du pays accueilleraient favorablement sa proposition.

Le gouvernement se méprenait. Les incertitudes et les contradictions de notre diplomatie, l'attitude commandée à notre escadre devant Alexandrie, avaient éveillé les défiances du Parlement.

La commission repoussa la demande de crédits. (1)

La discussion publique vint le 29 juillet devant la Chambre. (2)

(1) Elle était ainsi composée : MM. Frank-Chauveau, Ribot, de Sonnier, Sarrien, Boysset, Clémenceau, Georges Périn, Antonin Dubost, Dreyfus, Labuze et Baihaut. Plusieurs questions intéressantes y furent traitées. Une motion tendant à approuver le principe de non-intervention fut repoussée par 5 voix contre 5 et une abstention. Pour : Clémenceau, Georges Périn, Labuze, Boysset, Sarrien ; contre : Frank-Chauveau, Ribot, Baihaut, Dreyfus et de Sonnier ; abstenu : Antonin Dubost. Une motion tendant à approuver le principe d'intervention non seulement dans l'isthme, mais en Egypte pour y rétablir l'ordre, fut repoussée par 6 voix contre 3 et 2 abstentions. Quant aux crédits ils furent repoussés par 6 voix et 5 abstentions. contre : Clémenceau, Georges Périn, Antonin Dubost, Sarrien, Labuze, Boysset, abstentions : Frank-Chauveau, Ribot, de Sonnier, Dreyfus, Baihaut.

(2) Journal officiel. Débats parlementaires, 1882. Chambre, séance du 29 juillet 1882.

M. de Freycinet parla le premier :

« L'intervention proprement dite, déclara-t-il, est une opération à la fois militaire et politique. Non seulement elle exige des moyens d'action considérables puisqu'elle doit s'exercer sur une surface importante du territoire et qu'elle est destinée à dominer des populations nombreuses ; mais en outre cette intervention proprement dite est politique dans son essence, en ce qu'elle est destinée à régler une foule de problèmes d'une nature extrêmement délicate... Une intervention qui se propose de résoudre les questions politiques qui ont été soulevées à propos de l'Egypte est obligée.... de poursuivre un règlement d'une difficulté particulière qui peut amener, sinon des conflits, tout au moins des dissentiments avec plusieurs des grandes puissances de l'Europe ; c'est pour ce motif que je n'ai pas cru devoir proposer à la France d'exercer une intervention en Egypte. »

Il montra ensuite que la protection du canal était un acte tout différent ne pouvant entraîner aucune complication internationale, toutes les nations ayant sur le canal de Suez un intérêt de même nature : celui qu'il restât ouvert à la circulation des navires de tous les pays.

A l'objection que la première des deux opérations (la protection du Canal) conduirait nécessairement à la seconde (intervention en Egypte), le ministre répondit que le conflit avec les forces égyptiennes, possible si le Canal passait au centre de l'Egypte, était très improbable, le Canal étant ^{très} excentrique à l'Egypte. » Dans ces conditions, on ne rencontrerait que de rares populations incapables de faire la guerre au sens propre du mot et cela expliquait à son avis que 3.500 à 4.000 hommes fussent suffisants.

M. de Freycinet insista particulièrement sur l'obligation où se trouvait la France de ne pas briser le lien qui l'unissait depuis longtemps à l'Angleterre en lui refusant le concours qu'elle nous demandait. Il formula la promesse que les crédits ne seraient employés que si la nécessité s'en faisait sentir, c'est-à-dire si la circulation du Canal était réellement menacée.

Il termina par cette phrase qui résume toute sa politique : « Je puis vous affirmer, que vous, absents ou présents, rien ne sera engagé en dehors de votre volonté souveraine. »

Après M. de Freycinet, MM. Laisant, de Marcère, Madier de Montjau, prirent la parole : Avec des arguments divers, dont le principal était la crainte qu'une expédition n'entraînât la désorganisation militaire, ils refusèrent de consentir au vote des crédits.

M. Clémenceau qui parla le dernier, acheva la défaite du Ministère. Il critiqua impitoyablement la politique de M. de Freycinet, flottante, insaisissable, faite de contradictions et de demi-mesures. « Est-ce la paix ? s'écria-t-il. Non, puisqu'on envoie des troupes. Est-ce la guerre ? Non, puisqu'on ne se battra pas. C'est un moyen terme qui n'a les avantages d'aucune des deux politiques, mais qui a les inconvénients de toutes les deux. » Il redoutait les difficultés prochaines. « C'est parce que je songe, dit-il, à ce jour du règlement des comptes, entre des nations ayant des intérêts divers que je suis frappé de ce fait que les différentes puissances européennes paraissent tenir par-dessus tout à réserver leur liberté d'action, à ne pas s'engager quant à présent, à ne pas prendre de responsabilité, ni comme mandataires, ni comme mandants. » Il voulait que la France gardât, elle aussi, sa liberté d'action. C'était-là, pour lui, la politique de la prudence et de la sagesse, la véritable politique nationale. Il trouvait humiliante la politique qui consistait « à envoyer des soldats français, monter la garde sur le Canal de Suez, avec défense absolue de pousser des pointes au-delà d'un certain périmètre, alors même qu'ils seraient attaqués, et tout cela pour le plus grand avantage de l'Angleterre. »

Il termina son discours extrêmement nerveux et incisif par quelques considérations sur l'annonce de l'intervention turque. « Quand on a affaire à la Turquie on a affaire à l'Europe entière, si bien qu'un jour déterminé, vous trouverez non plus en face de la question d'Egypte, mais de la question d'Orient. »

Par 416 voix contre 75 l'article premier fut rejeté. Alors que les représentants de l'Angleterre donnaient aux ministres la presque unanimité pour intervenir en Egypte, la Chambre des Députés françaises renversait le Ministère. M. de Freycinet tomba sous les coups de la peur aveugle et de la surenchère patriotique et avec lui notre dernière chance de retrouver cette suprématie que nous avions jusqu'alors partagée avec les Anglais,

On lisait dans le *Temps* du 3 août 1882 : « La France vient de faire quelque chose qui ressemble à une faillite. Elle éprouve le besoin de régler ses comptes et de se retirer des affaires. Il y a de l'humiliation dans cette position. . . . ».

La faute en était certainement à M. de Freycinet, à qui l'on peut reprocher surtout d'avoir manqué de caractère, mais plus encore peut-être à la Chambre. Elle en était arrivée en effet à considérer les ministres comme des sortes de commis, chargés d'exécuter ses volontés souveraines, non comme des guides dont elle aurait accepté la direction. Elle entendait mettre la main non seulement sur l'administration, mais sur notre politique extérieure. Selon un mot resté célèbre, il fallait se soumettre ou se démettre. Gambetta, son auteur, n'a pas voulu se soumettre, et son ministère ne vécut pas trois mois. M. de Freycinet s'inclina, et s'il eut à cette époque une plus longue vie ministérielle, il n'eut pas, du moins, une meilleure fortune ; il trouva successivement contre lui, tous les partis, depuis M. Delafosse et M. de Villeneuve de la droite jusqu'à M. Lokroy de l'extrême-gauche en passant par M. Casimir Perrier, Waddington, Scherer du centre. La vérité fut exprimée par M. Scherer lorsqu'il disait que : « Le plus sûr moyen de s'assurer une majorité, c'est encore la netteté des vues et l'autorité des convictions » (1).

(1) Journal officiel. Débats parlementaires. Séance du Sénat du 25 juillet 1882.

*Appréciation générale de la politique française
en Egypte.*

C'en était fait de l'entente de la France et de l'Angleterre. Arrivé à ce point qui marque l'irréremédiable défaite de la France, il convient d'embrasser d'une vue générale la politique française en Egypte.

J'ai dit que la question d'Egypte est née des dilapidations d'Ismail-pacha ; j'ai dit aussi dans quel état de pénurie, son faste et ses largesses avaient mis les finances du pays, comment la France et l'Angleterre intervinrent pour y remédier, et en quelle occasion les deux puissances furent amenées à provoquer la déchéance de ce prodigue. La chute d'Ismail-pacha empruntait aux circonstances une importance particulière. Mehemet-Ali avait légué à ses successeurs un pouvoir solidement établi et incontesté, reposant sur la garantie de l'Europe et l'absolue soumission des populations. Personne n'aurait conçu qu'un vice-roi pût être renversé par un mouvement militaire ou déposé par le Sultan. Ismaïl le fut en réalité par la France et l'Angleterre réunies, c'est-à-dire par les deux puissances qui à des degrés divers avaient le plus contribué à imposer à la Porte l'hérédité dans la descendance de Mehemet-Ali.

Un acte d'une si haute gravité ne pouvait manquer d'exercer la plus funeste influence sur les esprits.

On se persuada en effet, au Caire comme à Constantinople, que le Khédive pouvait être, ainsi que le plus infime fonctionnaire, frappé de destitution et que son autorité était discutable. Cette conviction a certainement préparé les événements dont l'Europe devait être bientôt le témoin impuissant. Sans nul doute, le gouvernement français était tenu de défendre les intérêts d'une colonie florissante et digne de toute sa sollicitude ; mais n'y avait-il donc d'autre moyen que cette décision brutale qui devait fata-

lement ébranler le principe de l'autorité. Les écarts du vice-roi devaient être contenus et redressés, c'est entendu; ne pouvait-on y parvenir en conservant l'institution des contrôleurs ainsi qu'il le proposait, sans leur accorder un siège au Conseil des Ministres ? Certes, Ismail fut un dissipateur, sans doute il abusa de la confiance de l'Angleterre et de la France, mais il était intelligent et ferme; sous son administration nul n'avait osé désobéir, nul n'avait tenté de s'élever contre son pouvoir et la tranquillité publique était aussi bien assurée que du vivant de son grand-père. Avec lui on n'avait nullement à redouter les menées du parti militaire; avec lui la France et l'Angleterre avaient devant elles un adversaire unique et saisissable; il avait la passion du pouvoir, des avantages et des satisfactions qu'il procure, et il aurait cédé aux représentations des deux puissances dès qu'il aurait été convaincu de la nécessité de se soumettre. En tout cas, cette politique n'aurait sûrement pas abouti au massacre et à l'incendie d'une cité magnifique, à la dispersion de nos commerçants et de nos industriels.

Les défaillances de Tewfik, son caractère timoré encouragent toutes les convoitises et bientôt ce n'est plus avec lui que la France et l'Angleterre doivent compter, mais avec les chefs de l'armée; sous son Khédiviat, nous assistons à l'ère des agitations, ouverte par la révolte militaire et fermée par l'occupation anglaise. Ces désordres se compliquent des velléités qu'ils réveillent à Constantinople. La Porte invoque ses droits de puissance souveraine et prétend les exercer; on la voit à chaque phase de cette crise intervenir soit par des envoyés, soit par des communications confidentielles ou publiques, inspirées par le désir de rentrer en possession de la province perdue.

L'expulsion d'Ismail fut donc un acte diplomatique regrettable à tous les points de vue. Que fallait-il faire? recourir à l'emploi de la force? Gambetta le pensa. Il proposa au Gouvernement anglais de résoudre définitivement la question d'Egypte. Peut-être cette ferme décision aurait-elle prévenu les malheurs qui suivirent. A ce

moment, en effet, les agitateurs n'étaient pas encore les maîtres de la situation ; ils n'avaient pas l'audace qu'ils ont puisée plus tard dans les hésitations de la France et de l'Angleterre.

Arabi ne s'était pas encore emparé du ministère de la guerre ; les conseillers du Khédive, hommes modérés, s'ils avaient eu la certitude d'être soutenus se seraient vraisemblablement groupés autour du prince et auraient combattu avec lui. Gambetta avait d'ailleurs la conviction que les troupes réunies de la France et de l'Angleterre auraient aisément remis toute chose à sa place et fermement consolidé l'autorité du Khédive. Plus tard, redevenu simple député donnant l'explication de sa politique, Gambetta disait : « Ce qui me sollicite à la coopération anglaise en Egypte, c'est que je redoute, entendez-le bien, outre une rupture néfaste, que vous ne livriez à l'Angleterre et pour toujours, des territoires, des fleuves et des passages où votre droit de vivre et de trafiquer est égal au sien. »

Certainement l'union de la France et de l'Angleterre en cette affaire aurait noué, entre les deux pays, une solidarité de nature à arrêter quiconque aurait voulu profiter du moment où nous étions engagés en Egypte pour menacer nos frontières. Au surplus il nous aurait suffi d'envoyer sur les bords du Nil, un corps de troupes peu nombreux dont l'éloignement n'aurait en aucune façon compromis notre œuvre de réorganisation militaire.

Le ministère anglais hésita avant de s'engager dans l'action. J'ai donné la raison de ses tergiversations qui s'expliquent par l'incertitude dans laquelle il se trouvait relativement à la durée du cabinet Gambetta. La diplomatie s'accorde avec un gouvernement qu'on est assuré de retrouver le lendemain, elle s'éloigne d'un gouvernement constamment menacé de disparaître.

M. de Freycinet, lui, répugnait à l'emploi des moyens coercitifs, il était également opposé à l'envoi de troupes turques en Egypte ; chacun reprenait donc sa liberté. Il ne restait guère de part et d'autre qu'un désir vague et mal défini de s'entendre du mieux que l'on pourrait. On s'était

mis d'accord sur ce qu'on ne voulait pas, laissant à déterminer ce que l'on voulait. Dès le 6 février, Lord Granville usait de sa liberté reconquise pour entrer en communication avec les grandes puissances, substituant ainsi le concert européen à l'entente séparée de la France et de l'Angleterre. M. de Freycinet accepta cette situation quand soudain les ministres du Khédive manifestèrent l'intention de le déposer. L'occasion parut propice à M. de Freycinet pour lier avec le cabinet de Londres une partie nouvelle. On décida l'envoi de forces navales alliées à Alexandrie ; mais, à Paris comme à Londres, on entendait s'abstenir de toute mesure effective ou violente. On stipula que dans aucun cas on ne débarquerait des troupes françaises ou anglaises et qu'on ferait appel à celles du Sultan s'il devenait nécessaire de recourir à la force.

C'était lever la main en s'interdisant de frapper quoi qu'il pût arriver.

Cette politique d'abstention armée, substituée à la politique d'intervention active eut les résultats que j'ai racontés. Le Khédive devint le prisonnier d'Arabi-pacha et la colonie européenne d'Alexandrie dut se disperser en présence des vaisseaux de la France et de l'Angleterre.

Une aussi étrange incohérence dans les résolutions devait fatalement aboutir à de douloureux mécomptes.

On aurait compris que la France, si importants que fussent ses intérêts en Egypte, ne sortit pas pour les défendre du recueillement que lui imposaient ses récents revers et qu'elle consacraît tous ses soins et ses ressources à son relèvement. En poursuivant cette tâche patriotique, elle n'aurait pas été tenue de se désintéresser des conflits et des complications qui agitaient l'Orient. Depuis le mois de février, l'Angleterre lui offrait d'en remettre la solution à l'Europe ; elle avait été au Congrès de Berlin, elle pouvait aller à la Conférence que le cabinet de Londres demandait de réunir à Constantinople. M. de Freycinet répudia cette politique circonspecte comme il avait répudié la politique audacieuse de Gambetta.

Tranquillement, il attendait le secours que les événements, pensait-il, lui apporteraient.

On s'attardait ainsi dans des négociations évasives lorsque, le 24 mai, lord Granville, convaincu qu'on n'avait plus rien à attendre de la présence des escadres devant Alexandrie, recommande de recourir sans plus de retard à l'intervention de la Porte. Le cabinet français, à l'unanimité, refuse d'accepter cet expédient qui blessait toutes nos traditions. La crise s'aggravant, M. de Freycinet reprend alors lui-même les premières propositions de l'Angleterre et lui offre la réunion de la Conférence qu'il avait si longtemps déclinée dilatoirement.

On négociait encore quand survint la lamentable journée du 11 juin. Le gouvernement anglais n'hésita plus : il voulut hautement et sans limitation ce qu'il avait suggéré : la convocation immédiate des plénipotentiaires et l'envoi de troupes turques en Egypte. Lord Granville fit part de cette résolution au cabinet français et, sans attendre son acquiescement, adressa aux représentants de la reine, dans toutes les cours, les instructions que comportait une si ferme initiative. Pour ne pas se séparer du cabinet de Londres, M. de Freycinet donna des ordres similaires à nos agents diplomatiques, le suivant dans cette voie nouvelle où il avait naguère encore obstinément refusé de s'engager.

C'est ainsi que le cabinet français abandonnant la politique qu'il avait suivie jusque-là, consentit à aller à la Conférence pour y proposer à l'Europe assemblée, de concert avec l'Angleterre, le concours armé de la Turquie.

Il s'imposa ce sacrifice dans la pensée de maintenir l'accord des deux gouvernements. Il ne sut cependant ou ne put les préserver d'une atteinte irréparable.

Quand le cabinet de Londres lui annonça son intention d'affirmer sa puissance devant Alexandrie, M. de Freycinet effrayé par la perspective d'un conflit avec la Chambre, refusa de s'associer à cette démonstration, et l'on vit notre escadre mettre à la voile et s'éloigner pendant que l'amiral Seymour ordonnait d'ouvrir le feu.

Dès ce moment la France et l'Angleterre étaient enga-

gées diversement et leur entente n'était même plus une fiction.

Comment un homme d'Etat habile et avisé a-t-il pu s'égarer dans des voies si différentes. A la vérité, M. de Freycinet s'était formé une conception erronée du régime parlementaire. Témoin de la chute de ses prédécesseurs, pénétré des graves inconvénients qu'entraînent les mutations fréquentes (1), il crut en conjurer le retour non par des vues personnelles, mais par sa bonne volonté à tout concilier en constituant la représentation nationale juge préalable de toute résolution. Sans cesse il déclarait qu'il n'engagerait ni la parole ni le drapeau de la France sans l'assentiment de ses représentants. C'était confondre la décision, apanage de la puissance exécutive avec le contrôle qui appartient à la puissance législative. Sous un régime de libre discussion, bien ordonné, les ministres prennent et gardent la libre initiative de leurs actes en éclairant le Parlement dont ils ne cessent toutefois de relever. Le jeu des institutions est faussé, les rôles se trouvent intervertis dès que l'impulsion passe des mains des gouvernants entre celles d'une assemblée. Un gouvernement dont toutes les démarches doivent être autorisées par l'autorité législative est inconcevable. La véritable doctrine fut dégagée par Gambetta dans la séance du 18 juillet 1882. « Si vous avez un dessein politique, s'écriait-il je suis prêt à vous donner ma confiance même en l'absence des Chambres. Oui ! même en l'absence des Chambres, car il vous appartient bien, en effet, de dicter la direction de la politique, Messieurs, de la con-

(1) Depuis le 4 septembre 1870, la France a été gouvernée par 39 cabinets. Le portefeuille des affaires étrangères a eu 23 titulaires. MM. Jules Favre, de Rémusat, duc de Broglie, duc Decazes, marquis de Banneville, Waddington, de Freycinet, Barthélemy Saint-Hilaire, Gambetta, Duclerc, Fallières, Challemel-Lacour, Jules Ferry, Flourens, Goblet, Spuller, Ribot, Develle, Casimir-Périer, Hanotaux, Berthelot, Bourgeois, Delcassé. Alors que s'étaient succédé en France : MM. de Freycinet, Barthélemy Saint-Hilaire, Gambetta, de Freycinet, Duclerc, le Foreign-Office n'avait eu d'autre titulaire que lord Granville.

trôler, de la juger, de la condamner ; mais à coup sûr il est une tâche, une fonction, un devoir qui appartient au Gouvernement c'est de décider, d'avoir une résolution ».(1)

Le cabinet anglais a pris sur lui d'ordonner le bombardement des forts d'Alexandrie, sans consulter la Chambre des communes ; le cabinet français a refusé d'y participer sans l'assentiment de la Chambre des députés. Cet acte de soumission lui a-t-il conquis la majorité, et ne l'eût-il pas au contraire entraînée si notre escadre s'était unie à celle de l'Angleterre ? Sans doute personne n'aurait osé le désavouer, le blâmer pour avoir châtié une soldatesque qui n'avait respecté ni la vie ni le patrimoine de nos nationaux. Et la question d'Egypte n'aurait-elle pas été résolue, par cette intervention commune, à notre entière satisfaction ?

On prétendra peut-être que de l'occupation simultanée pouvaient surgir des froissements redoutables. Ce n'est guère probable. Depuis les premières difficultés, en effet, la France et l'Angleterre avaient exercé en un constant accord une influence similaire en Egypte qui, loin de nuire à leurs relations, avait, au contraire, sensiblement contribué à les resserrer. D'ailleurs leur but à toutes deux était de maintenir le *statu quo* consacré par leur concours et celui de toutes les grandes puissances. Jusqu'à ce moment elles n'avaient donc été sollicitées par aucune vue particulière pouvant les séparer ou donner ombrage à l'Europe et l'indisposer. Leur double présence sur les bords du Nil les eut certainement obligées au désintéressement absolu.

La politique française n'a pas été heureuse. Elle nous a dépossédé du rang que nous occupions en Egypte et surtout elle a créé entre les deux puissances occidentales un dissentiment qui pendant plus de vingt années a nui à la cordialité de leurs rapports et exercé une fâcheuse influence sur leurs dispositions respectives dans toutes les affaires d'un caractère international.

(1) V. Journal officiel. Débats parlementaires. Chambre des députés, séance du 18 juillet 1882.

DEUXIÈME PARTIE.

La France et l'Angleterre désunies.

CHAPITRE I.

Les hésitations de l'Angleterre touchant la politique à suivre en Egypte. — Les promesses d'évacuation.

Le ministère anglais n'avait, disait-il, aucune visée ambitieuse. Il envoyait des troupes en Egypte pour y rétablir l'ordre, pour rendre au Khédive le pouvoir qu'il avait perdu, pour donner, dans de certaines limites, satisfaction aux opérations du parti national ; mais il avait l'intention formelle de soumettre au Concert européen le règlement définitif de la question égyptienne. « Une pareille politique, disait le comte d'Aunay, dans une dépêche du 31 juillet 1882, n'a rien de surprenant de la part de lord Granville et de M. Gladstone. Mais il y a au sein du Cabinet, un élément jeune, actif, ambitieux même, qui est parvenu à constituer la majorité dans le Conseil. Ce parti voudrait instituer en Egypte le protectorat Anglais » (1). Il ajoutait, presque prophétiquement. « En

(1) V. Livre jaune, 1882. Dépêche de M. le comte d'Aunay, du 31 juillet 1882.

présence de ces influences qui semblent prépondérantes pour le moment, il est peut être permis de douter que M. Gladstone et lord Granville puissent poursuivre jusqu'au bout la politique de désintéressement dont ils se sont faits les interprètes devant le pays ».

On eut le mérite à Londres, une fois la décision prise d'intervenir, de mener rapidement les choses. Tous les partis semblaient pris d'une belle ardeur de conquête. La Chambre des Communes avait voté à la presque unanimité 57 millions de ressources extraordinaires pour la réalisation de l'œuvre entreprise. Le corps expéditionnaire qu'il s'agissait de faire venir des Indes devait se composer de 65,000 hommes.

De son côté, la Turquie avait donné l'ordre à 11 bâtiments de se tenir prêts pour embarquer. J'ai dit que l'invitation d'intervenir lui avait été adressée le 15 juillet par les plénipotentiaires réunis en conférence ; ce n'est que le 7 août qu'elle l'accepta officiellement. L'Angleterre tout en s'accommodant du concours des troupes ottomanes, entendait conserver sur elles la supériorité numérique, et se réserver les avantages de l'intervention. Quels avantages ? On ne savait. Et même le 12 août, Gladstone se défendait avec énergie de nourrir le projet d'une occupation définie de l'Egypte. Il admettait pourtant en terminant ses explications, *in cauda venenum*, qu'un champ plus large était désormais ouvert à l'Angleterre.

Cependant, officiellement, la Conférence tenait toujours ses séances. Mais plusieurs de ses membres s'abstenaient d'y assister, et ainsi, de jour en jour, elle se mourait, honteuse de l'inutilité de ses efforts et du néant de son œuvre.

Les Anglais s'avançaient en Egypte. Arabi s'était replié sur Kafr-Dawar, à 20 kilomètres d'Alexandrie, où il se fortifiait. Puis, pour empêcher les Anglais d'arriver au Caire en le tournant par Ismaïlia et Tel-el-Kébir, il construisait également sur ce dernier point des moyens de défense.

La Turquie, inquiète de la marche en avant des troupes britanniques et craignant d'arriver trop tard, accepta

après les avoir longtemps discutées toutes les conditions que l'Angleterre mettait à sa coopération en Egypte :

1° Fixation du chiffre des troupes à 3 mille hommes ;
2° Interdiction d'entrer en Egypte par la voie de terre et de débarquer à Alexandrie ; 3° Soumission des plans d'opérations militaires aux officiers anglais ; 4° Engagement de rappeler les troupes turques dès que les Anglais quitteraient l'Egypte. Par surcroît, le Sultan déclarait Arabi, rebelle en une proclamation extrêmement curieuse dans laquelle on lit notamment « que par ses constructions de fortifications, il (Arabi) a forcé l'Angleterre, l'amie constante du Gouvernement impérial, à bombarder Alexandrie. »

Ainsi, la Porte ratifiait tout le passé et justifiait avec le bombardement d'Alexandrie, l'intervention militaire des anglais en Egypte.

Le 13 septembre 1882, plus de deux mois après le bombardement d'Alexandrie, en 20 minutes, sir Garnett Wolseley, général en chef de l'armée britannique, prit Tel-el-Kébir. Ce fut une bataille pour rire. « Je vous ai fait de visu le récit de ce fantastique combat, écrivait le correspondant du *Temps*. Il s'y est dépensé assez de poudre pour faire sauter tout Alexandrie. Toutes ces prétendues opérations militaires ne sont qu'une vaste fantasmagorie qu'il n'y a pas à prendre au sérieux..... Il ne convenait pas aux Anglais de diriger contre Arabi une attaque sérieuse qui en aurait eu depuis longtemps raison, avant d'avoir réuni des forces considérables pour être, malgré toutes les éventualités, les heureux possesseurs de l'Egypte. » (1)

Le lendemain, 14 septembre, le commandant de la cavalerie indienne, mieux inspiré que le commandant de la marine britannique, franchit avec deux escadrons les 50 milles qui séparent Tel-el-Kébir du Caire pour préserver par sa présence cette ville de l'incendie et du pillage. Arabi se rendit. L'insurrection était terminée et, le 16, le général

(1) V. « Le Temps » du 24 septembre 1882.

Wolseley pouvait télégraphier au War Office : « Je suis entré au Caire ; Arabi et Toulba sont mes prisonniers (1). La guerre est finie. N'envoyez plus aucun renfort. La santé et le moral des troupes sont excellents. Chacun a fait son devoir. » (2)

A Londres, notre ambassadeur, aussitôt après avoir appris le triomphe des forces anglaises, félicita le cabinet sur l'heureux sort de ses armes. Lord Granville parut fort sensible à ces félicitations et les accepta d'autant plus volontiers qu'à ses yeux la victoire de Tel-el-Kébir était une victoire européenne. Pourtant à n'en pas douter, cette victoire assurée par d'autres mains que les siennes, lui eût semblé d'une importance bien moins considérable.

C'en était fait de la rebellion et il semblait que dès ce moment l'Angleterre n'avait plus rien à faire en Egypte. « De notre propre avis, dit sir Alfred Milner, nous n'étions venus en Egypte que pour y rétablir l'ordre et la « Bona fides » de nos déclarations à cet égard ne peut faire l'objet du plus léger doute. Toutefois il n'est pas surprenant que certains critiques étrangers, jugeant nos intentions d'après nos actes, aient pu voir, dans notre ingérence armée, le résultat ardemment désiré auquel la Grande-Bretagne aspirait depuis longtemps et que ses précédentes hésitations, habilement calculées, avaient eu pour but de rendre inévitable, et il faut d'autre part, reconnaître que les événements subséquents ne firent que rendre ces insinuations encore plus plausibles. La théorie est donc ingénieuse et cependant jamais théorie ingénieuse ne s'écarta plus effrontément de la vérité... Il est bien clair que le rétablissement de l'ordre, n'était pas une simple profession de foi et que tel était bien notre véritable, notre

(1) Arabi fut déféré à une cour martiale qui le condamna simplement au bannissement. L'Angleterre l'envoya à Ceylan où il arriva le 9 janvier 1883. Elle lui fit servir une pension de 20,000 francs, augmentée bientôt de 6,000 francs. En juin 1901, Arabi reçut ses lettres de grâce et revint en Egypte.

(2) V. « Blue-Boock ». Dépêche du 16 septembre 1882.

seul objectif. Mais combien nous étions loin alors de comprendre tout ce qu'il impliquait. Rétablir l'ordre peut être en effet, selon les circonstances qui ont amené le renversement de l'autorité, une entreprise plus ou moins aisée, plus ou moins longue... une rébellion qui n'a pas de profondes racines dans le sentiment populaire peut obtenir sur quelques points d'éphémères avantages, même sur un gouvernement solide et puissant ; mais dans ces cas le rétablissement de l'ordre est une chose relativement simple ; dès que la police a eu le dessus sur la foule et que l'armée rebelle a été défaite, tout rentre dans l'ordre rapidement et pour ainsi dire de soi-même. Mais la situation est tout autre... Si l'émeute, la rébellion ou un événement désastreux quelconque ne sont point de simples causes, mais bien les effets, les symptômes aigus de quelque mal invétéré, pour rétablir l'ordre, il ne suffit pas alors de supprimer les symptômes, il faut aller au fond et s'attaquer pour la guérir à la maladie elle-même ». (1)

L'Angleterre se préparait donc à soigner la pauvre Egypte.

Elle tenait même à demeurer seule au chevet du malade. C'est dans ce but que le 16 septembre 1882, lord Dufferin, ambassadeur d'Angleterre à Constantinople, fit savoir à la Porte que l'armée d'Arabi étant dispersée, la coopération de la Turquie avait cessé d'être nécessaire. Cette communication un peu brutale était accompagnée d'assurances amicales et portait que le gouvernement de la Reine se disposait déjà à rappeler une partie de ses troupes. Le gouvernement du sultan se montre reconnaissant des sentiments qui lui sont témoignés, mais avec cette prévoyance des faibles et des éprouvés, il prie timidement l'ambassadeur britannique de vouloir bien lui faire savoir à quelle époque devra s'effectuer l'évacuation des troupes anglaises dont lord Dufferin lui avait annoncé en partie le renvoi.

C'était une première invitation. Elle est du 25 septembre 1882.

(1) V. « England in Egypt », par M. Alfred Milner.

Cependant, le Caire était en fête. On illumina et on tira des feux d'artifices en l'honneur du retour du Khédive. On fit défiler devant lui, sur la place d'Abdin, les 15.000 hommes de « troupes libératrices ».

Ce furent de belles réjouissances.

Les lampions éteints, il fallut se mettre au travail. L'Angleterre avait le choix entre plusieurs solutions. Elle pouvait exerçant le droit du plus fort, annexer le pays. Liée qu'elle était par ses déclarations précédentes, il lui était difficile de prendre ce parti. Elle pouvait encore déclarer un protectorat définitif ou temporaire. Cela eût été beaucoup plus aisé, et il est probable que ce dénouement était généralement attendu. Il est vrai que l'établissement d'un protectorat aurait paru quelque peu en désaccord avec les déclarations sous le couvert desquelles, le gouvernement Anglais avait entrepris l'expédition militaire, « mais, dit élégamment sir Alfred Milner, ce n'est que dans un monde idéal et non dans la pratique des choses humaines, qu'on peut exiger d'une nation qu'elle se conforme rigoureusement après la victoire aux professions de foi qu'elle a faites avant d'entrer en guerre. » Et l'écrivain anglais ajoute avec une admirable désinvolture : « Il peut arriver que dans la fiévreuse agitation d'un recours aux armes et dans le désir bien naturel de justifier cette mesure extrême on promette de bonne foi, beaucoup de choses qu'il est plus tard impossible d'accomplir... ce manque de parole est jusqu'à un certain point pardonné par l'opinion publique. » (1)

Que ce soit par scrupule, ou pour tout autre raison, le cabinet anglais ne se décida pas pour le protectorat. Il ne prit même aucune décision nette. Il resta en Egypte tout simplement, sans se soucier de donner à sa présence sur le territoire d'autrui, une apparence de légalité.

(1) V. « England in Egypt », par M. Alfred Milner,

CHAPITRE II

La suppression du contrôle. — Les visées ambitieuses de l'Angleterre se font jour.

Cependant, l'état de choses d'avant l'insurrection n'avait pas été aboli. Le contrôle notamment subsistait, en droit tout au moins. Il s'exerçait, je l'ai dit, par deux délégués, l'un anglais, l'autre français, désignés par leurs gouvernements respectifs, admis à siéger au conseil des ministres et prenant une part effective à toutes les résolutions du cabinet égyptien.

L'Angleterre devait nécessairement s'en prendre au contrôle et en poursuivre la suppression pour se soustraire aux investigations et à la censure du délégué français, du moment qu'elle entendait s'emparer de l'administration de l'Egypte où l'inspirer avec une entière indépendance. Elle usa pour cela d'un stratagème bien simple et dont le succès était certain.

M. Malet déclara incidemment au Caire, dans les premiers jours d'octobre 1882, que M. Colwin était en route pour l'Egypte mais qu'à son retour il ne reprendrait pas ses fonctions comme contrôleur général. Peu après paraissait une dépêche de l'agence Reuter conçue dans le même sens. M. Raindre, consul général de France au Caire, s'en autorisa pour aller demander à M. Malet s'il avait quelque information personnelle confirmant ou contredisant ce télégramme.

Le ministre d'Angleterre répondit qu'il avait reçu en effet de lord Granville l'indication même que rapportait l'agence Reuter, mais qu'elle n'était accompagnée d'aucun commentaire.

Sir Ed. Malet ajouta même que depuis quelque temps, lord Granville pensait que le consortium anglo-français sous la forme du contrôle créerait au gouvernement de la

Reine l'obligation d'intervenir plus qu'il ne lui conviendrait dans les affaires intérieures de l'Égypte et que peut-être on serait conduit à rechercher un instrument moins compromettant.

Ces scrupules pouvaient paraître suspects si on les rapprochait de la déclaration faite pour la première fois par lord Dufferin à la Porte que l'évacuation ne serait complète que lorsque les forces militaires y auraient été réorganisées et quand le Khédive serait en mesure de déclarer l'ordre entièrement rétabli.

Le contrôle librement institué en 1876 par l'initiative du vice-roi, avait été renouvelé en 1879 par un accord intervenu entre la France et l'Angleterre d'une part, et le gouvernement égyptien de l'autre. C'était donc une œuvre conventionnelle. Mais aucune puissance au monde ne pouvait obliger l'Angleterre à subir une institution qui la gênait ; elle aurait pu aborder franchement la difficulté et la résoudre en convoquant la France à une discussion d'où certainement cette dernière serait sortie vaincue. La Grande Bretagne préféra pour aboutir au même résultat, prendre « un chemin de traverse ».

C'est contre ce procédé déloyal que protesta M. Duclerc, le successeur de M. de Freycinet. Il déclara le 11 octobre 1882, à M. Plunkett qui gérait l'ambassade, en l'absence de lord Lyons, que si l'Angleterre croyait avoir de bonnes raisons, pour désirer la suppression du contrôle, il ne refuserait pas d'examiner ses propositions. » Mais, ajouta-t-il, si les instructions de M. Colwin sont conformes à ce que sir Ed. Malet en a dit à M. Raindre, ce serait un procédé dont nous aurions le droit de nous montrer surpris et qui répondrait mal au bon vouloir que nous témoignons au gouvernement de la Reine. » (1)

Il termina par ces réserves : « Nous ne saurions admettre que l'Angleterre supprime ainsi... par une sorte de simple prétérition et sans notre avis, une institution qui

(1) Cité par Cocheris. op. cit., p. 156.

fonctionne régulièrement par suite d'accords intervenus entre les deux pays ».

A ces observations très nettes, Lord Granville fit, sur un ton très courtois, très conciliant, une réponse imprécise. Le contrôle, de l'avis unanime du cabinet, devait être modifié. Il pensait que les deux gouvernements devaient s'entendre pour charger MM. Bredif et Colvin de certaines missions communes qui pourraient être ultérieurement définies...

D'un autre côté, était-ce coïncidence ou résultat d'une entente préalable ? Le comte Kalnoky déclarait à Vienne que s'il était consulté, il n'aurait aucun motif de mettre obstacle aux innovations que le Cabinet de Londres pourrait juger opportun de présenter relativement au double contrôle.

M. Duclerc, respectueux du système officiellement en vigueur, prescrivit à M. de Bredif de s'occuper de tout ce qui concernait ses fonctions et d'assister comme autrefois au Conseil des ministres, s'il y était convoqué dans les formes habituelles.

Il fallait une explication décisive. Lord Granville profitant du retour à Paris de lord Lyons, le 23 octobre 1882, se décida à la fournir. Il se plut à reconnaître l'habileté des deux contrôleurs, et les excellents effets du système, et, conclusion singulière, parce que le dit système n'était pas exempt de défauts et de dangers, il proposa d'y renoncer.

Il instituait à la place un conseiller financier européen nommé par Tewfik-pacha qui assisterait aux réunions du Cabinet sur l'invitation du Khédive, mais non pas à titre de ministre des finances. Il exercerait, suivant la manière indiquée par le vice-roi, les pouvoirs d'enquête et de conseil en ce qui concerne les questions financières sans être autorisé à intervenir directement dans l'administration du pays.

C'était fort simple, Lord Granville offrait de faire établir ce nouvel arrangement pour une durée de dix ans avec cette réserve qu'au bout de cinq ans il pourrait être rapporté ou modifié si les circonstances le permettaient.

C'était l'expulsion de la France.

Notre politique désormais devait se borner à exprimer une longue plainte.

Lentement les idées du gouvernement anglais sur la question d'Egypte évoluaient. M. Gladstone disait le 24 octobre 1882 à la Chambre des communes : « Le gouvernement de la Reine n'est pas lié au même degré qu'il l'était il y a quelques mois ». Nous étions déjà loin du beau désintéressement de juillet.

La réponse de M. Duclerc à la note du 23 octobre fut digne et pleine de finesse. « D'après vos déclarations, le contrôle a bien fonctionné pour la prospérité matérielle de l'Egypte..... Cependant vous proposez de l'abolir ; mais le voulez-vous réellement ? Nullement. Vous dites : comme remplacement du contrôle le Khédive nommera un seul conseiller européen. Européen, c'est-à-dire anglais, n'est-ce pas ? Eh bien ! pour appeler les choses par leur nom, ce que vous me proposez, ce n'est pas l'abolition du contrôle, c'est l'abolition du contrôleur français. Je ne vous surprendrai pas en vous disant que je ne puis accepter cela ». (1).

M. Duclerc déclara verbalement à lord Lyons, à qui il donnait lecture de sa réponse : « Votre Gouvernement a devant lui trois alternatives : réorganiser l'Egypte à lui seul, ou avec l'Europe ou avec nous. Lord Grandville a dit à M. Tissot que le désir de l'Angleterre était de s'entendre avec nous et que c'était aussi son intérêt. J'espère qu'il reviendra à cette conviction. »

C'était admirablement résumer le débat.

Pour échapper à cette étroite mise en demeure, lord Granville invoqua simplement que le gouvernement de la reine ne pouvait admettre la France au partage des bénéfices d'une expédition coûteuse dont elle n'avait pas jugé à propos de partager les dangers et les charges.

(1) Documents diplomatiques 1882. M. Duclerc à M. Tissot, 28 octobre 1882.

Il était donc établi par l'aveu imprudent de son ministre que l'Angleterre escomptait les profits de sa présence en Egypte, et que « le rétablissement de l'ordre » n'était qu'un moyen, non le but.

Cependant le contrôleur général français avait reçu le 28 octobre, l'ordre du jour du Conseil des Ministres. Cet envoi servait autrefois de convocation. Cette fois, il avait été prévenu que l'ordre du jour lui avait été adressé à titre d'information et non de convocation.

Voici l'explication que l'on donnait de cette nouvelle manière d'agir. Le gouvernement égyptien officiellement avisé que M. Colvin n'assisterait plus aux réunions, ne pouvait convoquer le contrôleur français : le contrôle étant anglo-français n'existait plus du moment que l'un des contrôleurs s'en retirait.

M. Duclerc fit remarquer au cabinet de Londres que comme le Khédive, comme nous, au même titre que nous, la Grande-Bretagne était engagée vis-à-vis des créanciers de l'Egypte et qu'elle ne pouvait dégager sa responsabilité par la simple signification d'un acte de volonté personnelle.

Lord Granville riposta que l'Angleterre n'entendait pas supprimer le contrôle par un acte de simple volonté. Il déclara que le Khédive, usant de son droit, avait spontanément demandé au cabinet de Londres la résiliation des arrangements de 1876 et 1879 conclus à titre provisoire.

Le gouvernement égyptien, dit-il, avait eu l'intention de faire la même démarche auprès de la France, et si le ministère anglais l'en avait détourné c'était précisément par égard pour la France. M. Duclerc, appréciant comme il convenait cette délicatesse, maintint obstinément les instructions données à M. de Brédif.

On voit le terrain sur lequel les deux cabinets se trouvaient respectivement placés. Résolus à s'y maintenir l'un et l'autre, tout rapprochement, toute solution également acceptable à Paris et à Londres était désormais impossible.

Le gouvernement du Khédive indubitablement conseillé par l'Angleterre, remit à notre consul général une

note par laquelle il soumettait à la haute appréciation du gouvernement de la République l'opportunité de renoncer à une institution dont le maintien ne saurait être justifié et qui n'avait plus sa raison d'être. Il était bien inutile de rappeler que très souvent les ministres égyptiens avaient considéré le contrôle comme une des garanties les plus efficaces pour les intérêts des créanciers (1), comme une force véritable pour le gouvernement du Khédive. (2)

On changeait de politique, force était bien de changer d'arguments.

Sans se décourager pourtant, assuré qu'il luttait pour une cause perdue d'avance, M. Duclerc luttait. Ses notes sont un modèle de courtoisie, de clarté et de concision. Plus d'une fois ses formules extrêmement pressantes gênèrent désagréablement l'adversaire. « En intervenant pour réprimer une sédition militaire, disait-il en dernière analyse, l'Angleterre a-t-elle entendu se dégager de ses accords antérieurs, répudier le concours de la France et se charger seule désormais de l'œuvre poursuivie jusqu'alors en commun ? »

A une question qui semblait n'admettre qu'un oui ou un non, lord Granville répondit « M. Duclerc paraît supposer qu'il n'existe aucune différence essentielle entre les fonctions du nouveau Conseiller financier et celles des deux contrôleurs généraux. Cette vue me paraît erronée. L'arrangement que nous proposons n'est que pour un temps limité et ne constitue nullement un contrôle dans le sens anglais du mot. Nous désirons exclure du nouvel emploi toute influence politique. Le choix des deux contrôleurs généraux et leur maintien en fonctions dépendaient de deux gouvernements étrangers. Pour ce qui concerne le nouveau fonctionnaire, ces facultés dépendront de l'action du Khédive. La présence des contrôleurs généraux

(1) Lettre du 9 février 1882 de Mahmoud Sami-pacha aux représentants de France et d'Angleterre.

(2) Programme soumis par Chérif-pacha, président du conseil à Tewfik, le 14 septembre 1882.

aux Conseils du cabinet était uniforme et de droit ; la présence du nouveau fonctionnaire aurait lieu sur l'invitation du chef de l'Etat. » (1)

N'était-il pas évident, pourtant, que ce nouveau conseiller qui devait être anglais, serait l'organe de la puissance qui tenait l'Egypte et le Khédive sous sa domination armée et que sa force, quoi que lord Granville eût l'air d'en penser, serait immense.

Devant un pareil parti-pris de détruire le contrôle, sans compensation pour nous, M. Duclerc estima que la dignité de la France lui interdisait « de poursuivre des discussions de détail, sources d'équivoques et de malentendus ». (2)

D'ailleurs, le Gouvernement anglais était poussé par l'opinion publique qui considérait que toute victoire entraînant fatalement annexion de territoire, l'Egypte devait devenir colonie anglaise, et par la presse à peine moins brutale en ses conclusions. « Le Times » nous donnait d'affectueux conseils : « que la France, écrivait-il, reconnaisse la position de l'Angleterre en Egypte et qu'elle lui dise, vous êtes actuellement maîtresse de l'Egypte, elle est entre vos mains, j'accepte cet état de choses ». (3)

Le *Standard*, moins débonnaire, disait : « Les Français devraient se rappeler que partout où ils se rencontreront avec nous, en dehors de l'Europe, c'est sur un pied d'inégalité ». (4).

Aussi vigoureusement encouragé, lord Granville redressa fièrement la tête, et le 30 décembre, il fit savoir à M. Duclerc qu'il jugeait inutile de continuer les pourparlers et qu'il ne se croyait pas autorisé à chercher une compen-

(1) V. « Blue-Book », 1882. Lord Granville à lord Lyons, 23 octobre 1882.

(2) Livre Jaune, 1882. Dépêche de M. Duclerc à M. Tissot, le 24 novembre 1882.

(3) V. « le Times » du 7 décembre 1882.

(4) V. « le Standard » du 9 décembre 1882.

sation pour l'abolition du contrôle (1). Un unique conseiller financier anglais représenterait les intérêts européens et égyptiens dans la restauration de l'ordre. En même temps une note identique était adressée aux puissances et à la Porte, dans laquelle il rappelait que la Grande-Bretagne avait agi sans mandat de l'Europe et qu'elle revendiquait pour elle, à l'exclusion de toute autre Puissance, les responsabilités et les droits qui résultaient de son initiative.

Il n'y avait qu'à se résigner.

C'est ce que fit M. Duclerc. « Je voulais espérer, disait-il, dans sa dépêche à M. Tissot, ambassadeur de France à Londres, du 4 janvier 1883, que de nouvelles propositions dont nous n'avions pas à prendre l'initiative nous seraient faites. Le gouvernement de sa Majesté britannique en a jugé autrement et nous met dans l'obligation de reprendre en Egypte notre liberté d'action. Quelque regret que nous en éprouvions, nous acceptons la situation qui nous est faite ». (2)

Ainsi se brisèrent les liens d'une coopération qui avait uni les deux gouvernements pendant une longue période. L'Angleterre avait assumé seule les charges, on ne pourrait dire les périls d'une intervention armée, elle voulut s'en réserver exclusivement les bénéfices.

(1) Le 29 novembre, lord Granville avait fait au gouvernement français la proposition suivante : Il lui offrait la présidence de la commission de la Dette publique dont les attributions seraient étendues et comprendraient tout ou partie des attributions actuelles de l'administration du domaine de la Daïrah. L'offre fut déclinée. L'Angleterre donnait ce qui ne lui appartenait pas. M. Ducierc fit remarquer à M. Tissot que le contrôle de la Daïrah avait été créé par un contrat intervenu entre le gouvernement égyptien et les représentants de ses créanciers, qu'il était l'un des éléments de la loi de liquidation et qu'on ne pouvait y porter atteinte sans le consentement unanime des puissances intéressées. Pour l'administration du domaine aussi, le consentement de tous les souscripteurs de l'emprunt domanial était nécessaire.

(2) Livre Jaune. Dépêche de M. Duclerc à M. Tissot, du 4 janvier 1883.

CHAPITRE III.

La dépêche de lord Granville du 3 janvier 1883.

Débarrassé de la France, le cabinet anglais ne pouvait manquer de faire connaître ses projets à l'Europe. La politique anglaise fut exposée dans l'habile et mémorable dépêche que lord Granville adressa, le 3 janvier 1883, aux grandes puissances. « Bien que, disait ce document, les forces britanniques soient, quant à présent, maintenues en Egypte pour assurer la tranquillité publique, le gouvernement de Sa Majesté est désireux de les rappeler aussitôt que l'état du pays et l'organisation de ses propres moyens pour le maintien de l'autorité du Khédive permettront de le faire. Jusque là, la situation dans laquelle le gouvernement de Sa Majesté se trouve placé vis-à-vis de son Altesse, lui impose le devoir de donner des conseils pour être sûr que l'ordre de choses à établir sera d'une nature satisfaisante et possèdera les éléments de stabilité et de progrès. » (1)

Donner des conseils ! Le conseil d'un homme qui occupe en armes votre propriété est peut-être quelque chose de plus qu'une recommandation. Et d'ailleurs, lord Granville devait donner plus tard du mot « conseil » une interprétation extrêmement curieuse quand il écrivait à sir Evelyn Baring. « J'ai à peine besoin d'indiquer que dans les questions importantes où l'administration et la sûreté de l'Egypte sont en jeu, il est indispensable, aussi longtemps que durera l'occupation provisoire du pays par les troupes anglaises, que le gouvernement de sa Majesté soit assuré que les avis, qu'après mûr examen des vues du gouvernement égyptien, il croira devoir donner au Khédive, soient suivis, et il faudra faire clairement compren-

(1) Cité par Cocheris, op. cit., page 169.

dre aux ministres égyptiens et aux gouverneurs des provinces que les responsabilités que l'Angleterre a pour le moment assumées obligent le Gouvernement de sa Majesté à insister pour l'adoption de la politique qu'il recommande, et qu'il ne sera pas possible de maintenir dans leurs emplois, ceux des ministres ou gouverneurs qui ne voudraient pas suivre cette ligne de conduite. » (1)

Ainsi, la possibilité de donner au gouvernement égyptien des conseils que celui-ci, dans certaines circonstances serait obligé de suivre, le mettait en tutelle et l'Angleterre se trouvait en somme avoir établi sur l'Égypte une sorte de protectorat déguisé d'une étendue indéterminée et d'une durée indéfinie pour l'accomplissement d'une chose difficile et lointaine.

La chose était difficile en effet.

Lord Dufferin, ambassadeur de la Grande-Bretagne, avait été chargé le 30 octobre 1882, d'une mission en Égypte avec le titre de « Haut commissaire chargé de réorganiser le pays. » Le système de lord Dufferin consista essentiellement à placer un certain nombre d'anglais dans les postes élevés des diverses administrations et à s'en rapporter à leur influence, c'est-à-dire à leur pression pour mettre peu à peu les choses dans l'ordre. La réalisation du système s'opéra avec tous les ménagements désirables. Le Consul général britannique se trouva d'abord confondu, en apparence, dans la foule de ses collègues ; les fonctionnaires anglais revêtirent la stambouline, brodèrent sur leurs uniformes le croissant du prophète, se coiffèrent du tarbouche; le général en chef devint le sirdar, les officiers placés sous ses ordres s'affublèrent de titres et de grades turcs et peu à peu les sujets de la reine Victoria absorbèrent l'administration civile et militaire du Khédivat (2) « par grignotements successifs, sui-

(1) Cité par Cocheris, op. cit., pages 169 et 170.

(2) Dans la première partie de l'année 1883, les fonctions les plus importantes passèrent entre les mains britanniques ; à la guerre, le général sir Evelyn Wood, le général Grenfell ; aux travaux publics, sir Colin Scott Moucrieff ; aux finances, sir Edgar Vincent ; à la comptabilité, M. Fitz-Gérald ; aux douanes, M. Caillard ; aux postes, M. Halton ; aux irrigations, le colonel Ross ; à la police, le général Valentin Baker, etc..

vant le procédé lent et régulier employé par les rats à l'égard des fromages ». (1)

Ces fonctionnaires qui coûtaient fort cher, n'étaient en théorie que les serviteurs d'un maître absolu, mais pas un égyptien ne pouvait ignorer que ces hommes appartenaient à un Etat qui tenait l'Egypte dans le creux de sa main : Lord Dufferin voulant substituer l'usage de l'anglais à celui du français dans les rapports entre européens et indigènes avait fait venir dans ce but 6 professeurs d'anglais pour diriger les écoles du Gouvernement.

CHAPITRE IV.

Pour résoudre les difficultés financières, l'Angleterre propose à l'Europe de réviser la loi de liquidation.— Promesse qu'obtient la France en échange de son assentiment.

Tout cela n'améliorait pas la situation financière qui paraissait inextricable.

Les troubles dont l'Egypte avait été le théâtre en avaient provoqué au Soudan de plus redoutables et de plus difficiles à réprimer. Des fanatiques, les derviches, avaient soulevé les populations et entrepris d'expulser les troupes et les représentants du gouvernement égyptien. Leur chef, le mahdi, dans le cours de l'année 1883, avait obtenu des succès alarmants. Un homme énergique et dévoué, Gordon, désigné par le gouvernement anglais et muni des pleins pouvoirs du vice-roi, consentit à se rendre à Khartoum pour y diriger la défense. On lui avait promis des renforts, il fallut les organiser. On s'était en-

(1) V. Aubin « les Anglais aux Indes et en Egypte », p. 197.

gagé d'autre part pour désintéresser les grandes puissances, à indemniser les incendiés d'Alexandrie dont les pertes avaient été évaluées à plus de cent millions de francs.

Pour faire face à ces dépenses imprévues on ne pouvait disposer que des ressources ordinaires que la révolte et la guerre avaient sensiblement réduites.

Sir Auckland Colvin (1) ne voyait qu'une façon de sortir d'embarras : réviser la loi de liquidation, réduire le chiffre de l'amortissement et mettre à la disposition du Khédive les recettes disponibles.

Mais la loi de liquidation étant un acte international, ne pouvait être modifiée par la seule volonté de l'Angleterre. Il lui fallait s'entendre avec les signataires de la charte financière de l'Egypte. Elle redoutait l'immixtion des puissances dans ce qu'elle considérait comme « ses » affaires. Sa mauvaise humeur se traduisit même par une invite faite à l'Egypte de briser le lien qui l'unissait à la Porte sous forme de tribut, ce qui lui eût permis — elle le pensait du moins — de se substituer à la puissance souveraine. Le projet était audacieux ; il échoua et l'Angleterre se retrouva en face des mêmes difficultés.

L'Europe savait que le gouvernement anglais ne pouvait se passer de son concours pour réviser la loi de liquidation sa seule ressource. Elle attendait. Acculé à cette inflexible nécessité, lord Granville, le 19 avril 1884 (2), adressa aux cabinets de Paris, Berlin, Vienne, Rome et Saint-Petersbourg une note ainsi conçue :

« Il semble au Gouvernement de sa Majesté que pour faire face aux charges nécessaires au bon fonctionnement du Gouvernement égyptien, il conviendrait d'introduire

(1) Appelé au poste de conseiller financier par décret Khédivial, du 6 février 1883.

(2) Il y avait plus de quinze mois que toute négociation officielle ou officieuse, toute conversation était rompue entre la France et l'Angleterre au sujet des affaires d'Egypte. (Voir discours de Jules Ferry à la Chambre des députés, du 23 juin 1884) à l'Officiel.

certains changements dans la loi de liquidation. Le gouvernement de sa Majesté propose donc qu'une conférence se réunisse à Londres ou à Constantinople pour décider si un changement est nécessaire et quelle en devrait être la nature exacte ». (1)

Cette note était accompagnée d'un mémoire sur la situation financière de l'Égypte. Il ressortait de ce document que le double budget, institué par la loi de liquidation présentait deux faces d'aspect différent. Tandis que les revenus affectés aux services de la Dette donnaient des plus-values constantes, le budget ordinaire subissait des déficits graduels. Le gouvernement anglais espérait ainsi obtenir soit une réduction du taux de la Dette, soit la faculté de contracter un emprunt.

La puissance la plus intéressée était évidemment la France. C'est pourquoi les cabinets de Berlin et de Vienne voulurent connaître ses intentions, avant de répondre à l'invitation de la Grande-Bretagne.

La presse officieuse allemande reçut le mot d'ordre d'appuyer la France.

Jules Ferry qui avait remplacé M. Duclerc, au quai d'Orsay (2) réunit en Conseil les ambassadeurs de France à Londres, Vienne et Berlin, MM. Wadington, Foucher de Careil et de Courcel pour arrêter une ligne de conduite. Jules Ferry réserva cependant bon accueil à la communication anglaise, malgré les récents démêlés des deux cabinets. Il fit seulement remarquer que la proposition de l'Angleterre impliquait l'étude d'autres questions connexes qu'il convenait de soumettre à un examen préalable. Cette politique n'avait d'autre but que de permettre la discussion de l'évacuation. La « Nouvelle presse libre de Vienne » du 6 mai 1884, conseillait à la France pour arrêter les empiétements de son ancienne alliée, de fortifier les institutions européennes et de les opposer comme barrière à l'envahissement graduel des Anglais.

(1) V. «Blue-Book». Dépêche de lord Granville, du 19 avril 1884.

(2) Deuxième cabinet Ferry, 21 février 1883 6 avril 1885.

M. Wadington, le successeur à Londres de M. Tissot, eut avec lord Granville de nombreux entretiens. Les deux négociateurs parvinrent à s'entendre et l'accord qui s'établit entre eux fut consigné dans deux notes qu'ils s'adressèrent réciproquement le 15 et le 16 juin 1884. Dans la première, M. Wadington déclarait que le gouvernement français ne songeait en aucune façon à pousser au rétablissement du contrôle anglo-français... « Le condominium est mort, ajoutait-il, et nous n'entendons pas le ressusciter. » (1) L'ambassadeur affirmait, en terminant, qu'on avait à tort attribué à la France l'intention de substituer une occupation française à l'occupation anglaise, le jour où l'Angleterre rappellerait ses troupes et que le gouvernement de la République était prêt à prendre à cet égard les engagements les plus formels.

Ces assurances étaient-elles commandées par l'état des choses ? Les éventualités, manifestement invraisemblables, auxquelles elles se référaient, constituaient-elles les questions connexes qui préoccupaient Jules Ferry ? Assurément non. Elles furent imaginées pour autoriser une déclaration plus justifiée et d'un plus haut intérêt, touchant le point capital qui devait inquiéter le cabinet français : l'évacuation de l'Égypte.

Répondant le 16 juin 1884, à notre ambassadeur, qui n'avait pourtant pas ouvertement touché à ce sujet, lord Granville l'aborde nettement : « Le gouvernement de la reine, dit-il, apprécie l'importance des déclarations faites par votre Excellence au nom du gouvernement français. L'abandon formel de toute pensée de rétablir le condominium et les assurances pour l'avenir que les troupes françaises n'entreraient pas en Égypte sans le consentement de l'Angleterre, ont rendu praticable et grandement facilité un complet et franc échange de vues.

» Le gouvernement de Sa Majesté est satisfait de constater que les deux gouvernements sont d'accord en ce qui

1) Livre Jaune, 1884. Note de M. Wadington, ambassadeur de France à Londres, du 15 juin 1884.

concerne les intérêts que l'Europe a dans la bonne administration et la prospérité de l'Égypte. Rien ne saurait plus clairement démontrer les vues du gouvernement de Sa Majesté sur ce point que la circulaire que j'ai adressée aux représentants de Sa Majesté près les cours des grandes puissances le 3 janvier 1883.

» C'est dans cette dépêche que la déclaration fut faite que le gouvernement de Sa Majesté était désireux de retirer les forces britanniques dès que le permettraient la situation du pays et l'organisation des moyens convenables pour assurer l'autorité du Khédive.

» Le gouvernement de Sa Majesté a maintenu et maintient cette déclaration. C'est avec regret qu'il a vu les circonstances s'opposer au développement des mesures prises en vue de cette évacuation ; il regrette également de constater que le moment n'est pas encore venu, dans l'intérêt de l'ordre et de la paix en Égypte, d'en retirer les forces britanniques.

» Il y a quelque difficulté à fixer une date précise à cette évacuation, d'autant plus que toute période ainsi fixée pourrait à l'épreuve se trouver ou trop longue ou trop courte.

« Mais le gouvernement de sa Majesté afin d'écarter toute espèce de doute à l'endroit de sa politique dans cette affaire, et eu égard aux déclarations faites par la France, s'engage à retirer ses troupes au commencement de l'année 1888, à condition que les puissances seront alors d'avis que l'évacuation peut se faire sans compromettre la paix et l'ordre en Égypte... » (1)

S'il est au procès une pièce qu'il importait de produire, c'est assurément celle-là. La note remise le 17 juin par M. Wadington à lord Granville est aussi essentielle au débat parce qu'elle établit nettement le terrain de la discussion. La voici en entier : « J'ai l'honneur d'accuser réception de la note que votre Excellence a bien voulu

(1) V. « Blue-Book ». Note de lord Granville, du 16 juin 1884.

m'adresser à la date du 16 courant, dans laquelle Elle a exposé les vues du gouvernement de sa Majesté britannique au sujet des affaires d'Egypte et pris acte des déclarations contenues dans ma note du 15. Dans la première partie de la Note, vous traitez la question de l'évacuation et votre conclusion se formule dans l'engagement suivant : « Le gouvernement anglais s'engage à retirer ses troupes au commencement de 1888, à condition que les puissances seront d'avis que l'évacuation peut se faire sans compromettre la paix et l'ordre en Egypte ». Vous abordez ensuite les considérations d'ordre financier et vous rappelez l'origine du contrôle anglo-français, ainsi que les différentes phases par lesquelles il a passé. J'aurais peut être quelques réserves à faire au sujet de la situation réciproque des deux contrôleurs et de l'importance relative de leurs fonctions, mais je me borne à rappeler qu'ils avaient tous deux le même titre, le même rang, les mêmes appointements. Quoiqu'il en soit de ce détail rétrospectif, vous reconnaissez que pour assurer la bonne gestion des finances égyptiennes, il importerait d'étendre les pouvoirs confiés à la commission de la Dette et vous proposez de le faire conformément aux dispositions suivantes : 1^o une fois le budget annuel fixe, la commission de la Dette joindra à ses attributions actuelles le droit d'opposer son veto à toute dépense entraînant une augmentation du budget, sauf pour le cas de force majeure constituant un danger pour la paix et l'ordre. Ce droit s'exercera pour la première fois, sur le budget de 1885, que le Gouvernement britannique se propose de présenter à la conférence et qui sera en quelque sorte, le budget normal de l'Egypte ; 2^o pour la préparation du budget de 1886 et des années suivantes, la commission de la Dette aura voix consultative. Chaque année le budget lui sera communiqué en temps utile ; elle fera ses observations, mais sans pouvoir le modifier de sa propre autorité ; 3^o après le départ des troupes anglaises, la commission de la Dette aura le pouvoir d'inspection financière, de façon à pouvoir assurer la perception régulière et intégrale des revenus ; 4^o le président de la commission de la Dette sera un anglais.

« Vous remarquerez que pour plus de clarté j'ai placé vos propositions dans un ordre un peu différent de celui que vous aviez adopté et qu'au numéro 2, j'ai ajouté un paragraphe destiné à préciser la portée de la voix consultative de la commission ; ce paragraphe vous a d'ailleurs été soumis dans un de nos entretiens et vous l'avez approuvé. Dans la troisième partie de la Note, vous prenez l'engagement de proposer aux puissances et à la Porte, soit pendant l'occupation anglaise, soit au moment de l'évacuation : 1° un projet de neutralisation de l'Egypte ; 2° un projet relatif au canal du Suez conforme aux principes exposés dans votre dépêche circulaire du 8 janvier 1883. Le gouvernement français prend acte de ces deux projets et accepte les différentes propositions contenues dans votre Note du 16 courant et représentant les termes de l'accord intervenu entre nous. » (1)

Nous reprenions donc avec l'Angleterre et sur un ton amical, la conversation interrompue par la dépêche du 4 janvier 1883, dans laquelle M. Duclerc déclarait que la France réservait sa liberté d'action. Fallait-il persister dans cette attitude et refuser d'aller à la conférence ? « Nous ne l'avons pas pensé, disait Jules Ferry à la Chambre (2). La politique du tout ou rien n'est pas meilleure pour les nations que pour les partis. Du jour, où à la suite de faits qui appartiennent à l'histoire, la Chambre a refusé de s'associer à une intervention dans la vallée du Nil, il était manifeste que les combinaisons moitié financières, moitié politiques de 1876 et de 1879 étaient profondément compromises, qu'elles étaient vouées à une ruine prochaine inévitable. Puisque la politique du contrôle à deux devenait impraticable, la sagesse commandait d'aviser et de chercher une autre politique et voici celle à laquelle nous nous sommes arrêtés. L'Egypte n'est ni terre an-

(1) V. Livre jaune, 1884. Note de M. Waddington à lord Granville, du 17 juin 1884.

(2) V. Journal officiel. Débats parlementaires. Séance de la Chambre du 23 juin 1884.

glaise ni terre française, c'est une terre essentiellement internationale et européenne. C'est l'Europe qui l'a fécondée. C'est l'Europe qui a réorganisé sa justice. C'est l'Europe qui lui a donné de bonnes finances. La question d'Egypte n'a jamais cessé et ne cessera jamais d'être avant tout une question européenne. Et qui a plus hautement reconnu cette vérité de droit public européen que le cabinet que préside l'illustre M. Gladstone ? Qui s'est défendu avec plus d'énergie de la pensée d'annexer l'Egypte et d'y fonder un établissement définitif que le cabinet présidé par M. Gladstone ? Qui a parlé de neutraliser ce pays pour assurer, dans l'intérêt du monde entier la liberté du canal, sinon le comte de Granville ? Cet état d'hostilité sourde qui pèse comme une atmosphère lourde et obscure sur les rapports de la France et de l'Angleterre, à propos de l'Egypte depuis deux ans, une entente fondée sur l'équité, sur la justice, entre ces deux grandes nations peut le faire cesser. Il était facile de rassurer l'opinion anglaise qui craignait que la France ne poursuivît à tout prix le rétablissement du contrôle à deux et ne voulût, quand l'Angleterre retirerait ses troupes, substituer l'occupation française à l'occupation anglaise. »

A ce moment il n'était certainement pas téméraire d'espérer pour la France une revanche à sa défection de 1882 et à sa défaite de 1883.

CHAPITRE V.

La Conférence de Londres

La Conférence tint sa première séance à Londres, le 28 juin 1884, sous la présidence de lord Granville.

Elle se trouvait en présence de graves difficultés. Par la loi de liquidation, l'Europe avait reconnu aux créanciers des droits qu'elle ne pouvait violer, car c'eût été

l'abandon pur et simple des garanties, le mépris de l'exécution des contrats, la banqueroute. Lord Granville proposait, dans sa note circulaire, l'émission d'un emprunt de 200 millions pour permettre à l'Egypte de consolider sa Dette flottante et de faire face à divers travaux d'irrigation urgents.

Ces 200 millions (7.561.000 livres égyptiennes), étaient destinés à couvrir les dépenses suivantes d'après le tableau contenu dans la note de lord Granville du 19 avril 1884.

Déficit du budget de 1881.....	161.000 l. égypt.
— 1882.....	850.000 —
— 1883.....	1.635.000 —
— 1884.....	512.000 —
Indemnités allouées ou restant à payer.....	3.950.000 —
Frais d'évacuation du Soudan..	1.000.000 —
Total...	8.108.000 l. égypt.

A déduire :

Encaisse disponible au 1 ^{er} janv. 1881.	547.000 l. égypt.
Emprunt à réaliser..	7.561.000 l. égypt.

Et comme la note circulaire évaluait les travaux indispensables d'irrigation à 1.000.000 de livres égyptiennes, il fallait 8.561.000 livres égyptiennes pour liquider la situation et doter l'Egypte d'un régime financier normal. Enfin, si l'on voulait prémunir le gouvernement égyptien contre de nouveaux emprunts à court terme, toujours très onéreux, au moyen d'un fonds de roulement de 200.000 livres égyptiennes, on atteignait en fin de compte le chiffre de 8.760.000 livres égyptiennes.

On pouvait sans exagération fixer l'intérêt moyen d'un pareil emprunt à 7 0/10 ce qui constituait une charge annuelle de 613.200 l. égypt.

On arrivait ainsi, en tablant sur l'ancien budget reconnu normal de 4.100.000 l. égypt. à évaluer à 4 713.000 l. égypt. le budget de 1885.

Dans ces conditions, les chiffres de recettes présentés par lord Granville étant tenus pour exacts, soit 4.738.000 l. égypt., le budget régulier de l'Égypte après réalisation de l'emprunt était établi de la façon suivante :

Recettes non affectées.....	4.738.000 l. égypt.
Dépenses du budget normal..	4.713.000 —
Excédent de recettes...	25.000 l. égypt.

De cette manière, la situation des créanciers était respectée, sans qu'il fût nécessaire de réduire l'amortissement.

Tout l'intérêt de la Conférence résidait dans l'opposition des projets anglais et français, dans la lutte entre les conseillers techniques, MM. de Blignières, Barrère, de Liron d'Airoles d'une part, et sir Evelyn Baring, MM Cliford et Childers. Pour être valables les décisions de la Conférence devaient être prises à l'unanimité. Or, l'Angleterre exigeait une réduction d'intérêt ; la France y était formellement opposée.

On passa au vote ; le projet anglais fut repoussé, celui de la France fut adopté à l'unanimité moins une voix : celle de l'Angleterre.

Le 2 août, toute entente étant reconnue impossible ; lord Granville déclara que le gouvernement de Sa Majesté ne pouvait accepter les propositions françaises et reprenait sa liberté d'action.

Comme celle de Constantinople, la Conférence de Londres se séparait sans avoir rien résolu. Le jour même, Gladstone en fit l'aveu aux communes. Il se déclara heureux de se retrouver d'accord avec l'opinion publique, dont il semblait s'être un moment séparé. Il attribua à la France, qui demandait qu'en cas de déficit, la commission de la Dette ne pût recourir à la réduction d'intérêt qu'à l'unanimité des voix, la responsabilité de cet échec.

Cette satisfaction ne pouvait être sincère et l'Angleterre n'en demeurait pas moins paralysée. Comme le disait Gladstone aux Communes le 11 août 1884 : « La banque-

route de l'Egypte dominait tout, pénétrait tout, affectait tout. »

Que faire ?

Sur les conseils de lord Northbrook, haut commissaire enquêteur anglais en Egypte, chargé de donner de sages avis au gouvernement égyptien, celui-ci prit une grave détermination. Le 18 septembre 1884, Nubar adressa aux commissaires de la Dette publique, une Note dans laquelle il leur signalait un déficit de 33,000 l. égypt. pour la fin d'octobre et leur annonçait la suspension de l'amortissement. Par décret Khédivial, les revenus dont la loi de liquidation avait décidé l'affectation, cessaient d'être versés à la Caisse de la Dette et devaient être remis au ministère des finances.

C'était une violation très nette de la loi de liquidation. Par cette loi les revenus affectés devaient être intégralement appliqués au service de la Dette ; les revenus non affectés devaient être versés au gouvernement égyptien jusqu'à concurrence d'une certaine somme pour les besoins du budget, plus 7 0/0 pour les frais de perception et de gestion, dont l'excédent devait accroître les ressources de l'amortissement.

On pouvait lire dans le « Standard » du 18 septembre 1884 : « Cette mesure viole le principe fondamental de la loi de liquidation, et met l'Europe en présence d'une rupture manifeste d'un pacte international, prélude d'une vigoureuse politique d'action de l'Angleterre. »

Pure fanfaronnade : l'Angleterre ne pouvait évidemment pas se permettre avec l'Europe le même sans-gêne qu'avec la France.

Le décret Khédivial reçut cependant un commencement d'exécution ; à quoi les commissaires de la Dette, au nom des créanciers français, autrichiens et italiens, répondirent en intentant devant les tribunaux mixtes une action judiciaire contre le Ministre des finances, le président du Conseil, les gouverneurs des provinces affectées et les directeurs des administrations dont les revenus étaient destinés au service de la Dette.

Cette détermination et les notes identiques qui furent

remises à Nubar-pacha par les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de la France et de la Russie, troublèrent visiblement le cabinet britannique.

Son inquiétude s'accrut encore, quand il reçut la nouvelle en décembre que le tribunal de première instance du Caire venait de donner gain de cause aux commissaires de la Dette conformément aux conclusions du ministère public, et de déclarer le ministre des finances, les comptables supérieurs des provinces et des administrations responsables de 27.000.000 de francs versés indûment par eux au Trésor.

De plus, le 11 décembre, l'Allemagne et la Russie demandaient au ministre des affaires étrangères égyptien par l'intermédiaire de leurs agents diplomatiques, à être représentées par des délégués à la Commission de la Dette.

La Grande-Bretagne était isolée, les événements du Soudan lui causaient mille tourments (1), elle céda. Le 23 janvier 1885, notre ambassadeur fut informé que le cabinet Gladstone avait résolu d'accepter les contre-propositions françaises comme base de discussion pour le règlement des affaires égyptiennes. Le 27 janvier il accepta l'admission des deux commissaires allemand et russe dans la commission de la Caisse de la Dette.

Le 18 mars 1885 la Convention de Londres était signée. C'est un des actes importants de l'histoire financière de l'Egypte.

Cet arrangement permettait à l'Egypte de réaliser neuf millions sterling au moyen d'un emprunt garanti par les puissances et de réserver pour le service de cet emprunt une annuité de 315.000 l. st. à prélever comme première charge sur les revenus affectés à la Dette. Toutes les sommes excédant le montant nécessaire au paiement des intérêts furent appliquées à un fonds d'amortissement sup-

(1) En décembre 1884, Karthoum, la capitale du Soudan, tombait aux mains du Mahdi et de ses partisans ; Gordon était tué.

plémentaire ne dépassant pas un maximum annuel de 90.000 l. sterling.

Ce capital fournissait la possibilité non seulement de payer les indemnités d'Alexandrie et de combler les déficits accumulés de 1882-1883-1884, mais laissait disponible un million de livres pour l'exécution des travaux d'irrigation. (1)

D'un autre côté, la Convention de Londres adoptait un nouveau principe pour la répartition des revenus de l'Egypte entre le Gouvernement et la Caisse, ou en d'autres termes, entre le service de la Dette et les dépenses administratives. Le défaut de la loi de liquidation était de faire de la Dette consolidée une véritable ogresse, comme dit M. Alfred Milner. Dans le désir naturel, mais exagéré, de réduire les énormes obligations du pays, les auteurs de cette loi n'avaient pas gardé en réserve de quoi parer aux besoins immédiats du Gouvernement ; la Convention de Londres remédia très ingénieusement à cette erreur. Elle ne diminua en rien la part des revenus affectés à la Dette et les garanties des créanciers ne subirent aucune atteinte ; mais reconnaissant que les revenus destinés au paiement des dépenses administratives étaient insuffisants, elle stipula que l'intérêt une fois payé, le Gouvernement, dans des limites nettement déterminées, pourrait prétendre au surplus des fonds reçus par la Caisse. Les dépenses administratives furent autorisées jusqu'à

(1) Il peut sembler contraire à toutes les règles de la prudence financière qu'un pays, déjà ruiné par des dépenses excessives et des emprunts extravagants, se mette, en cet état d'insolvabilité, à emprunter encore et à emprunter non point pour liquider ses dettes mais pour se lancer dans des dépenses nouvelles. C'est à peine, en effet, si une semblable politique est défendable une fois sur cent. L'objection disparaît si l'on considère que c'était pour l'Egypte une question de vie ou de mort de mettre en bon fonctionnement les grands ouvrages sur lesquels repose l'irrigation du Delta et pour le faire il fallait dépenser un capital que le budget normal du ministère des travaux publics était loin de pouvoir fournir.

concurrence d'un certain chiffre (5.237.000 l. sterling), la Caisse demeurant obligée, une fois le coupon payé, de couvrir les dépenses autorisées si les ressources du Gouvernement venaient à être insuffisantes. En outre, si après avoir couvert le déficit, la Caisse avait encore un excédent, celui-ci devait être partagé par moitié entre la Caisse dont la part allait à l'amortissement et le Gouvernement qui pouvait disposer de la sienne pour n'importe quel objet.

Le 27 mars 1885, après un débat qui dura deux jours, la Chambre des communes adopta la convention par 294 voix contre 246.

Certes, la machine était peu commode à manœuvrer, mais elle mettait un terme à l'anarchie financière qui paralysait tous les services administratifs. De plus, et ce résultat était plus appréciable, la France était parvenue à replacer les affaires égyptiennes sur le terrain international (1) en faisant reconnaître le principe de l'intervention européenne.

CHAPITRE VI.

L'Angleterre songe à tenir sa promesse. — Les négociations Drumond Wolff.

Dans toutes ces négociations, on n'avait pas touché à la question de l'évacuation de l'Égypte par les troupes anglaises. Honnêtement la France n'y pouvait faire aucune allusion. Elle avait pris acte de la promesse souscrite le 16 juin 1884 par l'Angleterre de retirer ses régiments dans le commencement de l'année 1888; elle devait

(1) M. Gladstone l'avait cependant crié à la Chambre des Communes.

attendre cette échéance. C'est ce qui explique que malgré la faveur des circonstances, personne n'ait songé à inquiéter le gouvernement anglais.

L'initiative devait venir de lui.

Lord Salisbury avait remplacé Gladstone aux affaires, le 9 juin 1885. Dès le 6 juillet, ils'expliquait à la Chambre des lords sur la nécessité qu'il y avait à régler le plus rapidement possible les difficultés à la fois militaires, politiques et financières dont l'Egypte était le théâtre.

Le but de lord Salisbury était d'arriver avec la Turquie à une entente qui pût apaiser la violente et toujours croissante jalousie que la Porte ressentait de l'occupation anglaise et pour cela de limiter l'étendue et la durée de l'occupation tout en assurant le maintien et le développement des réformes déjà commencées. Plus exactement encore, le projet de l'Angleterre était de se faire délivrer par la Porte un mandat régulier d'intervention en Egypte, dont elle eût pu se servir pour triompher de l'hostilité générale.

Une mission fut donc confiée à sir H. Drummond Wolff. Il arriva à Constantinople le 22 août 1885 comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès du Sultan « avec une mission spéciale se rapportant aux affaires d'Egypte ».

On avait espéré au quai d'Orsay que sir H. D. Wolff s'arrêterait à Paris et qu'ainsi M. de Freycinet pourrait avoir avec lui un entretien. Mais il paraît que le Commissaire anglais était engagé par sa promesse d'être à jour fixe à Vienne.

Reçu en audience solennelle par le Sultan le 29 août, sir H.-D. Wolff exprima l'espoir que son auguste interlocuteur saurait suggérer à ses représentants une solution des affaires d'Egypte qui pût recevoir le concours de l'Angleterre.

Mais comment s'entendre ? Comment concilier la souveraineté du Sultan, l'occupation anglaise et les droits des puissances dans la vallée du Nil ?

On perdit près de deux mois en négociations inutiles;

finallement le 24 octobre 1885, on s'entendit sur la convention préliminaire suivante :

Un Haut-commissaire ottoman et un Haut-commissaire anglais seraient envoyés en Egypte avec mission de se concerter avec le Khédive pour réorganiser l'armée égyptienne et étudier les changements qu'il pouvait être nécessaire d'introduire dans l'administration civile..... Aussitôt qu'il ne resterait plus dans l'esprit des deux Hauts-commissaires aucun doute au sujet de la bonne marche et de la stabilité du gouvernement égyptien, ils présenteraient des rapports à leurs gouvernements respectifs qui se consulteraient pour conclure une convention réglant l'évacuation de l'Egypte par les troupes anglaises dans un délai convenable.

L'Egypte avait tant vu passer de commissions d'enquête, financières, politiques, internationales, anglo-françaises, ottomanes, qu'il eût fallu un optimisme aveugle pour espérer que des conciliabules des deux Hauts-Commissaires, naîtrait le salut.

Les deux Hauts-Commissaires envoyés en Egypte aux termes de la convention, furent Mouktar-pacha (1) pour la Turquie, et sir H. Drummond Wolff lui-même pour l'Angleterre.

L'enquête des deux délégués dura plus d'un an. M. de Freycinet était de nouveau président du conseil depuis le 7 janvier 1886. Par l'entremise de M. de Montebello, il conseilla au Sultan la réorganisation de l'armée égyptienne, avec des cadres en partie ottomans, en lui donnant l'assurance que la France était opposée à la présence d'une puissance quelconque en Egypte.

Arrivés au Caire les deux Hauts-Commissaires, sous la direction du Khédive, se mirent à l'étude de la réorganisation de l'armée égyptienne. Sans tarder, le 6 février 1886, Mouktar déposa son rapport sur le budget de l'ar-

(1) Mouktar-pacha resta en Egypte comme haut-commissaire impérial jusqu'au mois d'avril 1900. Il ne touchait plus de solde. Il revint à Constantinople, en disgrâce.

mée et la formation d'une armée de 16.000 hommes de troupes et de 6.700 gendarmes. Certains passages de ce rapport sont extrêmement intéressants. Voici le principal : « Le Soudan étant une dépendance de l'Egypte et faisant, par conséquent, partie intégrante de la Turquie, le Nil étant la vie même de l'Egypte, qui doit le surveiller ainsi que les contrées qu'il traverse, il est indispensable de trouver un point quelconque de nature à former une barrière à l'insurrection et à servir de point de départ aux mesures de pacification. Ce point géographique capital est : Dongola. Il faut donc le reprendre et pour cela avoir l'assistance d'une force armée, et l'on se trouve ainsi en présence d'un problème de première importance : celui de déterminer l'effectif et le mode de formation de cette force. Les différentes phases de l'insurrection ont démontré que les Soudanais resteront inaccessibles à toute tentative de pacification, tant qu'ils se trouveront en présence de troupes anglaises ou anglo-égyptiennes. L'insurrection continuera tant que les Soudanais auront affaire à des troupes non musulmanes. Le seul remède est donc la réorganisation de l'armée égyptienne composée exclusivement d'égyptiens et commandée par des officiers égyptiens ou par des étrangers qui, en raison de leurs longs services dans l'armée égyptienne, peuvent être considérés comme des indigènes.

« Quant à l'effectif, suivant les informations des autorités compétentes, il devra être de 16.894 combattants. Une armée si peu considérable n'ayant pas besoin d'avoir à sa tête un ministre de la guerre et un commandant en chef, une seule autorité suffirait, et ainsi serait réalisée une économie notable en substituant au sirdar un chef d'état-major, placé sous l'autorité du ministre de la guerre. L'entretien de cette armée coûtera 415 000 L. E. Le budget de la guerre est déjà de 130.000 L. E. ce qui avec les 200.000 L. E. que coûte l'armée anglaise d'occupation fait 330.000 L. E. Il reste 85.000 L. E. qui pourront être facilement trouvées, grâce à des économies sur d'autres branches de l'administration.

« Aussitôt cette armée organisée, les troupes anglaises devront se retirer de la frontière soudanaise pour y être remplacées par l'armée nouvelle qui reprendra Dongola. » (1)

Mouktar pacha, on le voit, prenait son rôle au sérieux ; le malheur est que sir Drummond Wolff ne voulant que gagner du temps, trouvait que son collègue allait trop vite en besogne. A Londres, on considéra le projet Mouktar comme inacceptable.

Dans les premiers jours de mars 1886, H. D. Wolff, sur l'ordre de Gladstone, (2) proposa à Mouktar-pacha la retraite des troupes égyptiennes à Ouadi-Halfa et des troupes anglaises à Assouan. Le commissaire ottoman refusa de reconnaître Wadi-Halfa comme frontière de l'Égypte, il refusa aussi d'admettre comme on le lui demandait que l'effectif de l'armée égyptienne fût fixé à 12.000 hommes, et que le sirdar avec les officiers fussent anglais.

Chacun persistant à ne rien céder à l'adversaire, les négociations traînaient lamentablement en longueur.

Sur ces entrefaites, en juin 1886, Gladstone perd le pouvoir. Lord Salisbury le remplace. Il donne à sir D. Wolff l'ordre de suspendre momentanément les pourparlers.

Le haut-commissaire anglais revint à Londres. En janvier 1887, il en repartit pour Constantinople, chargé, une fois encore, d'une mission extraordinaire ayant pour but d'entamer avec la Porte des pourparlers afin d'imposer à l'Égypte une sorte de neutralisation.

Les instructions qu'il emportait et qui étaient l'œuvre de lord Salisbury étaient conçues dans les termes suivants : « Le sultan presse le gouvernement de la Grande-Bretagne de fixer une date pour l'évacuation de l'Égypte

(1) V. Cocheris. op. cit., page 208.

(2) Le cabinet Gladstone avait remplacé aux affaires le cabinet Salisbury, le 30 janvier 1886.

et cette demande est notoirement appuyée par une et peut être par deux puissances européennes. (1)

Le gouvernement de Sa Majesté est très désireux de lui donner satisfaction sur ce point ; mais il ne peut fixer pour l'évacuation même une date éloignée tant qu'il n'aura pas fait le nécessaire pour que après cette date la paix intérieure et extérieure de l'Egypte soit assurée.

L'objet que les puissances européennes ont en vue et que le gouvernement de sa Majesté n'a pas moins à cœur d'atteindre, peut être défini d'une manière générale par cette formule « La neutralisation de l'Egypte » ; mais une neutralisation, avec la réserve expresse que la sécurité et la permanence de tout l'arrangement soient assurées et que le gouvernement anglais conserve le droit de garder et de protéger l'ordre des choses créé par l'action militaire et les grands sacrifices de son pays. Assurément, à la condition que le gouvernement de l'Egypte soit à même de maintenir cette solution et que des désordres ne viennent troubler ni l'administration de la justice, ni l'action du pouvoir exécutif, il est hautement à désirer qu'aucun soldat appartenant à une nation étrangère ne puisse fouler le sol égyptien, excepté dans le cas où il serait nécessaire d'emprunter le passage par terre pour aller d'une mer à l'autre ; et le Gouvernement de sa Majesté admettrait volontiers que cette disposition fût appliquée une fois l'évacuation effectuée, aux troupes anglaises aussi bien qu'à celles des autres pays, mais sous la restriction pour l'Angleterre de n'y être soumise que durant les temps de tranquillité, étant bien entendu que si la Grande-Bretagne évacue spontanément et de bonne volonté le pays, elle garderait par traité le droit d'intervention si, à un moment donné, la tranquillité intérieure ou la sécurité extérieure venaient à être sérieusement menacées. La nature onéreuse de ce privilège écarterait du reste tout danger

(1) La France et la Russie.

qu'on en fit usage à moins que les circonstances ne vins-
sent à l'exiger impérieusement ». (1)

Ces instructions reproduisaient dans leur esprit les
déclarations que plusieurs semaines auparavant, lord
Salisbury avait faites à notre ambassadeur à Londres :
« Nous ne demandons qu'à sortir honorablement de
l'Egypte... Nous sommes décidés à évacuer... Mais au
moment de l'évacuation, nous demanderons à l'Europe
de fixer un terme pendant lequel nous aurons le droit de
réoccupation en cas de troubles ». (2).

M. de Freycinet s'était aussitôt emparé de ces promes-
ses et le 8 novembre 1886, il avait exprimé l'opinion que
l'évacuation devait comprendre deux phases : l'une de
préparation consacrée à la réorganisation de l'armée
Khédiviale et à l'étude des réformes administratives et
financières ; l'autre d'*exécution* après laquelle l'Angle-
terre en cas de désordres, pourrait, sous certaines con-
ditions déterminées, faire rentrer ses troupes en Egypte.

Ce programme était parfaitement précis. Trop peut-
être.

Bien entendu ce qui importait le plus à la Porte, c'était
l'évacuation de l'Egypte. Elle tenait essentiellement à
une promesse ferme à ce sujet et se refusait absolument
à toute discussion sérieuse avant de l'avoir obtenue.
Vainement, au nom de son gouvernement, sir D. H. Wolff,
propose à Saïd-pacha la neutralisation de l'Egypte sans
laquelle la neutralisation du canal de Suez, si désirable,
ne saurait être effective ; la réponse de la Porte est inva-
riablement la même : « Evacuez l'Egypte ».

Il n'y avait aucune raison pour que cela ne durât pas
indéfiniment.

(1) V. « Blue-Book », 1887, 15 janvier 1887.

(2) V. « Blue-Book », 3 novembre 1886.

CHAPITRE VII.

La Convention de Constantinople. — Le droit de réoccupation de l'Angleterre. — L'irréductible opposition de la France.

De guerre lasse, le grand vizir soumit à sir H. D. Wolff, un plan transactionnel qui tout en spécifiant l'évacuation, admettait en principe, le droit de réoccupation de l'Angleterre et la présence prolongée de ses officiers en Egypte.

Le débat s'engage immédiatement sur ce projet et sur la date de l'évacuation. On marchanda pendant un mois, la Turquie pressée d'être enfin maîtresse chez elle, rapprochant autant que possible l'heure du départ, l'Angleterre, au contraire, l'éloignant ridiculement. (1)

Finalement, le 22 mai 1887, l'entente prit corps sous le nom de Convention de Constantinople.

Il en résultait l'obligation pour les troupes anglaises de quitter l'Egypte dans un délai de trois ans, à moins qu'à ce moment, la probabilité d'un danger intérieur ou extérieur ne nécessitât l'ajournement de l'évacuation, auquel cas le retrait s'effectuerait dès que le danger aurait disparu. Deux ans après l'évacuation, la surveillance générale exercée par la Grande-Bretagne sur l'armée égyptienne cesserait et l'Egypte jouirait de l'immunité territoriale.

La convention une fois ratifiée, les puissances seraient invitées à reconnaître et à garantir l'inviolabilité du territoire égyptien. « Toutefois, disait le texte, le Gouvernement impérial ottoman pourra user du droit d'occuper militairement l'Egypte, si l'ordre ou la sécurité étaient

(1) Sir H. D. Wolff avait été autorisé le 1^{er} avril 1887 à fixer la date du retrait des troupes anglaises à trois ans pour le Caire, cinq ans pour le reste de l'Egypte.

troublés, ou si le Kédive refusait soit ses devoirs envers la cour suzeraine, soit ses obligations internationales.

« De son côté le gouvernement de sa Majesté est autorisé par la présente Convention à envoyer en Egypte dans le cas susmentionné, des troupes qui prendront les mesures nécessaires pour parer aux dangers. Dans l'exécution de ces mesures, les commandants militaires agiront avec tous les égards dus au pouvoir souverain.

« Les troupes ottomanes aussi bien que les troupes anglaises seront retirées dès que les causes qui avaient nécessité leur intervention auront cessé d'exister.

« Si le gouvernement ottoman se trouvait empêché d'envoyer des troupes en Egypte, il devra y déléguer un commissaire qui y restera pendant toute la durée du séjour des troupes anglaises et de leur commandant ». (1)

Un autre article stipulait que la Grande-Bretagne et la Turquie inviteraient les grandes puissances d'abord et ensuite toutes celles qui avaient conclu des arrangements avec le Khédiviat ou y avaient adhéré, à donner leur approbation à la convention. Au document principal fut annexée une déclaration du plénipotentiaire britannique, énonçant qu'au cas où, dans le délai de trois années, fixé pour le retrait des troupes l'une des grandes puissances méditerranéennes n'aurait pas accepté la Convention, la Grande-Bretagne considérerait ce fait comme constituant un danger extérieur de nature à justifier l'ajournement de l'évacuation.

Naturellement le point capital en toute cette affaire était la reconnaissance par le sultan du droit de la Grande-Bretagne de réoccuper l'Egypte dans certains cas. Le sultan, il est vrai, se réservait le même droit et cette réserve n'avait aucun sens, la Turquie étant Puissance souveraine, par rapport à l'Egypte, maîtresse par conséquent d'intervenir à toute heure et de toutes manières, pourvu qu'elle respectât la lettre des conventions internationales antérieures. Au surplus, comme la Turquie n'est

(1) Cité par Cocheris, op. cit., page 218.

jamais prête à agir à l'improviste, cette réserve n'était pas pratiquement une grande valeur. Evidemment s'il y avait de nouveaux troubles, c'est à la Grande-Bretagne qu'il appartiendrait de les réprimer.

Le gouvernement britannique avait même poussé la perspicacité jusqu'à prévoir cette éventualité et il avait fait ajouter que, dans le cas où le gouvernement ottoman se trouverait empêché d'envoyer des troupes en Egypte, il y déléguerait un représentant.

Cette clause de réoccupation, contenue dans l'article 5 de la convention, rencontra l'opposition de la France. Ici se place un incident qui révèle chez les ministres ottomans une mentalité spéciale. Le lendemain de la signature de la Convention du 22 mai, le grand vizir Kiamil-pacha vint prendre le thé à l'ambassade de France et informa M. de Montebello que les ministres ottomans avaient approuvé le texte de la Convention qui allait être soumis à la ratification du Sultan. M. de Montebello demanda sur-le-champ des instructions au quai d'Orsay. On était, à Paris, en pleine crise ministérielle (1). M. Flourens, qui avait succédé à M. de Freycinet comme ministre des affaires étrangères et faisait partie du ministère démissionnaire, ne voulut pas assumer la responsabilité d'engager la politique de son successeur.

Il répondit qu'il ne pouvait pas donner des indications précises, que certains points de la Convention étaient discutables, mais que d'autres étaient absolument inacceptables, et que dans ces conditions, M. de Montebello ne courait aucun risque d'être désavoué en faisant ses réserves les plus expresses au sujet de l'article 5.

A cela, Kiamil-pacha répondit que la protestation de la France changeait la face des choses et qu'il allait réfléchir à la situation qu'elle créait.

Kiamil eut cependant l'audace d'affirmer, dans le rap-

(1) M. de Freycinet, au pouvoir depuis le 7 janvier 1886, avait été renversé le 3 décembre 1886. Le cabinet Goblet, constitué le 11 décembre 1886, avait été renversé le 17 mai 1887.

port qu'il adressa au Sultan en vue d'obtenir la ratification de la Convention, que la France n'y faisait aucune objection et que son adhésion était certaine.

Il y avait là un mensonge injurieux pour la France et aussi dans le fait de cacher sciemment à son souverain, l'opinion d'une puissance, une véritable trahison.

Le 30 mai, le Cabinet Rouvier était constitué. Le même jour, M. Flourens qui conservait le ministère des affaires étrangères déclarait que le Gouvernement français ne pouvait adhérer à la Convention soumise à la ratification du Sultan. Il se prononçait pour le projet primitivement élaboré par la Porte fixant à trois années le délai d'évacuation et à deux années ultérieures le droit de réoccupation consenti à l'Angleterre en cas de troubles.

La Russie pareillement protestait contre l'article 5. Devant cette énergique attitude, Kiamil pacha proposa de modifier ledit article en ce sens que l'intervention anglaise serait considérée simplement comme un appui prêté au gouvernement Ottoman. Le sens de cette formule était celui-ci : le débarquement des troupes britanniques sera subordonné à l'assentiment de la Porte.

Lord Salisbury demeura intraitable. Il désirait que les troupes anglaises si elles étaient appelées à agir en Egypte eussent les mains libres.

Jusqu'à ce moment, le Sultan n'avait pris aucune part à la discussion. Brusquement, il pria M. de Montebello de venir s'entretenir avec lui de la situation. Il lui confia son embarras en présence de l'attitude des ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche qui lui conseillaient de céder aux demandes de l'Angleterre pour éviter l'occupation perpétuelle de l'Egypte par elle.

A l'issue de son entrevue avec notre ambassadeur, le Sultan exprima le désir de conserver un résumé écrit de la conversation qui venait d'avoir lieu.

Ce résumé rédigé par un des secrétaires du Sultan, fut présenté à M. de Montebello qui remarqua que le souverain avait traduit plus vigoureusement encore, l'énergie de ses observations. C'était bon signe.

Le 15 juin, Abdul-Hamid fit rappeler sir H. D. Wolff

et l'informa, qu'en présence des objections faites par les ambassadeurs de France et de Russie, il ne pouvait ratifier une convention qui le brouillerait avec cette dernière puissance. En conséquence, il proposa pour l'article 5 la rédaction suivante : « En cas de troubles intérieurs en Egypte ou de danger extérieur, le gouvernement ottoman prendra immédiatement les mesures nécessaires pour réprimer les désordres et écarter les dangers, en y envoyant ses propres troupes. Cependant, s'il en était empêché par d'autres événements et s'il se trouvait dans le cas de recourir au concours du gouvernement anglais, il y ferait appel ».

Lord Salisbury refusa d'adhérer à cette modification d'une clause considérée comme essentielle et télégraphia au commissaire anglais : « Le gouvernement anglais n'a pas l'intention d'évacuer l'Egypte sans être parfaitement sûr que l'ordre social qu'on y a rétabli ne sera pas remis en danger par des attaques extérieures ou des troubles intérieurs ». (1) Il concluait en disant que la Grande-Bretagne ne pouvait faire d'autres concessions que celles respectant le sens primitif du projet de convention.

Nouvelles démarches de sir H. D. Wolff; de la part du Sultan, nouvelles demandes de délai. Abdul-Hamid était soumis à un véritable siège. Il était littéralement la proie des diplomates qui s'acharnaient après lui pour lui arracher une promesse, l'accablaient de conseils de toutes sortes, offerts gratuitement dans l'intérêt de la gloire et de l'intégrité de la Turquie. M. de Nélidof lui représentait que la Russie avait toujours reconnu la souveraineté du Sultan dans la vallée du Nil ; elle s'était jointe autrefois à la Grande-Bretagne pour la défendre contre Méhémet-Ali. Elle n'avait jamais approuvé le condominium. Sa politique était donc invariablement loyale et désintéressée. Les ambassadeurs d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie lui conseillaient chaleureusement d'accepter, sans y rien changer, une convention qui lui donnait

(1) V. Blue-Blook, 17 juin 1887.

au même titre que l'Angleterre le droit d'intervenir militairement chez lui, avantage inespéré, situation splendide pour un homme habitué à n'être pas maître dans sa maison.

L'Angleterre laissait plaider sa cause par la Triple-Alliance et M. de Montebello usant de menaces et de séductions adressait au Sultan le billet suivant écrit en turc : « Sire, le gouvernement français est décidé à ne pas accepter la situation qui résulterait de la convention égyptienne. En cas de ratification, il consacrerait son attention à ses intérêts particuliers que la rupture de l'équilibre dans la Méditerranée compromettrait, et, dans ce but, il prendrait les mesures nécessaires pour les protéger. Au contraire, c'est-à-dire si votre Majesté impériale ne ratifie pas la convention sus-mentionnée, l'ambassadeur de France est autorisé par son gouvernement à donner à votre Majesté impériale l'assurance formelle et catégorique que le gouvernement français protégera et garantira votre Majesté contre les conséquences quelles qu'elles puissent être, qui pourraient résulter de la non-ratification en question. En conséquence, votre Majesté impériale n'étant plus exposée à aucun doute en cette affaire, non seulement donnera pleine satisfaction à la population musulmane, en ne ratifiant pas cet engagement qui lui cause tant d'inquiétude et de trouble, mais confirmera et fortifiera par là les liens d'amitié qui existent entre votre empire et la France. Comme la politique désintéressée de la France peut seule protéger l'Empire Ottoman contre les empiétements et les visées ambitieuses de l'Angleterre, le maintien de l'amitié de la France doit être considéré par Votre Majesté comme lui étant plus avantageux »..(1)

Le sultan ne sachant quel « ours » prendre demandait invariablement du temps pour réfléchir. La situation du commissaire britannique, régulièrement éconduit avec prière de repasser, devenait ridicule.

(1) V. Cocheris, op. cit., page 225.

On le sentit en Angleterre et le 15 juillet M. Bryce se plaignit que la mission Wolff durait depuis trop longtemps et coûtait trop cher au Trésor. Il déclara que le rappel de sir H.-D. Wolff s'imposait et qu'il était honteux pour l'Angleterre de voir un représentant donner des sérénades sous les fenêtres du Sultan en attendant que sa Hautesse daignât se présenter.

Le dernier et irrévocable délai consentit au Sultan expirait le 15 juillet. Il avait remis à ce jour les audiences accordées au plénipotentiaire britannique et à l'ambassadeur d'Allemagne. Ce dernier, regu à Yildiz-Kiosk, insista vainement pour amener Abdul-Hamid à donner sa signature.

Quant à sir H.-D. Wolff, il attendit toute la journée l'avis de son audience. Vers 7 heures du soir, Artin-effendi, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, se présenta pour lui faire une communication. Sir H.-D. Wolff lui répondit que l'heure était trop tardive et que ses instructions lui ordonnant de quitter Constantinople le 16, il partirait à minuit,

Tout était rompu.

Inutilement Rustems-pacha, ambassadeur de Turquie près la Grande-Bretagne, essaya de continuer les négociations à Londres. Lord Salisbury lui répondit avec quelque mélancolie que du moment que le Sultan subissait l'influence d'autres conseillers, au point de désavouer un arrangement qu'il venait à peine de sanctionner, tout nouvel accord, manifestement, serait condamné à subir le même sort que la dernière convention.

En Angleterre, on paraissait enchanté de la rupture des négociations. Les *Daily News* disaient : « Nous n'avons jamais songé à regretter un traité qui d'après les versions autorisées, n'était qu'une bévue malheureuse et inopportune. » (1) Et lord Salisbury concluait par un télégramme adressé à sir W. Withe, ainsi conçu : « L'Angleterre restera en Egypte jusqu'au moment où le cabinet de Londres

(1) V. le *Daily-News*, 16 juillet 1887.

aura acquis la conviction que le gouvernement Egyptien est assez fort pour écarter lui-même les dangers intérieurs et extérieurs dont l'Angleterre a cherché à prémunir l'Egypte au moment de la Convention. La responsabilité de l'avenir retombera sur la Turquie. » (1)

Si le premier avait osé dire toute sa pensée, il aurait ajouté que la France partagerait cette responsabilité.

M. Flourens se défendit par anticipation de cette accusation, dans une dépêche-circulaire, adressée aux représentants de la République à l'étranger, où à côté de certaines inexactitudes, (2) je relève les réflexions suivantes parfaitement justes. « Ce projet de Convention avait deux torts : 1° Il partageait entre le sultan et une Puissance chrétienne, la suzeraineté de l'Egypte et en qualité de Puissance méditerranéenne nous ne pouvions accepter cette atteinte aux droits du Sultan, qui eût eu un contre-coup redoutable ; 2° On n'y apercevait pas une date certaine où l'Angleterre ayant terminé son œuvre de réorganisation, rentrerait dans le droit commun européen. Dans la Convention la date d'évacuation était indiquée sous condition potestative, au gré de l'Angleterre seule ce qui rendait le contrat nul en fait et en droit. Il est facile, si des négociations sont reprises, d'éviter ces inconvénients et la France s'y prêtera de tout son pouvoir, car sa politique n'a rien d'hostile à l'égard de celle de lord Salisbury, et n'a en vue que de rechercher, relativement à l'Egypte, une solution à laquelle toute l'Europe est intéressée, mais qui touche particulièrement la France et l'Angleterre dans leurs rapports avec l'Empire Ottoman et dans leurs rapports entre elles. » (3)

En somme, l'Angleterre n'avait pu obtenir de la Porte ni des Puissances le mandat licite de se faire la tutrice de l'Egypte.

(1) V. Blue-Book, 20 juillet 1887.

(2) M. Flourens disait notamment : « Nous avons voulu éviter l'apparence même d'une immixtion personnelle dans les pourparlers. — Nous ne nous sommes pas mêlés du débat. »

(3) V. Cocheris, op. cit., page 228.

C'était pour elle un échec. Il n'était pas sûr que ce fût une victoire pour la France. Depuis bien des années déjà, nous avions en effet, perdu la force d'imposer en Egypte notre volonté. Il eut été, pour cette raison sage, de baser nos désirs sur nos moyens et d'accepter les concessions qu'on nous offrait en essayant de les obtenir aussi importantes que possible, sans risquer cependant, par d'imprudentes exagérations, d'en compromettre le succès. Nous avions préféré à cette politique de menus profits, celle du tout ou rien qui ne pouvait que nous conduire à des déceptions cruelles.

CHAPITRE VIII.

La conversion de la Dette. — L'hostilité de la France.

Pendant près de deux ans (1) toute conversation fut bannie, relativement aux affaires d'Egypte, entre la France et l'Angleterre. Le silence du gouvernement français n'impliquait nullement une approbation de l'occupation anglaise ; la France attendait seulement l'occasion de récriminer une fois de plus contre une situation qu'elle avait indirectement créée, et d'essayer de réparer l'irréparable atteinte portée à son prestige et à ses intérêts.

Ce fut le projet de conversion de la Dette qui fournit l'occasion souhaitée.

Il s'agissait de créer une Dette privilégiée 4 010, jouissance du 16 juillet 1889, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour convertir ou rembourser, en espèces et au pair, les titres en circulation de l'emprunt 4 112 pour 100 du 30 avril 1888 (2) et enfin pour produire une somme

(1) De juillet 1887 à avril 1889.

(2) Emprunt 4 112 .1^o de 2,330,000 livres sterling pris par MM. de Rothschild et Bleichröder au cours de 93 et dont le produit était principalement destiné à un règlement avec les membres de la famille Khédiviale. Ceux-ci renoncèrent aux pensions qui leur avaient été accordées et reçurent en échange des sommes d'argent et aussi des propriétés que le Trésor dut racheter à cet effet de l'administration des domaines.

réelle de 1.200.000 l. E.

Le consentement unanime des puissances était indispensable à toute réforme financière ; la France refusa le sien jusqu'à ce que l'Angleterre eût fixé la date de l'évacuation. M. Spuller qui dirigeait alors la politique extérieure de la République (1) informa lord Salisbury que la France n'envisageait pas alors la conversion comme un acte essentiellement financier. « En Egypte, disait-il, les questions financières n'ont jamais été considérées en dehors des questions politiques. Cette distinction aurait aujourd'hui moins de raison d'être que jamais, car le projet de conversion est une marque éclatante des progrès faits par l'Egypte dans l'ordre politique aussi bien que dans l'ordre économique. Il semble donc que le moment soit venu pour l'Angleterre de réaliser les promesses d'évacuation qu'elle nous a faites si souvent ». (2).

Le 5 juin, lord Salisbury répondit que l'amélioration financière due à l'Angleterre, disparaîtrait avec elle et que si on annonçait le départ des troupes britanniques, la conversion, par suite de l'absence de toute sécurité, deviendrait impossible, d'autant plus que les invasions des Derviches étaient toujours à redouter.

C'était un admirable cercle vicieux : « Tout va bien, partez » disait la France à l'Angleterre. « Oui 'mais, si je pars, tout ira mal » répondait Albion.

Le 7 juin 1889, M. Spuller adressa à notre ambassadeur à Londres, M. Wadington, la dépêche suivante : « Dites à sa Seigneurerie que nous avons cru les progrès de l'Egypte plus réels et plus solides qu'il ne nous les présente. Nous étions d'autant plus disposés à regarder ces progrès comme assez avancés pour permettre l'évacuation que, dans les négociations de 1884, le gouvernement anglais avait indiqué l'année 1888 comme date à peu

(1) M. Spuller, ministre des affaires étrangères, dans le cabinet Tirard (22 février 1889 — 14 mars 1890.)

(2) Livre Jaune. M. Spuller à M. Wadington Note du 1^{er} juin 1889.

près certaine de cette opération. Si lord Salisbury a des craintes sérieuses au sujet de l'Égypte, il comprendra que le projet de conversion nous présente un aspect nouveau et différent de celui sous lequel nous l'avons d'abord aperçu. Nous avons à nous demander si en consentant à la conversion nous n'exposerions pas les intérêts de nos nationaux dans un pays dont l'avenir reste aussi incertain. A nos yeux la conversion ne peut être qu'une marque de confiance et nous sommes surpris que cette confiance fasse précisément défaut au gouvernement anglais ». (1)

Au cours de son entrevue avec M. Waddington, lord Salisbury estima que le gouvernement français ne tenait pas un compte suffisant des sacrifices faits par l'Angleterre et que les ministres de la reine refusaient de lier la question de l'évacuation à celle de la conversion de la Dette.

Dans ces conditions il était difficile d'aboutir. Et vraisemblablement il eût fallu renoncer une fois encore à toute entente, (2) si M. Ribot n'avait remplacé M. Spuller aux affaires étrangères (3).

Plus conciliant, M. Ribot se montra disposé à accueil-

(1) V. Livre jaune. Dépêche de M. Spuller à M. Waddington, du 7 juin 1889.

(2) M. Spuller désirait en effet deux choses : 1° l'affectation des bonis de la conversion à un fonds de guerre et de police destiné à augmenter l'effectif de l'armée égyptienne après le départ des troupes anglaises ; 2° nomination d'une commission anglo-française chargée de contrôler l'emploi des sommes réalisables et affectées à de nouveaux travaux publics, sorte de résurrection bâtarde du vieux condominium à laquelle l'Angleterre ne pouvait acquiescer.

D'un autre côté, le gouvernement égyptien ayant lié l'abolition de la corvée, réforme populaire entre toutes, à l'acceptation de la conversion par les puissances, M. Spuller refusa fermement, malgré le projet annoncé par Riaz-pacha d'imposer en cas de rejet toutes les terres d'Égypte afin de réaliser la réforme. Ce fut certainement une politique malheureuse que celle qui consistait à se venger sur l'Égypte des méfaits de l'Angleterre.

(3) Ribot, ministre des affaires étrangères, dans le quatrième cabinet de Freycinet (17 mars 1890 — 18 février 1892).

lir favorablement les propositions de Tigrane-pacha et de M. Palmer, conseiller anglais du ministère des finances, relatives aux conversions de la Dette privilégiée, de la Daïrah et de l'emprunt de 1888-

Une longue note du 3 mai 1890, exposa la nouvelle attitude du gouvernement français, qui confiant dans le succès des négociations entamées par le cabinet de Saint-James avec la Porte, s'était trouvé amené à penser qu'il n'y avait pas lieu de subordonner la conversion à une entente sur l'emploi des sommes provenant de cette opération.

La France se borna à demander que les sommes non employées fussent versées entre les mains des commissaires de la Dette, jusqu'à ce qu'une détermination fût prise par le gouvernement égyptien et les Puissances signataires de la Convention de Londres, relativement à l'emploi de ces sommes.

Les difficultés étant aplanies, deux décrets Khédiviaux, des 6 et 7 juin 1890, autorisèrent l'émission 3 1/2 de 29.400 000 l. sterling destinées à rembourser l'emprunt émis deux ans auparavant, ainsi que la Dette privilégiée 5 0/0 et à produire une somme de 1.300.000 l. égypt., nécessaire pour les travaux d'irrigation.

L'amortissement qui se fait par rachats ou tirage au sort, doit être terminé le 15 octobre 1941, mais l'emprunt ne peut être remboursé avant 1905.

Le décret du 6 juin 1890, prescrivait la création d'une nouvelle Dette Daïrah Sanieh au taux de 4 pour 100, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour convertir l'ancienne Dette Daïrah. La nouvelle Dette Daïrah n'est pas remboursable avant 1905, sauf l'effet des amortissements opérés au moyen des produits annuels des ventes de terres, ne pouvant dépasser un chiffre annuel de 300.000 l. égypt. par an (1).

(1) Le capital de la Dette Daïrah fixé en 1890 à 182 millions de francs a été réduit en 1898 à 157 millions. Une compagnie anglaise la Daïrah Sanieh Compagny a été formée le 9 juillet 1898, au capital de 600,000 livres sterling. Elle a pour but de racheter tout ou partie des domaines de la Daïrah; de hâter ainsi dans la mesure compatible avec la loi de 1890 l'extinction de cette dette; et de faire disparaître par voie de conséquence le contrôle anglo-français qui en administre le gage.

Enfin le décret du 6 juin 1890 prévoyait la conversion de l'emprunt domanial émis en 1878, hypothéqué sur les domaines cédés à l'Etat par la famille Khédiviale et ayant reçu par contrat du 6 avril 1880 comme garantie additionnelle les contributions de la province Keneh ; mais ce ne fut que le 18 mars 1893 qu'un décret khédivial fixa à 4 1/4 pour cent l'intérêt annuel du nouvel impôt domanial, destiné à rembourser l'emprunt primitif constitué au taux de 5 0/0.

L'Angleterre se vengea de ce qu'on appelait à Londres « les mesquineries de la politique française ». On avait décidé la formation d'une commission destinée à réorganiser les tribunaux indigènes et à améliorer la juridiction pénale. Elle devait se composer de trois membres : Un anglais, un italien, un égyptien. La France en était exclue, l'Italie ayant dans le Delta une colonie bien supérieure à la sienne.

Le « Daily Télégraph » soulignait malignement cette exclusion en constatant que notre politique tracassière était le plus sûr garant de la perpétuation de l'occupation anglaise.

Nous étions en 1891, trois années s'étaient écoulées depuis l'époque à laquelle la Grande-Bretagne avait une première fois fixé l'évacuation de l'Egypte, et les troupes anglaises occupaient toujours la campagne du Nil.

Bien des fois le Cabinet anglais avait été interpellé, bien souvent on lui avait demandé s'il ne songeait pas à libérer de sa tutelle le Khédive et son gouvernement. Invariablement il avait reconnu que l'occupation avait toujours eu et gardait un caractère provisoire, mais qu'elle ne cesserait que le jour où l'Egypte serait dotée d'une bonne organisation. C'est ainsi que s'était encore expliqué en février 1891, sir James Fergusson, l'organe du « Foreign Office » à la Chambre des communes, en réponse à une question de John Morley.

Que voulait-on dire à Londres en soutenant qu'il importait avant de livrer l'Egypte à son propre gouverne-

ment de la munir d'une bonne administration ? Fallait-il que non seulement cette administration fut bien constituée, mais encore qu'elle fonctionnât assez longtemps pour démontrer qu'elle était solidement établie ? C'est ce qui semblait résulter des deux volumineux rapports de sir Evelyn Baring, l'un sur les finances, l'autre sur l'état moral et matériel du pays. Ces documents démontraient qu'à grâce aux efforts du gouvernement britannique, l'Egypte jouissait d'une paix profonde, que des améliorations, des réformes salutaires, lui assuraient un avenir prospère.

Sir Evelyn Baring affirmait, en terminant, que la tranquillité était désormais garantie, la confiance rétablie et les capitaux rassurés. « En dépit de circonstances particulièrement difficiles, disait-il (1), le trésor égyptien a été mis en état de faire face à tous ses engagements ; déjà des mesures ont été prises qui atténuent les charges du fisc. La corvée a été supprimée ; la corruption diminuée ; le système d'irrigation a été grandement amélioré.... Une armée peu nombreuse, mais suffisante, a été organisée. L'esclavage disparaît rapidement, et des améliorations considérables ont été introduites dans les services sanitaire et pénitentiaire comme dans celui de l'enseignement. Si l'on tient compte des difficultés toutes particulières qui ont entouré l'œuvre de la réforme, les progrès accomplis à l'heure actuelle sont, à mes yeux, aussi grands qu'il était raisonnablement permis de l'espérer ».

Et assez illogiquement, sir Evelyn Baring, concluait : « Je n'ai jamais été partisan d'une occupation anglaise en Egypte... Si en ce moment, l'évacuation du pays me paraissait une mesure n'entraînant aucun des périls que doit éviter un gouvernement sage, je n'hésiterais pas à la conseiller, mais je suis convaincu qu'elle présenterait de sérieux dangers et dès lors je me sens incapable de la recommander. » De quelle nature étaient ces dangers ? Mystère.

(1) V. Sir Evelyn Baring. Report on the finances, administration and condition of Egypt, 1891.

Il est vrai que les réformes accomplies étaient pareilles à de jeunes plantes qui n'avaient pas encore eu le temps de prendre racine. Et si, 10 ans n'avaient pas suffi à ces jeunes plantes pour prendre racine, il n'était vraiment pas étonnant que l'Angleterre nous priât d'attendre pendant de longues années, avant de nous laisser jouir de leur floraison.

Sir Alfred Milner dans son livre « *England in Egypt* », publié en décembre 1892, raisonnait de même. « Lorsqu'au début nous nous enfonçâmes dans ce hallier en apparence sans issue, notre insuccès leur fit pousser de haut cris. Maintenant que nous sommes sortis du taillis, notre succès les fait crier tout aussi fort. « Si vous avez réellement aussi bien fait que vous le dites, pourquoi n'en finissez-vous pas ? Assurément à cette heure, les Egyptiens doivent être capables de se conduire eux-mêmes. » Cet argument est à faire éclater la tête tant il est stupide, et on rougit vraiment d'avoir à expliquer que des maux enracinés depuis des siècles ne peuvent être extirpés en dix ans. Assurément, les progrès matériels ont été assez rapides pour satisfaire les plus impatients ; mais le génie de l'homme n'a pas encore trouvé le moyen d'accélérer une révolution morale et c'est ici une révolution morale qui est essentiellement en jeu ..

« La vérité est qu'il est impossible de prévoir une date précise pour l'achèvement de notre œuvre en Egypte. Pour ne pas aboutir à un désastre la retraite de la Grande-Bretagne ne peut s'effectuer que graduellement. Une influence insaisissable et composée de tant d'éléments divers comme l'est celle que l'Angleterre exerce en Egypte n'a pu s'établir tout d'un coup, elle ne peut pas davantage cesser à heure fixe, ni résulter d'une brusque et unique décision ». Cela est visible, l'Angleterre n'évacuera que lorsqu'elle considérera son œuvre comme achevée. Mais qu'on se rassure, elle la trouvera toujours imparfaite et précaire ; sans cesse, elle découvrira à l'horizon quelque sombre menace et ainsi d'obstacle en obstacle, l'occupation de fait, par l'effet purificateur du temps, tendra à devenir une occupation de droit.

CHAPITRE IX

*Le Nouveau Khédive Abbas-Hilmi. — Du cas
que l'Angleterre fait du souverain de l'Egypte.*

Le 7 janvier 1892, à 7 heures 1/2 du matin, Tewfik-pacha expira.

« Jamais vie plus bienfaisante et plus utile n'a fini à un moment plus inopportun ! s'écriait sir Alfred Milner.

Son fils, le jeune prince Abbas-Hilmi lui succéda. Il reçut la nouvelle de la mort de son père au Theresianum, le collège noble de Vienne où il achevait ses études. L'occasion était belle. La presse la signala au gouvernement avec un admirable ensemble. « Le Daily-Télégraph » écrivait : « Notre autorité en Egypte est d'autant plus nécessaire au moment où un jeune prince sans expérience monte sur le trône » (1). « Le Pall Mall Gazette » imprimait : « L'avènement du jeune Khédive rendra la présence de l'Angleterre plus indispensable que jamais en Egypte. Désormais, il ne peut plus être question d'évacuation » (2). Enfin l'on pouvait lire dans le Globe du 8 janvier 1892 : « La mort de Tewfik a détruit le dernier argument en faveur de l'évacuation. »

(1) « Daiiy Télégraph » du 8 janvier 1892.

(2) « Pall Mall Gazette » du 8 janvier 1892.

C'était toujours le même système. Le nouveau Khédive avait l'enthousiasme de la jeunesse, il admirait son grand aïeul Mehemet-Ali. Il se considérait comme le maître souverain après le Sultan, il résolut de gouverner. Les journaux anglais l'abreuverent d'injures. Froissé des procédés incorrects de son premier ministre Mustapha-pacha Fehmi, il lui demanda sa démission et le remplaça à la présidence du Conseil par Fakri-pacha. « Le Daily-Télégraph » ne craignit pas d'appeler Abbas-Hilmi « un gamin ture, frotté d'un léger vernis d'éducation viennoise ». « Le Saint-James Gazette » se respecta assez peu pour imprimer « ce petit bambin à peine sorti de l'école, ne se livrerait pas à ses polissonneries sans les intrigues françaises et M. Chamberlain s'oubliait jusqu'à demander à la Chambre des communes que le gouvernement de sa majesté mit à la raison « ce jeune fanatique vaniteux ». Pourtant Abbas-Hilmi en choisissant lui-même ses ministres, respectait l'esprit des firmans ottomans et restait dans les limites de ses droits. Il est vrai qu'il méconnaissait, et lord Cromer se chargea de le lui faire sentir, la fameuse dépêche de lord Granville du 3 janvier 1883, qui prétendait donner au gouvernement égyptien des conseils, avec obligation pour celui-ci de les suivre.

Le Khédive s'inclina.

Assagié par le temps et les épreuves, la France ne fit entendre aucune protestation. C'est à peine si M. Develle, ministre des affaires étrangères, qui avait déjà le 18 Janvier reconnu le droit incontestable du Khédive de choisir ses ministres, se risqua à faire en réponse à une question de M. Delafosse la déclaration suivante : « Nous ne pouvons aller jusqu'à l'abdication ni nous désintéresser de ce qui se passe en Egypte. Il nous paraît impossible que M. Gladstone ne se préoccupe pas de mettre un terme à cet état de choses que lord Salisbury lui-même a qualifié de transitoire et d'exceptionnel et qui, s'il tendait à devenir définitif, risquerait d'être pour l'Egypte et même pour l'Europe une cause de difficultés et de conflits. » (1)

(1) voir Journal officiel 1893. Débats parlementaires. Chambre. Séance du 2 février 1893.

Déclaration de principe, sur l'efficacité de laquelle, M. Develle ne s'illusionnait guère. Nous avons trop souvent protesté et en des occasions plus favorables, pour que l'Angleterre tint plus de compte qu'autrefois de nos timides doléances.

Lord Roseberry dans une dépêche à lord Cromer, datée du 16 février 1893, après avoir constaté la complète soumission du Khédive, ajoutait « Rien désormais n'est à craindre. Les troupes anglaises ne quitteront pas néanmoins l'Egypte. Leur retrait serait un danger pour la communauté européenne, la confusion renaîtrait et il faudrait recourir à une nouvelle intervention dont il est inutile de discuter la forme pour l'instant. Notre politique restera donc la même que par le passé. » (1)

L'Angleterre n'avait désormais plus à se gêner. Après avoir refusé au Khédive le droit de choisir ses ministres, elle allait lui interdire avec la brutalité d'un précepteur mal élevé, de posséder une opinion sur son armée et de l'exprimer librement. L'incident est connu sous le nom d'incident de la frontière Soudanaise.

Dans les derniers mois de 1893, Abbas-Hilmi résolut de visiter la Haute-Egypte et de passer en revue les troupes qui y tenaient garnison. En janvier 1894 le Khédive commença à remonter le Nil par petites étapes. Sa promenade fut triomphale et cette popularité mécontenta grandement le gouvernement anglais. Le 18 Janvier 1894 le vice-roi inspecta à Wadi-Halfa, les troupes disponibles que le sirdar Kitchner, chef suprême de l'armée égyptienne depuis 1892, avait concentrées sur ce point. Elles se composaient de deux bataillons égyptiens et trois bataillons soudanais, sous les ordres d'officiers britanniques.

La tenue des hommes ayant été mauvaise et la manœuvre défectueuse, le souverain en fit l'observation au sous-secrétaire d'Etat à la guerre et critiqua l'instruction insuffisante des troupes. C'était son droit incontestable. Il était inadmissible qu'inspectant ses propres

(1) V. Cocheris op. cit. page 253.

soldats, il n'eût pas la faculté de décerner des éloges et d'infliger des blâmes et qu'il fût seulement astreint à une admiration de commande.

Froissé dans son amour-propre le sirdar donna sa démission et lord Cromer dénaturant complètement le caractère de l'affaire en fit un incident international et le Khédive coupable d'avoir offensé les sujets d'une Puissance étrangère fut mis en demeure de s'excuser publiquement. Devant la menace d'une déposition, écœuré de l'indifférence générale Abbas-Hilmi, s'inclina.

Le 26 janvier 1894 il adressa à Son Excellence le sirdar, la communication suivante : « Avant de quitter la Haute Egypte pour retourner au Caire, je désire réitérer l'expression de ma profonde sollicitude et de mes bons sentiments pour l'armée que je viens de visiter à la frontière. Je tiens également à vous « confirmer » mon entière satisfaction au sujet de sa tenue et de sa discipline, satisfaction que je « vous ai déjà témoignée. » Ce m'est un plaisir de féliciter les officiers, tant égyptiens qu'anglais qui la commandent et je suis heureux de constater les services rendus à mon armée par les Anglais.

Je vous prie, Sirdar, de porter cet ordre du jour à la connaissance des officiers et des hommes. Abbas-Hilmi (1). »

C'est ainsi que le Khédive d'Egypte, sous la menace d'un fonctionnaire étranger dut faire des excuses à sa propre armée.

Personne n'avait rien dit et le fort avait pu égorger le faible en toute tranquillité.

(1) « Journal Officiel Egyptien du 28 janvier 1894.

*Appréciation Générale de la politique Française
en Egypte depuis notre refus de participer à une
action armée.*

Nous avons commis bien des fautes, au cours de cette période qui part de la faute initiale et se termine à l'avènement du nouveau vice-roi d'Egypte ; nous avons commis bien des fautes et subi bien des revers.

Devant la prise de possession anglaise, qu'elle devait être l'attitude de la France ? Pour les gouvernements qui aiment les situations nettes, il semble qu'il n'y eût choix qu'entre deux partis : l'acceptation transitoire du fait accompli et l'entente amiable avec la puissance dominante en vue d'en tirer le meilleur profit et de sauvegarder nos intérêts essentiels, ou la rupture officielle.

Ce dernier parti était d'autant plus impraticable que la France avait reculé devant une expédition contre Arabi de compte à demi avec l'Angleterre, par appréhension des aventures, et précisément d'une brouille possible avec sa coassociée, lorsque le moment serait venu de faire à chacune sa part.

En attendant l'heure de l'évacuation, la première attitude était donc la plus souhaitable, si le gouvernement britannique voulait bien s'y prêter. On pouvait présumer que l'Angleterre, encore mal assurée en Egypte, ne demanderait pas mieux que de nous garantir le deuxième rang à la condition que le premier ne lui fût pas contesté.

C'est ainsi que pour reconnaître par une sorte de compensation, notre situation particulière, le comte Granville offrit à la France la présidence de la commission de la Dette. A la vérité, cette concession était de pure forme et ne répondait à aucun avantage positif. M. Duclerc, le ministre des affaires étrangères d'alors, y vit une apparence plutôt qu'un gage et refusa la proposition en faisant toutes réserves sur notre liberté d'action.

Cette politique d'attente pouvait n'être ni sans avantages, ni sans honneur, à condition d'être pratiquée avec suite et fermeté, et surtout de trouver un point d'appui à l'extérieur.

C'est ainsi que le comprit et l'appliqua Jules Ferry. Soucieux de ne pas laisser la France s'hypnotiser dans le souvenir de ses désastres et d'en atténuer les conséquences matérielles et morales par le développement extérieur, nécessaire à une nation qui veut revivre ; convaincu d'autre part que nous n'étions pas en mesure d'entrer en lutte ouverte ou même de rester en mésintelligence sourde avec deux adversaires aussi puissants, Jules Ferry avait opté pour un rapprochement immédiat avec l'Allemagne afin de discuter plus aisément avec l'Angleterre.

Il avait logiquement changé le point de vue de la diplomatie française en Egypte, il avait renoncé à reprendre notre position privilégiée et se contentait de maintenir l'indépendance et la neutralité du pays.

La chute de Jules Ferry modifia profondément la balance des forces internationales en Europe et la portée de notre action sur le Nil. Et d'ailleurs, il faut bien le dire, le sentiment national en France n'était pas mûr pour agréer et pour suivre une combinaison aussi antipathique. Jules Ferry l'emporta dans sa retraite avant qu'elle eût porté ses fruits.

Peu à peu la politique française devient plus aigre, plus impatiente et nos adversaires, l'appelleront « la politique des coups d'épingle ». La diplomatie française semble prendre à tâche de lutter sur des points de détail, au risque de paraître plus désireuse de contrecarrer l'action anglaise que de favoriser les progrès et les réformes nécessaires à l'Egypte et de s'employer plus à empêcher qu'à faire. Elle paraît se préoccuper moins de concourir à l'œuvre civilisatrice que de disputer quelques places dans l'administration égyptienne aux agents ou aux candidats britanniques. On s'habitue à faire obstacle aux propositions, quelquefois très fondées pour faire échec à l'Angleterre.

D'un autre côté au désir de nos agents de remporter des succès apparents et creux et de faux avantages

s'ajoutent les suggestions de certaines puissances heureuses de voir se tendre et s'envenimer nos relations avec la Grande-Bretagne.

On ne regarde pas assez au prix dont se paient ces petits triomphes d'amour-propre, vains toujours, quand ils ne nuisent pas au renom de libéralisme et par suite à l'autorité morale de la France.

C'est ainsi qu'elle adhère, la dernière de toutes les puissances européennes, à l'abolition de la corvée et au rachat de cette prestation oppressive. Elle ne cède qu'après une résistance de plusieurs années. Plus tard, en 1888, après s'être opposée à la conversion de la dette du 5 0/0 Privilégié en 4 0/0 notre représentant refuse d'affecter le bénéfice de la première année à la remise des sommes payées par le fellah pour le rachat de la corvée, à moins que le gouvernement ne fixe la date de l'évacuation.

A la même époque, sir Henri Drummond Wolff négocia avec la Porte une convention aux termes de laquelle l'Égypte était neutralisée sous la garantie des Puissances et reprenait son autonomie sous la suzeraineté du Sultan. Le principe de cette convention ne pouvait qu'aggraver à la France, mais certaines clauses lui semblaient inacceptables notamment celle qui autorisait le retour de l'armée anglaise dans la vallée du Nil chaque fois que l'ordre y serait de nouveau menacé.

Assurément cette stipulation conférait à l'Angleterre un privilège exorbitant qui l'eût faite l'égale en droit, la supérieure en fait de la Turquie. Cependant la sagesse conseillait de faire améliorer la convention, s'il était possible et non pas de la combattre à outrance. La très juste réflexion de Jules Ferry est ici à sa place. « La politique du « tout ou rien » n'est pas meilleure pour les nations que pour les individus. » Mais M. Flourens ne comprit pas ainsi son rôle. Il estima que la consécration volontaire de la suprématie britannique était le sacrifice définitif de nos intérêts, de nos droits dans l'avenir, et il préféra le sacrifice du présent. Avec le concours très actif de M. de Montebello notre ambassadeur à Constantinople, il s'employa à faire tomber la convention déjà conclue. A eux deux ils réussirent à

merveille. Le Sultan refusa sa ratification et l'Angleterre garda sa situation en Egypte. La deuxième phase de la question égyptienne était résolue. Nous l'avions clôturée après des erreurs nombreuses, par la faute la plus lourde que nous eussions commise depuis 1881.

A cette époque notre inaction nous avait dépouillés de notre influence traditionnelle, de notre part de pouvoir dans le Condominium. Nous nous étions dès lors rabattus sur la neutralité et l'indépendance du pays ; ce nouvel objectif allait être si non atteint du moins approché. Mais l'esprit d'intransigeance doctrinaire triompha, et les principes demeurèrent saufs. Rien n'était changé en Egypte, il n'y avait à notre passif diplomatique qu'une victoire désastreuse de plus.

TROISIÈME PARTIE.

La Rupture.

CHAPITRE I^{er}

L'initiative de Carnot. — L'expédition Monteil vers le Haut-Nil. — Son but. — Résumé des événements du Soudan. — Les efforts de l'Angleterre pour être seule au Soudan. — La politique du Cap au Caire. — L'Etat des esprits en France.

L'Angleterre par la mission de sir H. Drummond Wolff avait vainement essayé de se faire délivrer par la Turquie le mandat d'intervenir en Egypte. Non pas bien entendu d'une manière désintéressée mais pour sauver les apparences et aussi pour être délivrée à jamais des tracasseries françaises.

Après cet infructueux essai, les engagements si souvent formulés d'évacuer l'Egypte passent à l'état de théorie qu'on n'essaie plus de réallser. C'est à peine si dans le parti libéral, M. John Morley et sir Charles Dilke protestent encore contre l'occupation indéfinie.

Dès 1893, on nous dénie tout droit spécial dans la question et on nous fait savoir que nous sommes forclos. Invités à prendre votre part de charges, nous dit-on, vous l'avez refusée catégoriquement; c'est donc vous qui avez rompu l'association. A quel titre protesteriez-vous plus justement que les autres Etats? L'Angleterre a agi seule, à ses risques et périls; seule elle a fait des sacrifices d'or et de sang qui ont rétabli l'ordre dans la rue, dans les finances, qui ont restauré

le crédit et l'administration et rendu la vie au pays. Il n'est pas admissible qu'aucune autre Puissance vienne à présent s'immiscer dans l'œuvre de régénération et de salut et prétende en retirer honneur ou profit ; l'opinion anglaise considère l'Egypte comme faisant partie intégrante de l'Empire britannique.

Il y avait certes beaucoup à redire à cette façon de raisonner. Mais en l'état des choses, plus encore qu'en 1881, la meilleure politique, la plus prudente en tout cas, était celle de la résignation sincère avec la volonté de retirer de la situation tous les profits qu'elle était susceptible de nous procurer. Il y avait aussi, une deuxième politique : la guerre.

On en choisit une autre qui n'avait ni les avantages de la première, ni la franchise de la seconde, politique sournoisement agressive, qui, imprévoyante au delà de toute expression, ne pouvait nous conduire qu'à une ridicule humiliation ou à un effroyable désastre.

La genèse de cette politique mérite d'être relatée.

M. Jules Cocheris la raconte en ces termes : (1)

« Le 5 mai 1893, M. Delcassé, sous-secrétaire d'état des colonies, fit mander le commandant Monteil place Beauveau au ministère de l'Intérieur, où se trouvait réuni le Conseil des Ministres sous la présidence de M. Charles Dupuy. M. Delcassé informé de l'arrivée du Commandant, vint le trouver dans le salon où il attendait, eut avec lui un court entretien, lui remit un rapport de M. de Brazza, sur lequel il lui demanda de donner ultérieurement son avis et le pria de l'accompagner

Tous deux montèrent en voiture. Le Commandant Monteil ne se doutant de rien, feuilleta en silence le rapport de M. de Brazza, mais quel ne fut pas son étonnement, deux minutes après son départ, de voir la voiture s'arrêter... Il regarda à travers la vitre... Il était dans la cour de l'Elysée. M. Delcassé descendit

(1) Jules Cocheris. « Situation internationale de l'Egypte et du Soudan », 1903, pages 425 et suivantes. M. Cocheris paraît tenir du Commandant Monteil lui-même, le récit très intéressant du reste, auquel il donne la publicité dans son livre.

et l'invita à le suivre. C'est ainsi qu'il se trouva tout d'abord dans le cabinet du général Borius, secrétaire général de la présidence, puis dans celui de M. Sadi-Carnot, Président de la République.

Carnot alla droit au but et lui demanda pourquoi il hésitait à accepter une mission importante dont M. Delcassé lui avait parlé à diverses reprises depuis six semaines. Le Commandant répondit « Monsieur le Président, je n'hésite pas, je ne refuse rien, je ne discute rien... pas même ma présence ici. Je ne sais qu'une chose, je suis en face du chef de l'Etat ; qu'il parle, j'obéirai. Quant à ce qu'on veut de moi, je vous avouerai en toute sincérité que je ne l'ai jamais compris et que je ne le comprends pas encore. » Carnot reprit « c'est bien simple. L'heure des résolutions viriles a sonné. Il y va de l'avenir de la France et de son rôle dans le monde. Je veux rouvrir la question d'Egypte. Pour réaliser ce projet, il faut qu'une expédition française occupe un point déterminé du territoire égyptien. L'Angleterre se récriera. L'Europe la contraindra à évacuer la vallée du Nil. C'est sur vous que je compte pour commander cette expédition — quel point faudra-t-il occuper ? — Fachoda — Pourquoi Fachoda ? — Pour trois raisons : 1^o parce que Fachoda est le chef-lieu d'une province égyptienne ; 2^o parce que Fachoda est la clef de l'Egypte, grâce à sa situation géographique au confluent du Sobat et du Nil ; 3^o parce que Fachoda se trouve dans le prolongement de nos possessions africaines et que pour y parvenir vous ne quitterez pas le territoire français. Voici un rapport que j'ai minutieusement étudié. Je vous le confie. Lisez-le avec la plus grande attention. Il est très remarquable. L'auteur est un de mes camarades de promotion, mon ami, M. Prompt. Vous comprendrez pourquoi Fachoda est la porte à laquelle il faut frapper.

— Encore une question, monsieur le Président ; devrai-je aller à Fachoda pour y planter le drapeau français et m'en retourner aussitôt ou pour m'y établir et l'occuper ? — Pour vous y établir et l'occuper.

C'était la revanche de 1882 que l'on préparait.

L'idée courante était que les Anglais ne songeraient à évacuer l'Égypte que lorsqu'ils auraient pris possession du Soudan.

Le Soudan avait été confié par le Sultan depuis le firman de 1841 aux pachas et khédives d'Égypte. Il était partie intégrante de l'Égypte. Ce fut en 1882 que la question du Soudan se posa. Une insurrection eut lieu causée par la suppression de la traite, l'oppression et la vénalité des fonctionnaires, la faiblesse numérique des troupes d'occupation. Le chef des insurgés fut Mohammed-Ahmed connu sous le nom de Mahdi ou envoyé de Dieu. Devant la révolte triomphante, les troupes égyptiennes reculèrent, invariablement écrasées par des forces considérables de rebelles. L'armée de Hicks après celle de Raschid-pacha fut détruite à Khasghil le 5 novembre 1883.

Ce fut alors que l'Angleterre suggéra sournoisement à l'Égypte l'idée d'abandonner le Soudan. C'était là l'idée la plus audacieuse que pût concevoir la Grande-Bretagne. Le Soudan devenant « res nullius » la place était libre et l'Angleterre espérait bien la prendre. On démontra au Khédivé que le Soudan était un fardeau, qu'il rapportait 12 millions et en coûtait 16 et que l'évacuation était un acte de sagesse et de prudence.

Le khédivé se laissa convaincre.

Pour exécuter cette évacuation extrêmement difficile et dangereuse, on fit appel à Gordon. Il avait l'ordre de ne livrer aucun combat, sa mission ayant un caractère essentiellement pacifique.

Quand il fut en Égypte, on refusa à Gordon tous les secours qu'il demanda, pour l'empêcher d'édifier à la place de la souveraineté disparue, une autorité nouvelle. La fin qu'il avait prévue (1) et courageusement attendue, arriva ; le 26 janvier 1885, il fut massacré dans Khartoum.

(1) On trouve dans le journal de Gordon, à la page 165, les lignes prophétiques suivantes, écrites le 13 octobre 1884 : « Il est écrit que Khartoum sera pris au nez et à la barbe du corps expéditionnaire qui arrivera juste à ce moment-là et qui rebrousse chemin tranquillement en buvant sa honte ».

L'armée de la délivrance enfin, mise en route (1), était arrivée deux jours trop tard.

L'ordre du retour fut donné et, le 11 mai 1885, une déclaration officielle fut faite au nom du cabinet libéral par le marquis de Hartington à la Chambre des Communes. Elle se résumait d'un mot : l'abandon complet et immédiat du Soudan, la frontière de l'Egypte était reportée à Ouadi-Halfa.

C'est vers 1889, que le projet de conquête de l'Angleterre se dessine. Il convenait d'abord d'effacer les derniers vestiges de la suprématie égyptienne sur le Soudan.

Ici se place un épisode qui, sous son apparence romanesque, caractérise admirablement la politique anglaise et montre qu'elle ne craignait pas de recourir aux pires procédés pour atteindre ses fins. L'incident est connu sous le nom de « l'Enlèvement d'Emin ».

Emin de son vrai nom Edouard Schnitzler, était prussien. Il était entré comme docteur au service du Sultan. Après un séjour en Arménie, en Syrie et en Arabie, il était revenu à Neisse où habitait sa famille, puis il avait rejoint Gordon à Khartoum, comme chef du service sanitaire. En 1878, il avait été élevé à la dignité de Bey et nommé gouverneur des provinces équatoriales.

L'Equatoria était la seule province soudanaise où le madhisme eût échoué. La présence en ces parages, d'un gouverneur soutenant les droits du Khédive, barrait à l'Angleterre la route du Sud. Il fallait se débarrasser de ce gêneur. Pour justifier son intervention, l'Angleterre répandit en Europe la nouvelle qu'Emin était en péril et se mit en devoir de lui porter secours. Stanley fut chargé de le délivrer. Ce n'était là qu'un prétexte, la situation étant en Equatoria parfaitement calme. Ainsi que l'écrivait Chaillé-Long (2), l'expédition de Stanley

(1) M. Gladstone et lord Granville, comprenant qu'ils tomberaient sous l'opprobre du monde civilisé s'ils se refusaient à rien tenter pour sauver Gordon, s'étaient décidés dans le commencement d'août 1884 à demander aux Communes un crédit de 300.000 l. st. pour envoyer une expédition à Khartoum sous les ordres du général Wolseley.

(2) V. la Nouvelle Revue du 15 mars 1887, « Stanley et Emin. »

cachait un dessein politique, conçu depuis longtemps ; elle était le premier pas en avant vers la constitution d'un Empire africain anglais. Le 29 avril 1888, Stanley et Emin se rencontrèrent. A toutes les propositions de Stanley, Emin répondit qu'il avait des devoirs envers l'Egypte, qu'il n'avait pas reçu l'ordre de quitter le pays, qu'il était même possesseur d'une lettre du premier ministre. Nubar-pacha, lui laissant la liberté de demeurer ou de partir suivant que la situation permettrait la première résolution ou commanderait la seconde.

Stanley se rendit compte que la force seule aurait raison de la résistance d'Emin. Et le 10 avril 1889, « il leva le camp emportant Emin-pacha comme un ballot, suivi de 51 officiers, soldats et fonctionnaires et de 126 domestiques. C'était là toute la population de l'Equatoria ! » (1)

Quelques mois plus tard, le drapeau britannique flottait sur le fort d'Ouadelaï.

La même politique anglaise d'accaparement s'affirme encore par la convention du 1^{er} juillet 1890 conclue entre l'Allemagne et l'Angleterre. A la tête d'une expédition allemande, le docteur Peters avait gagné l'Ouganda afin de réaliser la première partie d'un programme élaboré de concert avec son compatriote Emin et qui comprenait la création d'un vaste Empire africain allemand, reliant l'Est africain au Cameroun (2). Cette nouvelle produisit à Londres une émotion considérable.

En toute hâte une expédition anglaise fut organisée qui, le 14 avril 1890, arriva à Mongo, et Peters fut prié de partir. Il s'exécuta d'autant plus volontiers qu'il emportait le traité de protectorat allemand sur l'Ouganda. Mais le gouvernement britannique, mettant à profit son absence, avait entamé des pourparlers avec le gouvernement allemand et signé avec lui la conven-

(1) V. Cocheris. « Situation internationale de l'Egypte et du Soudan, » p. 359.

(1) Depuis le traité de 1862 et plus tard la Convention du 28 avril 1888, l'Allemagne occupait une partie des territoires du sultanat de Zanzibar.

tion anglo-allemande du 1^{er} juillet 1890. Elle assurait à la Grande-Bretagne, sans compétition possible de l'Allemagne, l'accès du bassin supérieur du Nil et la reconnaissance de ses droits politiques sur cette région. L'article 1^{er} de la convention stipule, en effet, que l'Afrique orientale britannique s'étend jusqu'aux confins de l'Égypte jusqu'à l'Etat Indépendant du Congo et à la ligne de faite occidentale du bassin du Haut-Nil. Ce qui importait au gouvernement britannique, c'était la reconnaissance formelle, par une puissance étrangère des prétentions anglaises sur le Haut-Nil. Et l'on vit aussitôt les cartographes d'outre-Manche couvrir de la teinte nationale le Bar-el-Gazal, le Khordofan et le Darfour où les troupes anglaises n'ont pas encore aujourd'hui pénétré.

La convention ne fut pas communiquée au gouvernement français qui n'avait, par conséquent, pas à y adhérer.

En occupant successivement l'Equatoria et l'Ouganda, c'est-à-dire les territoires nilotiques du sud, l'Angleterre réalisait une grande politique. Elle tendait à la constitution d'un immense empire africain allant du Cap au Caire. Ce fut pour exécuter ce plan gigantesque conçu par Cecil Rhodes que l'Angleterre imposa au Khédivé l'abandon du Soudan, envoya Stanley arracher Emin à sa province d'Equatoria, s'établit dans l'Ouganda et tenta par la complicité de M. Chamberlain et du docteur Jameson le raid qui échoua et accula les Républiques sud-africaines à la guerre. Si elle débuta par le Soudan et la région des lacs, c'est qu'il lui fallait gagner de vitesse l'Allemagne, l'Etat indépendant et la France. Mais le Soudan n'est à ses yeux que le trait-d'union indispensable entre le phare d'Alexandrie et la baie de la Table.

De tous côtés la situation de l'Angleterre au Soudan était invulnérable. La frontière ouest de l'Égypte, protégée par le désert, n'avait à redouter aucune action étrangère ; la Tripolitaine abritait le nord-ouest ; le Nord était tout entier aux mains des Anglais, ainsi que l'Est ; l'Italie montait la garde au Sud-Est et le pavillon britannique flottait dans le Sud. Il ne restait qu'une

solution de continuité à ce cercle protecteur : le Sud-Ouest. De ce côté le gouvernement anglais s'efforça de nous barrer le passage. Dans ce but, il fit de l'Etat indépendant, par la convention du 12 mai 1894, un Etat tampon contre les progrès des Français.

Par cette convention, la sphère d'influence de l'Etat Indépendant étant limitée au nord de la sphère allemande, dans l'Est africain par le 30° degré de longitude est de Greenwich jusqu'à son intersection avec la crête de partage des eaux du Nil et du Congo et par cette crête le partage dans la direction du Nord et du Nord-Est. En outre, la Grande-Bretagne donnait à Bail à Sa Majesté Léopold II, souverain de l'Etat indépendant, les territoires enveloppés par une ligne qui, partant d'un point sis au sud de Mahagi sur l'Albert-Nyanza rejoint directement la frontière déterminée par l'article 1er, de là, suit la crête de partage des eaux du Nil et du Congo jusqu'au 25e degré de longitude est de Greenwich, longe ce méridien jusqu'à son intersection avec le 10e degré de latitude nord, suit ce parallèle jusqu'à un point à déterminer au nord de Fachoda et de ce point, suit vers le sud, le thalweg du Nil jusqu'à l'Albert-Nyanza et le point indiqué ci-dessus au sud de Mahagi (1).

Pouvait-on admettre, qu'en vertu d'une convention, avec une puissance quelconque, la Grande-Bretagne s'arrogeât le droit de substituer sa souveraineté à celle du souverain légitime, le Sultan, dans l'espèce ? Et cependant le gouvernement britannique n'avait point fait autre chose. Aussi, prudemment le Foreign Office affirmait dans les premiers jours de juillet qu'il ne contestait nullement les droits de souveraineté du Sultan sur les provinces équatoriales égyptiennes et qu'il n'avait d'autre but que d'introduire dans ces régions le progrès et la civilisation.

Cette reconnaissance des droits souverains était habile et plus tard, lors de l'affaire de Fachoda, l'Angleterre put nous l'opposer avec succès,

(1) Journal Officiel, doc. parlementaires, Chambre, annexe n° 653, article 4.

Du reste à un point de vue plus restreint, l'Angleterre voyait bien, surtout après les publications du rapport de M. Prompt que sa présence en Egypte ne lui serait utile qu'avec l'occupation préalable des sources du Nil. Maîtres des bassins supérieur et moyen du Nil, les Anglais pourraient à leur gré, par quelques barrages, fertiliser ou stériliser les contrées du Nil inférieur. Il était donc logique d'admettre que l'Egypte n'était entre les mains de l'Angleterre qu'une couverture destinée à empêcher une autre Puissance de se rendre maîtresse du Soudan par le Nord, toute action sur le Nil supérieur et moyen qui aurait pour objet de contrecarrer les projets de l'Angleterre sur le Soudan Egyptien, devant avoir pour conséquence de la contraindre à évacuer la Basse-Egypte.

L'objectif de Fachoda qui avait été, je l'ai dit, donné à la mission Monteil, satisfaisait bien à ce désiratum.

A la suite de considérations dans le détail desquels je n'ai pas à entrer, le commandant Monteil au moment de quitter Loango, le 22 Août 1894, reçut un ordre de rappel.

Mais le projet n'était pas abandonné. Plus que jamais certains esprits rêvaient d'arriver au Nil en passant par le Bahr el Ghazal et une fois sur le Nil de tendre la main à « nos amis » d'Abyssinie.

Au projet anglais de relier le Cap au Caire par une ligne non interrompue de territoires britanniques, on opposait la jonction de l'Atlantique à la mer rouge par une ligne de postes français. On appelait assez pittoresquement cela couper la poire africaine dans le sens de la largeur avant que l'Angleterre l'ait partagée dans le sens de la longueur.

Le 28 février 1895 M. Deloncle disait à la tribune de la Chambre. « Nous nous sommes ouvert un accès vers le Haut-Nil, non certes pour nous y établir, puisque ces régions appartiennent à l'empire ottoman, mais pour

prendre à revers certaines possessions de nos rivaux. (1)
Nous avons pris des gages. Aujourd'hui le rêve Anglais
de posséder le Haut-Nil et le Soudan est je crois à
jamais troublé. » (2)

A la même époque, M. de Brazza disait dans une interview (3) « l'importance de l'arrangement franco-congolais du 14 août 1894 dépend de l'usage futur que nous voudrons en faire. Ce traité assure à la France l'accès de la vallée du Nil. L'accès par le sud de la vallée du Nil est le seul moyen qui permettra un jour de trancher, conformément à nos intérêts, la question d'Egypte. »

(1) A la suite d'un arrangement du 14 août 1894 signé par MM. Hanotaux et Hausmann pour la France, et MM. Devolder et le baron Constant Goffinet pour l'Etat Indépendant, l'Etat indépendant (par l'article 4 s'engageait à n'exercer, à l'avenir, ni occupation, ni action politique à l'ouest et au nord d'une ligne ainsi déterminée: le 30° de Long - E. Gr. à partir de son intersection avec la crête de partage des eaux des bassins du Congo et du Nil jusqu'au point où ce méridien rencontre le parallèle 5° 30' puis ce parallèle jusqu'au Nil. En résumé on avait réussi à empêcher l'Angleterre d'instituer comme elle l'avait essayé par la Convention du 12 mai 1894, l'Etat indépendant du Congo comme « tampon » entre le Congo français et la rive gauche du Nil.

(2) Voir Journal Officiel. Débats parlementaires. Chambre. Séance du 28 février 1895.

(3) Cité par Cocheris. Op. cit. page 414.

CHAPITRE II.

Les Inquiétudes anglaises. — La déclaration de sir Edward Grey — Sa valeur juridique. Sa portée politique.

Cette loquacité troubla la Grande-Bretagne. Le 6 mars 1895 le « Times » publia une lettre d'un correspondant anonyme, invitant le gouvernement britannique à ne pas se croiser les bras en présence du péril éventuel d'une occupation des régions du Haut-Nil par la France qui avouait son intention d'étendre par une chaîne ininterrompue, ses possessions du Sénégal à la mer Rouge.

Ces préoccupations gagnèrent le Parlement et le 11 mars, à la Chambre des Communes, sir Ellis Ashmead Bartlett adressa à Sir Edward Grey la question suivante : « Y a-t-il quelque fondement aux affirmations de M. de Brazza, prétendant que le traité franco-congolais du 14 août 1894 assure à la France l'accès du Nil et les moyens de placer sur une base nouvelle la question d'Egypte ? Y a-t-il quelque fondement à l'interprétation du même traité par M. Deloncle, député français, estimant que la route du Cap au Caire est désormais coupée ? » (1).

Le 28 mai 1895, sir Ellis Ashmead Bartlett revint à la charge. Il attira l'attention de la Chambre des Communes sur les « empiètements de la France dans la vallée du Haut-Nil ». « Depuis deux ans et demi, dit-il, le gouvernement de Sa Majesté ne cesse de capituler partout, devant les empiètements de la France. Le grand danger consiste en ce que nous pourrions un jour nous trouver devant le fait accompli... Une action prompte est nécessaire. Tant que cela ne sera pas, nous n'aurons aucune garantie que les Français ne s'installeront pas avant nous dans les régions du Haut-Nil. »

Sir Edward Grey, sous-secrétaire d'Etat au Foreign-

(1) Cité par Cocheris. Op. cit. page 415.

Office, répondit par l'importante déclaration suivante : « Les arrangements que nous avons conclus en 1890 avec l'Allemagne et en 1891 avec l'Italie pour obtenir de ces deux grands pays la reconnaissance de la sphère d'influence britannique, ne sont ignorées de personne, depuis 5 ans et bien qu'ils ne soient reconnus que par les deux puissances contractantes, ils sont cependant bien connus des autres puissances, qui depuis cinq ans ne les ont pas contestés. J'arrive à la question de nos revendications en ce qui concerne l'Egypte. L'Angleterre occupe une situation spéciale de tuteur à l'égard de la défense des intérêts de l'Egypte. Les revendications de l'Egypte ont été non seulement admises par nous, mais admises aussi et hautement affirmées par le gouvernement français. (1).

J'ai dit l'autre jour que par suite des revendications de l'Egypte, la sphère d'influence britannique couvre tout le cours du Nil (2). Cette manière de voir, découle logiquement des événements de ces dernières années et notamment de ceux qui sont parvenus à la connaissance du monde entier depuis deux ans. On me demande si oui ou non une expédition française se dirige de l'Ouest de l'Afrique vers la vallée du Nil, en vue de pénétrer jusqu'à la rive gauche de ce fleuve. Je dois demander à mon tour à la Chambre de ne prêter qu'à bon escient, créance aux bruits qui se répandent sur les mouvements des expéditions en Afrique. Au Foreign Office, nous n'avons aucune raison de penser qu'une expédition française ait reçu des instructions pour atteindre la vallée du Nil. J'irai plus loin, je dirai que,

(1) A la séance de la Chambre du 7 juin 1894, M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, après avoir protesté contre la convention anglo-congolaise du 12 mai 1894 en invoquant surtout le respect de l'intégrité de l'empire ottoman, ajoutait que la France la considérait comme contraire au droit et, jusqu'à plus ample informé, comme nulle et de nulle portée à ses yeux.

(2) La parole de sir Edward Grey avait paraît-il trahi sa pensée. Dans une lettre rectificative adressée au Directeur du « Times » il affirma avoir dit : « les sphères d'influence anglaise et égyptienne couvrent ensemble tout le cours du Nil. Voir le « Times » du 1^{er} avril 1895. La rectification importait peu ; les paroles officielles seules avaient de la valeur et sir Edward Grey le savait bien.

en raison de nos revendications fondées sur les arrangements que nous avons passés et en raison aussi des revendications de l'Égypte dans la vallée du Nil et qu'étant donné enfin, que ces revendications et les vues du gouvernement à ce sujet sont pleinement et clairement connues du gouvernement français, je ne crois pas possible que ces rumeurs méritent créance, parce que la marche en avant d'une expédition française munie d'instructions secrètes et se dirigeant de l'Afrique occidentale vers un territoire sur lequel nos droits sont connus depuis si longtemps, ne serait pas simplement un acte inconséquent et inattendu ; le gouvernement français doit savoir parfaitement bien que ce serait un acte inamical et qu'il serait considéré comme tel par l'Angleterre. (1)

Au point de vue juridique, il n'est pas douteux que la déclaration de sir Edward Grey était sans valeur. Des arrangements étaient intervenus entre la Grande-Bretagne et d'autres puissances, fixant la limite de leurs sphères d'influences, arrangements auxquels la France n'avait pris aucune part, qu'elle n'avait point reconnus et que même officiellement, elle ignorait ; la France pouvait, sans contestation possible, agir relativement à ces arrangements comme s'ils n'étaient pas. La doctrine est unanime en ce sens. M. John Westlake, professeur de droit international à l'Université de Cambridge, dit à ce sujet (2) : « L'Angleterre et l'Allemagne ont convenu que chacune d'elles s'abstiendra de contrarier l'expansion de l'une ou de l'autre, dans certaines limites géographiques. Si l'une d'elles, dans la sphère qu'elle s'est ainsi réservée, se trouve en opposition avec une troisième puissance, son titre international à se maintenir dans cette sphère et à en exclure la troisième puissance, ne tirera aucune force de l'accord conclu entre l'Angleterre et l'Allemagne. Elle devra trouver le fondement de son droit dans les principes du droit international... En un mot, les sphères

(1) Cité par Cocheris, op. cit., pages 416 et 417.

(2) V. Westlake. « Revue de Droit International et de Législation composée. » Tome XXIII. 1891.

d'influence ne sont pas une institution de droit international ». MM. Scott, Keltié-Despagnet, Paul Fauchille, concluent de même. Par rapport à la France, les arrangements anglo-allemand, anglo-italien étaient : « res inter alios actæ. »

D'ailleurs il y avait dans la déclaration du ministre anglais beaucoup de vague et M. Hanotaux s'adressant à son collègue britannique lui reprochait justement (1) de réunir en une même phrase la sphère d'influence de l'Égypte et la sphère d'influence de l'Angleterre, sans fixer la limite de l'Égypte et le commencement de la sphère d'influence anglaise.

Insignifiante au point de vue juridique, l'affirmation de sir Edward Grey était très grave au point de vue politique. Elle mettait la France dans la nécessité de choisir entre deux alternatives : s'incliner devant le veto de la Grande-Bretagne et renoncer à toute pénétration dans le Nil ou réaliser son projet et se préparer à la guerre.

Nonobstant cet avertissement très net, M. Hanotaux résolut de profiter de la situation acquise dans la région du Haut-Oubanghi pour devancer les Anglais sur le Nil.

Peut-être eût-il été plus franc et plus prudent de communiquer au Foreign Office les projets de la France et de chercher d'un commun accord une transaction acceptable. En tout cas, était-il sage de marcher droit devant soi et de mettre les Anglais en présence du fait accompli, alors précisément qu'on savait de quelle façon ils le prendraient ?

Quoiqu'il en fut, le plan était grandiose, au moins sur le papier, et pour rien au monde, celui qui l'avait conçu n'eut renoncé à l'exécuter.

Cependant à Londres, dans les milieux politiques, on s'inquiétait. A deux reprises différentes le 13 mai 1895 et le 15 juin 1895, M. Chamberlain demanda au gouvernement s'il avait reçu quelque information relative à l'existence et à la position actuelle d'une force expédi-

(1) Voir Journal Officiel 1895. Sénat. Débats parlementaires. Séance du 5 avril 1895.

tionnaire française qui approcherait de la sphère d'influence britannique sur le Nil.

Ses propres renseignements lui permettaient de croire qu'une expédition française venait d'être envoyée vers le Nil. Alors, prudemment et dans le plus grand silence, le gouvernement anglais se mit à préparer l'expédition qui devait atteindre Donjola puis Khartoum. On donna comme raison l'agitation menaçante du Soudan septentrional.

CHAPITRE III.

Pour répondre aux projets français, l'Angleterre songe à l'expédition de Khartoum. Difficultés diplomatiques à propos du paiement des frais. Leur Solution.

Le 12 mars 1896 à minuit, sir Herbert Kitchener reçut l'ordre de se mettre en marche. Le 14, les réserves furent appelées, le 15 les troupes quittèrent Le Caire. La concentration se fit à Akasheh, à 130 kilomètres de Ouadi-Halfa. La nouvelle du départ de Kitchener pour Donjola fut accueillie à Londres avec grande joie, et « le Daily Chronicle » écrivit superbement : « L'expédition de Donjola, c'est la main mise indéfinie de l'Angleterre sur l'Egypte, la négation de ses engagements solennels et réitérés depuis 1882, la notification à la France de ne tenir compte ni de ses intérêts ni de ses vœux, ni de ses susceptibilités, ni de son amitié, ni de son antagonisme.

M. Berthelot, ministre des affaires étrangères dans le Cabinet Bourgeois, attira alors le 17 mars 1896, l'attention de lord Dufferin sur les graves conséquences que pouvait avoir la conquête du Soudan. Cette nouvelle fit sensation.

Le Times écrivit à ce propos : « Le ton de la note de M. Berthelot peut être expliqué plutôt par le manque d'habitude des usages diplomatiques que par l'intention délibérée de manque de courtoisie. Elle peut avoir été également destinée à la consommation intérieure » (1).

Deux jours après ce communiqué, le 20 mars, M. Labouchère demanda au sous-secrétaire d'Etat au Foreign-Office des explications sur cet incident.

M. Curzon déclara que le ministre français des affaires étrangères avait informé l'ambassadeur de la reine à Paris, qu'il déclinait toute responsabilité au sujet de la note en question, qu'il ne l'avait ni faite, ni autorisée.

C'était là un expédient. En vérité, M. Berthelot avait bien dit ce qui était dans sa pensée, et ce qu'il avait imprimé était d'une parfaite exactitude. La suite logique de la note était un ultimatum. Devant une aussi effrayante conséquence, le cabinet Français recula. M. Berthelot blâmé, fut remplacé aux affaires étrangères par le chef lui-même, M. Bourgeois.

Une difficulté surgit quand il s'agit de savoir comment on paierait les frais de l'expédition faite, on le disait du moins, dans l'intérêt de l'Egypte.

Les gouvernements d'Autriche-Hongrie, de France, d'Allemagne, d'Italie et de Russie furent informés que les opérations militaires à entreprendre contre les Derviches, exigeant une dépense supérieure à la somme dont pouvait disposer le gouvernement égyptien, le gouvernement de la Reine proposait que la Caisse de la Dette autorisât une dépense de 500.000 livres sterling sur son fonds général de réserve qui se composait de 62 millions 1/2 accumulés et applicables aux dépenses d'un caractère extraordinaire.

Le 26 mars 1896, la Caisse de la Dette (2) vota à une majorité de quatre voix sur six, le prélèvement des

(1) Voir le « Times » du 18 mars 1896.

(2) Par l'art. 3 § 3 du décret du 12 Juillet 1888, l'autorisation de la Caisse est indispensable pour toute affectation à des objets extraordinaires de fonds dont la destination normale est de parfaire en cas d'insuffisance des revenus, les sommes nécessaires au service des dettes dont la Caisse est chargée.

500.000 livres sterling demandées par la Grande-Bretagne. (1)

Mais la majorité était-elle suffisante et ne fallait-il pas l'unanimité ? La France affirmait la nécessité de l'unanimité des suffrages et, bien entendu, l'Angleterre soutenait l'opinion contraire. La question était embarrassante en l'absence du texte précis. On pouvait seulement, en s'appuyant sur l'article 8 du décret du 2 mai 1876 ainsi conçu : « Le gouvernement ne pourra sans l'avis conforme des commissaires »... pris à « la majorité », apporter dans aucun des impôts spécialement affectés à la Dette, des modifications qui pourraient avoir pour résultat une diminution de la rente de cet impôt » et par a contrario, décider que pour tous les autres cas l'unanimité de la commission était indispensable. Mais l'équité surtout commandait d'admettre cette solution. En effet reconnaître au vote de la majorité le pouvoir de lier la minorité, c'eût été sacrifier arbitrairement les intérêts de toute une catégorie de créanciers et supprimer en fait, contrairement aux accords internationaux, l'intervention des Puissances dont les délégués n'auraient pas participé au vote de la majorité.

L'affaire fut portée par le syndicat des porteurs de titres devant le Tribunal mixte du Caire. Le 8 juin 1896, le gouvernement fut condamné à la restitution intégrale des sommes déjà perçues. La cour d'Alexandrie confirma le jugement par un arrêt du 2 Décembre 1896.

Juridiquement, la France triomphait. Battue, l'Angleterre offrit à la date du 1^{er} février 1897, au gouvernement Khédivial, de lui prêter à 2 1/2 0/0 d'intérêt 25 millions de francs. Le 2, la France et la Russie, se basant sur le décret du 2 mai 1876 et la loi de liquidation du 17 Juillet 1880, qui interdisent à l'Egypte de contracter aucun emprunt sans l'autorisation préalable de la Caisse de la Dette, protestèrent. Le gouvernement égyptien répondit que la Grande-Bretagne lui avançait la somme en compte courant, ce qui n'était pas interdit par la loi.

(1) Pour : le baron de Richtofen. (Allemagne) le comte Zaluski (Autriche) Money (Grande-Bretagne) Morana [Italie].

Contre : Louis (France) Yonine (Russie),

Nous avons mis, si je puis dire, de gros bâtons dans les roues, comme toujours : c'est à peine si nous avons entravé la marche en avant. A la vérité ces « technalités », ces « chinoiseries tracassières » avaient irrité l'opinion anglaise et « le Times » écrivait communicativement : « Si nous payons les frais de l'expédition de Dongola, il s'ensuit que ce sera nous et non l'Egypte qui aurons des droits sur les territoires conquis. On ne nous chassera pas de l'Egypte par des taquineries. La victoire juridique de la France ne servira qu'à nous donner une hypothèque sur l'Egypte. Grand merci ! »

CHAPITRE IV.

La Mission Marchand. — Fachoda. La France et l'Angleterre face à face.

Dès Septembre 1895, M. Marchand, déjà connu par ses explorations au Soudan et à la Côte d'Ivoire, avait été invité à étudier le programme d'une expédition vers le Haut-Nil. « Les difficultés et les risques d'une pareille entreprise, dit M. Lebon, (1) retinrent l'attention et la décision des techniciens, sans parler même de la gêne financière où se rencontre toujours l'action coloniale, lorsqu'elle doit se faire sans éclat. Pour lever ces multiples objections, il ne fallut rien moins que l'extrême insistance du ministère des Affaires Etrangères : il cherchait sans doute de ce côté un commencement de

(1). V. André Lebon ancien ministre des colonies. « La Mission Marchand et le ministère Méline ». « Revue des 2 mondes du 15 mars 1900. »

réparation aux déboires qu'il avait éprouvés en ne réussissant pas à empêcher les préparatifs de l'expédition de Dongola »

M. Hanotaux était donc doublement averti, d'abord par la déclaration de sir Edward Grey et ensuite par la préparation de l'expédition de Dongola. Il devait fatalement se heurter à l'un ou à l'autre de ces deux obstacles, à Lord Kitchener si Marchand arrivait après lui, à la nécessité de commettre un acte inamical si Marchand était rendu premier à Fachoda.

Je n'ai pas à raconter les péripéties émouvantes des deux expéditions.

Le 10 Juillet 1898 le capitaine Marchand arrivait à Fachoda. Le 1^{er} septembre suivant, Lord Kitchener bombardait Ondurman en face de Khartoum sur la rive gauche du Nil. Ce fut une véritable boucherie, on massacra les hommes, les femmes, les vieillards, les enfants. Les mahdistes qui survécurent ne durent leur salut qu'à la fuite. On ne trouva pas un blessé.

Le 7 Septembre M. Delcassé qui avait remplacé M. Hanotaux au quai d'Orsay, tout en félicitant sir Edmond Monson ambassadeur Anglais à Paris, de la victoire des troupes britanniques, l'informait de la possibilité de la présence du capitaine Marchand à Fachoda. A cette nouvelle le « Daily Télégraph » écrivit furieusement : « Les Français apprendront que nous ne laisserons pas d'irresponsables maraudeurs tels que MM. Marchand, et Liotard and Loflâner et faire les fanfarons, à leur fantaisie. Nous poursuivrons les délinquants avec toutes les rigueurs de la loi. » De son côté le « Times » nous prévenait que le gouvernement était décidé à agir conformément à la déclaration de sir Edward Grey du 25 mars 1895.

Le 19 Septembre, Kitchener, accompagné du colonel Wingate, avec 1800 soudanais arrivait en vue de Fachoda où flottait le drapeau français.

L'heure tragique était enfin sonnée.

Le récit des conversations qui eurent lieu entre le sirdar et le capitaine Marchand est contenu dans un télégramme adressé par lord Kitchener à son gouver-

nement. « Je l'informai sans retard, disait-il, que la présence à Fachoda et dans la vallée du Nil d'une troupe française était regardée comme une violation directe des droits de l'Égypte et de la Grande-Bretagne et que suivant mes instructions, je devais protester dans les termes les plus énergiques contre l'occupation de Fachoda et l'érection du drapeau français dans les domaines de son altesse le Khédive. M. Marchand me répondit, qu'étant soldat il n'avait qu'à obéir. Les instructions de son gouvernement d'occuper le Bahr-El-Ghazal et le mudirieh de Fachoda étaient précises et les ayant exécutées, il devait attendre des ordres pour une action et des mouvements ultérieurs. Je lui dis alors que j'avais reçu du Gouvernement Egyptien l'ordre de rétablir l'autorité de l'Égypte dans le mudirieh de Fachoda et je lui demandai s'il était prêt, par ordre du Gouvernement français, à résister à l'exécution de cet ordre.

Les troupes anglo-égyptiennes, il ne l'ignorait pas, étaient de beaucoup supérieures aux siennes propres... M. Marchand me répondit que si je croyais devoir engager une pareille lutte, il ne pourrait que se soumettre à l'inévitable, ce qui voulait dire que lui et ses compagnons mourraient à leur poste. Il me demanda de permettre que la question de son départ de Fachoda fût soumise à son Gouvernement, car il ne pouvait sans ordres ni se retirer ni amener son drapeau. Je lui dis alors :

Dois-je comprendre que vous êtes autorisé par le Gouvernement français à vous opposer à l'érection du drapeau de l'Égypte et au rétablissement de son autorité dans ses anciennes possessions telles que le mudirieh de Fachoda ? M. Marchand hésita un instant, puis me répondit qu'il ne pouvait pas s'opposer à l'érection du drapeau Egyptien.

Le 20 septembre à 4 heures du soir, le pavillon égyptien fut hissé au confluent du Sobat et du Nil blanc » (1).

(1) Voir Blue Book n°.2. Rapport officiel de Sir Herbert Kitchener.

En Angleterre, tous les partis s'unissaient pour encourager le gouvernement à agir rapidement et sévèrement. Lord Roseberry, M. Asquith, le duc de Devonshire, M. Ritchie, Sir Charles Dilke, Sir William Harcourt, prononçaient des discours belliqueux. Les journaux satiriques et politiques regorgeaient de caricatures injurieuses ou d'articles agressifs. L'effervescence populaire était à son comble. On ne raisonnait même plus. On essaya bien, il est vrai, d'instituer une discussion sur la situation juridique du Soudan (1), mais l'Angleterre s'y déroba bientôt et lord Salisbury termina un entretien qu'il venait d'avoir le 12 octobre, avec M. de Courcel par ces mots :

« Le Sirdar dispose de forces supérieures à celles du Commandant Marchand, et il peut l'obliger à se retirer devant lui jusqu'où il lui conviendra de le pousser » (2). Cela équivalait à la menace d'une rupture et d'une déclaration de guerre.

(1) Je sortirais du cadre de mon sujet, qui traite de la politique franco-anglaise à propos de la seule Egypte, si j'entrais dans le détail de cette argumentation juridique. Je me contenterai de résumer très brièvement, les raisons qui furent données de part et d'autre. L'Angleterre s'abrita invinciblement derrière la fameuse déclaration de Sir Edward Grey de mars 1895. M. Delcassé soutint alors que l'idée de la mission Monteil, ayant comme objectif Faschoda, remontait à 1893. Puis, l'Angleterre affirme les droits du Khédive sur la vallée du Nil, droits dormants après la victoire du Mahdi, mais vivifiés par la bataille d'Ondurman. A cela, M. Delcassé répond, que les territoires en question, appartiennent, non au Khédive, mais au Sultan, maître de l'Empire Turc dont l'Angleterre, comme nous, a garanti l'intégrité territoriale, et que pour soutenir que notre situation sur le Nil est inférieure à la sienne, il lui faudrait un mandat du Sultan, dont elle ne peut justifier. Enfin, Lord Salisbury, lassé par toutes ces arguties, s'appuie, sans détours sur le « droit des conquérants ».

(2) Voir Livre Jaune. 1898. M. de Courcel à M. Delcassé, le 22 octobre 1898, page 25, n° 30.

CHAPITRE V.

La France cède.

La Guerre! Nous étions donc sur le point de nous battre avec l'Angleterre pour la chasser de l'Egypte où 17 ans plutôt elle nous avait conviés à la suivre.

Etions-nous sûrs du moins de réussir à l'expulser des rives du Nil. Le 1^{er} mars 1899, M. de Lanessan faisant le calcul comparatif de notre chance de victoire et de défaite, écrivait: (1) « D'un côté, une nation dispensée par sa situation géographique d'entretenir une armée de terre pouvant consacrer ses efforts et sa richesse à la formation et au développement continu d'une marine de guerre dont le recrutement est d'autant plus facile que sa marine marchande est la plus considérable du monde; de l'autre côté, une nation également riche, à peu près égale en nombre, mais contrainte par la force des choses, de se maintenir à l'état de puissance militaire de premier ordre en même temps que d'avoir une marine de guerre assez forte pour défendre ses 2.000 kilomètres de côte et ses colonies. Il est évident que la seconde ne peut pas songer à égaler sur mer la première.

« Avant qu'éclatât l'incident de Fachoda, on ne songeait guère en France à ces sortes de choses. L'ignorance générale de la presse aidant, la plupart de nos concitoyens s'imaginaient que notre marine était assez forte pour lutter sans péril contre celle de l'Angleterre. On ne savait pas que si nous dépensons pour notre flotte deux à trois cents millions par an au maximum, l'Angleterre consacre annuellement à la sienne, depuis une dizaine d'années près d'un milliard. On ne savait non plus que les états-majors de notre marine ont adopté depuis plus d'un demi-siècle, comme règle principale dans l'organisation maritime de la France, la pensée

(1) V. « Questions diplomatiques et coloniales » du 1^{er} mars 1899. De Lanessan, « Les relations de la France et de l'Angleterre. »

qu'une guerre avec l'Angleterre ne devait pas figurer parmi les éventualités de notre politique extérieure. (1)

« Autant par idée préconçue qu'en raison des difficultés pratiques à peu près insurmontables, la puissance maritime de la France se trouvait donc, au moment de l'affaire de Fachoda, très inférieure à celle de la Grande-Bretagne. Le fait n'était connu que d'un nombre restreint de personnes ; mais il n'en existait pas moins et il devait exercer une influence considérable sur la direction de nos affaires extérieures. Il explique pourquoi, dès le début des incidents du Haut-Nil notre gouvernement fut contraint de céder aux invitations de l'Angleterre. »

La Situation était plus mauvaise que ne le disait M. de Lanessan, et voici ce qu'écrivait dans son livre « La Guerre Navale » M. Lockroy. « En 1898, nos batteries n'avaient ni servants ni munitions. A Cherbourg, à Brest, partout, la moitié de nos canons eussent été inutilisés, faute d'artilleurs pour les servir. La Corse était très mal défendue. Bizerte était à la merci d'un coup de main. Le nombre des troupes en Tunisie était très restreint. Les côtes d'Algérie ne possédaient pas un seul projecteur. Aucune de nos colonies n'était armée. Toutes sauf peut-être le Tonkin étaient dans un état lamentable. »

M. Lockroy arrivé au ministère le 28 juin 1898 seulement, n'était en aucune façon responsable d'une aussi désastreuse situation ; la responsabilité écrasait son prédécesseur et ses collègues, ceux en somme qui ayant semé les causes, n'avaient rien fait pour parer aux conséquences.

Et qu'on ne dise pas qu'on pouvait au moment du danger compléter la défense, car outre que la préparation à la guerre exige de longs efforts, elle réclame aussi des dépenses considérables ; or, demander des crédits au Parlement en ce moment eût été rendre le conflit inévitable.

(1) Une pareille affirmation emprunte une importance particulière à ce fait que M. de Lanessan a été pendant près de 3 ans ministre de la marine sous le ministère Waldeck-Rousseau.

Enfin la France trop faible elle-même ne pouvait compter sur personne à l'extérieur. On a prétendu que le Gouvernement du Tsar — car l'alliance franco-russe était déjà une bruyante réalité — s'était empressé de télégraphier à M. Delcassé qu'il était prêt à faire cause commune avec nous. C'est inexact. La France ayant consulté la Russie, celle-ci lui avait conseillé de régler le différend pacifiquement en sauvegardant son honneur. Suivant elle, il s'agissait surtout d'une question d'amour-propre et la sagesse nous commandait de ne pas faire preuve d'intransigeance (1).

Nous étions bien seuls et, seuls, nous n'étions pas de force à lutter. Dans ces conditions il n'y avait qu'à céder.

Le Gouvernement français s'y résigna.

Le 4 Novembre 1898 dans la soirée, l'agence Havas publia la note officielle suivante : « Le Gouvernement a résolu de ne pas maintenir à Fachoda la mission Marchand. Cette décision a été prise par le Conseil des ministres après examen approfondi de la question. »

C'était au début, lors de la conception de l'entreprise qu'il eut fallu se livrer « à un examen approfondi de la question ».

Comme conclusion de l'incident, le 21 mars 1899, M. Cambon et lord Salisbury signèrent une déclaration (annexée à la Convention du Niger du 14 juin 1898). Sans nous arrêter aux détails, disons seulement que par l'article 1^{er} la France s'engageait à n'acquérir ni territoire ni influence politique à l'est de la frontière définie

(1) Lors du voyage de M. Loubet à St-Petersbourg en mai 1902, M. Witte ministre des finances, fit à ce sujet au correspondant de « l'Echo de Paris » des déclarations qui furent très remarquées : « Si les intérêts réels de la France, dit-il, avaient été en jeu, notre attitude eût été tracée d'avance. Mais dans le cas de Fachoda où nous aurait conduit une guerre avec l'Angleterre ? Ni la France ni la Russie, ni même l'Angleterre n'en eussent tiré bénéfice. En conseillant à la France de résoudre l'incident pacifiquement, nous avons joué le plus vilain tour à l'Angleterre ! Sans la pacifique solution de Fachoda, les Anglais n'auraient pas fait la guerre aux Boers ; ils ne se seraient probablement pas affaiblis au point de vue militaire et financier et soyez certain que le Gouvernement anglais n'aurait pas connu la désapprobation générale de sa politique dans le monde entier. »

dans l'article 2, c'est-à-dire dans la vallée du Nil. Cette frontière établie au sud de la Tripolitaine part du point de rencontre du tropique du Cancer avec le 16° degré de longitude est Greenwich, longe le Tibesti, le Borkou, traverse le désert Libyque, passe d'une façon non définie entre le Ouadaï et le Darfour et vient aboutir au Baghirmi en coupant la pointe du Bahr-el-Ghazal. Elle suit donc la ligne de partage des eaux du Congo et du Nil, puis le Thalweg qui sépare les bassins du Nil et du Tchad.

En outre, il est remarquable qu'en droit cet acte ne modifiait en rien la condition juridique de l'Egypte et du Soudan, qu'elle ne portait nulle atteinte à la souveraineté du Sultan. Elle constitue seulement un contrat liant les signataires.

J'ai dit que le plan était grandiose. Sa grandeur grisa littéralement ceux qui l'avaient inventé et dans l'enivrement des beaux rêves de gloire ils ne songèrent pas aux redoutables éventualités. M. Hauotaux n'avait pas compté avec l'armée anglo-égyptienne. Il avait joué le jeu des petits drapeaux sur la carte et sur la carte il avait gagné la partie. Sur le terrain les choses avaient tourné différemment. Marchand avec ses cent Sénégalais, avait devant lui le sirdar et plus de vingt mille hommes. A la course Marchand avait été vainqueur, mais la vitesse n'était pas en question ni même l'endurance, ni l'intrépidité ; il s'agissait seulement de savoir qui était le plus fort de Kitchener ou de Marchand et si la France pouvait lutter victorieusement contre l'Angleterre.

Car le courage ne pouvait compenser l'effrayante disproportion des forces et le Gouvernement devait savoir que l'Angleterre ne renoncerait pas à l'exécution d'un projet qui est devenu une part essentielle de son idéal national.

Ce projet dès le commencement de 1896 nous le connaissions officiellement ; pendant deux ans la France avait suivi, pour ainsi dire pas à pas, les progrès méthodiques de l'armée Anglo-Egyptienne. Le succès final ne pouvait être douteux. Comment le Gouvernement français n'a-t-il pas compris qu'il se trouverait fatale-

ment obligé tôt ou tard de rappeler la troupe héroïque. L'obligation apparaissait d'autant plus impérieuse, que l'Angleterre se présentait au nom de l'Egypte sur des territoires égyptiens pour y faire flotter l'étendard au croissant d'or et qu'ainsi nous nous comportions, presque suivant la brutale expression du « Daily Télégraph » du 16 Septembre 1898, comme « d'irresponsables maraudeurs !!! » (1).

A dire vrai nous étions cruellement mais justement punis. L'Angleterre, avec l'Europe et nous-mêmes, avait reconnu dans tous les traités internationaux l'intégrité de l'empire Ottoman. Avec l'Europe et la France elle avait signé la convention de Londres du 15 juillet 1841, elle avait signé le traité de Paris le 30 mars 1856, (2) le traité de Berlin le 13 juillet 1878, le protocole de désintéressement de la conférence de Constantinople de 1882.

Il lui avait plu, après avoir débarqué ses régiments en Egypte, sous le prétexte de venger une grave offense de continuer l'occupation et d'entreprendre la réorganisation parfaite du pays.

Il lui avait plu, malgré les protestations inlassables du Sultan, souverain de l'Egypte, malgré des promesses fréquemment renouvelées, d'ajourner sans cesse le départ et de violer ainsi outrageusement la propriété d'autrui, soi-disant pour donner des services qu'on ne lui avait jamais demandés.

Qui devait rappeler l'Angleterre au respect de la parole donnée ? Qui avait le droit, en même temps que

(1) D'autant plus que M. Hanotaux, à maintes reprises et notamment le 5 avril 1895, à la Tribune du Sénat, en réponse à une interpellation de M. de Lamarzelle, avait solennellement affirmé que « Les régions dont il s'agit sont sous la haute souveraineté du Sultan ; elles ont un maître légitime, le Khédive ».

(2) Le 15 avril 1856, la veille de la clôture du Congrès, un traité fut signé sans bruit entre l'Angleterre, l'Autriche et la France seules, et tenu rigoureusement secret jusqu'au mois de Mai, époque à laquelle lord Clarendon crut opportun d'en donner connaissance au Parlement britannique. Il contenait 3 articles. Voici l'article 1.
« Garantie de l'intégrité de l'empire ottoman, par les 3 puissances signataires. »

la force, de la mettre en demeure de quitter l'Egypte ? Qui ? sinon les Puissances, toutes les Puissances, obligées par leurs signatures au respect du territoire Turc.

A quel titre la France pouvait-elle prétendre chasser à elle seule, l'Angleterre du Nil ? Elle n'avait aucun mandat, ni de l'Europe, ni de la Porte. Il est vrai que jadis, elle était en Egypte l'égale de l'Angleterre, mais au jour de l'action, elle avait refusé son concours. Qu'elle gardât le regret de sa faute et même quelque ressentiment à l'égard de ceux qui en avaient profité ; la chose était naturelle, à condition toutefois, de ne pas ériger en principe politique l'opposition à toute idée anglaise. La prudence, l'habileté et aussi la loyauté lui recommandaient de poser l'Europe en face de l'Angleterre.

La France n'était qu'une partie au procès, ce n'était pas à elle qu'appartenait le soin de le trancher.

EPILOGUE

Politique nouvelle — L'entente cordiale L'Accord Franco-Anglais

Après une aussi humiliante aventure, il convenait de réfléchir et de se demander dans quelle voie on allait désormais s'engager. Il n'y en avait que deux en vérité. Celle que jusqu'alors nous avions toujours suivie et qui nous avait menée au désastre, et enfin l'autre, la bonne, celle de la conciliation sincère et s'il était possible de l'entente cordiale avec l'Angleterre. C'était la seule qui pût nous donner du profit avec de la tranquillité, et de l'aisance dans nos mouvements.

On le comprit en haut lieu.

La première fois qu'il fut question de Faschoda, à la Chambre française ce fut le 23 janvier 1899. Tous les orateurs furent unanimes à préconiser la nécessité

d'écarter toute idée de rupture et de guerre avec la Grande-Bretagne. Jamais discours plus pacifiques ne furent prononcés, jamais n'apparut plus évidente l'ineluctable fatalité qui lie les intérêts moraux et matériels de la France et de l'Angleterre.

Après avoir rappelé l'extrême importance des relations commerciales qui existent entre les deux pays, M. Denys Cochin terminait son discours par les considérations suivantes : « La France et l'Angleterre auront été au premier rang dans le progrès de la civilisation et de la liberté.

« Au moment même où il s'agit de porter cette lumière à travers le monde barbare de l'Afrique et de l'Asie, la brouille entre les deux grandes nations libérales serait un événement tellement absurde, une telle dépense d'admirable énergie humaine prodiguée en pure perte quand elle pourrait être si noblement utilisée ailleurs, que je me refuse à admettre la possibilité d'un pareil événement ». Et l'Officiel constate que ces paroles furent saluées par de « vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs ». M. Ribot, à son tour, aux applaudissements de la Chambre, disait : « J'ai toujours considéré que deux grands pays comme la France et l'Angleterre, unis par tant de souvenirs, unis par tant d'intérêts devaient marcher d'accord pour le bien de chacune d'elles et aussi pour le bien du monde entier. Je l'ai pensé à toute époque et je l'ai pensé, je puis le dire, avec tous ceux qui ont été de ce côté du détroit et de l'autre côté, les plus grands esprits politiques de notre siècle. » Et l'orateur rappelait que Thiers et Gambetta s'étaient montrés les partisans résolus d'une entente avec l'Angleterre et que les chefs des deux partis politiques traditionnels, Gladstone et lord Salisbury avaient été favorables à la même politique. Puis il rappelait tour à tour le mot de Gambetta : « Personne n'est plus attaché que moi aux intérêts français, mais je crois défendre les intérêts français en ne rompant pas l'entente avec l'Angleterre » et celui de John Bright : « L'Anglais dont la préoccupation serait la guerre entre la France et l'Angleterre, cet Anglais serait l'ennemi, non pas

seulement de la France, mais l'ennemi de son propre pays, et l'ennemi de l'humanité tout entière ».

Le langage tenu, dans la même séance par le ministre des affaires étrangères, n'était pas moins pacifique quoique plus réservé : « Pour nombreux, pour importants que puissent être, disait M. Delcassé, les différends qui, fatalement, doivent surgir entre des nations qui, comme la France et l'Angleterre, ont dans le monde tant de points de contact, je n'en vois aucun qui ne comporte une solution transactionnelle également favorable aux deux parties » (1).

Il faut croire que la très grande majorité des représentants du pays pensait comme MM. Denys Cochin, Ribot et Delcassé, car aucun orateur ne prit la parole pour protester contre l'idée d'une entente avec l'Angleterre, même sur les questions les plus controversées.

L'apaisement se faisait dans le pays. Les Français avaient ouvert les yeux devant l'abîme que l'impéritie de nos diplomates avait creusé, car si des prédispositions ataviques soigneusement entretenues par une éducation vicieuse, rendent le français volontiers anglophobe, elles ne l'empêchent pas de calculer les avantages moraux et matériels qu'il tire de ses relations avec l'Angleterre.

Dans ces conditions il était possible d'arriver à une solution avantageuse pour les deux peuples.

Si nous marquions notre sincère désir de conciliation, nous pouvions espérer que nos voisins s'y prêteraient loyalement. La race anglo-saxonne ne laisse pas prévaloir des impressions violentes et passagères sur la raison pratique et sur l'intelligence de ses vrais intérêts. L'amitié de la France valait bien, pour l'Angleterre qui sait compter et réfléchir, l'oubli de ses griefs.

De part et d'autre, on se mit à l'œuvre avec une égale bonne foi et une égale volonté d'aboutir. Le nouveau souverain de la Grande-Bretagne, que la politique extérieure semble passionner et qui montre un louable

(1) V. Journal Officiel. Débats parlementaires, séance de la Chambre du 23 janvier 1899.

et constant souci d'assurer la paix du monde, s'employa très activement à réaliser « l'entente cordiale ».

Il fit à Paris un voyage qui contribua beaucoup au succès de l'entreprise.

En juillet 1903, M. Loubet, président de la République, accompagné de M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, rendit au roi Edouard VII sa visite. On n'a pas oublié à quelles manifestations de sympathies donna lieu, le séjour à Londres, des représentants de la France.

Profitant des acclamations et des encouragements qui leur venaient de l'immense foule, M. Delcassé et le marquis de Lansdowne (1) examinèrent ensemble les rapports généraux des deux pays. L'entretien eut lieu le 7 juillet 1903. Ils énumérèrent les points litigieux qui subsistaient entre les deux chancelleries et force leur fut bien de reconnaître qu'aucun d'eux n'était tellement essentiel, qu'il dût entraîner une discorde à échéance indéfinie. Par des concessions réciproques, par des compensations équitables, il était aisé de résoudre les problèmes en suspens.

Ils esquissèrent un règlement en s'inspirant des principes suivants : là où l'intérêt de la France était incontestablement supérieur en une question quelconque, les prétentions britanniques devaient s'assouplir ; là où l'intérêt de l'Angleterre apparaissait évidemment décisif, la France consentirait le premier sacrifice. Il fallait donc déployer dans cette procédure une égale loyauté, un sens droit des préoccupations d'autrui.

La question de l'Egypte retint longuement l'attention des deux ministres.

M. Delcassé dut reconnaître qu'en Egypte, le temps travaillait contre nous ; l'impérieuse brutalité du fait

(1) C'est lord Lansdowne qui dans un discours prononcé à Londres le 17 novembre 1898 disait : « Le peuple anglais ne pouvait tolérer que l'intervention d'une poignée d'explorateurs étrangers vint empêcher l'achèvement de l'œuvre de l'Angleterre. Son ressentiment est devenu d'autant plus grand que l'incident de Fachoda n'est qu'un épisode dans les tracasseries continues des fonctionnaires français. »

usait d'année en année le bloc de nos droits. Et s'il nous appartenait encore de gêner l'Angleterre, la gêne que nous lui infligions était de moins en moins compensée pour nous par un avantage positif. Là, nous devions céder.

C'est ce que nous avons fait.

D'après l'accord intervenu entre M. Lansdowne et M. Delcassé, la situation légale de l'Angleterre en Egypte reste, vis-à-vis de l'Europe ce qu'elle était. Pour la changer, il faudrait un accord européen. Quant à la France elle s'engage seulement, aux termes de l'article 1^{er}, « à ne pas entraver l'action de la Grande-Bretagne en Egypte en demandant qu'une limite de temps soit fixée à une occupation britannique ou de tout autre manière ». C'est-à-dire que nous répudions maintenant l'intention de demander à l'Angleterre une date que nous n'avions pas obtenue depuis 20 ans et que l'Angleterre a déclaré depuis dix ans ne plus vouloir donner. Nous reconnaissons sa prépondérance en Egypte par un acte pacifique après l'avoir depuis vingt ans reconnue déjà par notre inaction militaire.

En d'autres termes, nous reconnaissons en Egypte ce que nous n'y avons point empêché et ce que nous n'y pouvons plus contre-carrer.

Il ne s'agit pas d'autre chose, et la convention ne change rien au statut politique de l'Egypte. Toutes les forces sur quoi s'appuie notre influence en Egypte sont conservées.

Capitulations, tribunaux mixtes, Caisse de la Dette, écoles, fonctions publiques, liberté commerciale (1), droits spéciaux de la science française, il n'est rien qui soit supprimé.

Sur un seul point il est innové. Ce point c'est le service de la Dette. L'arrangement est donc surtout

(1) Le 26 novembre 1902 par une convention avec l'Egypte, œuvre de M. Cogordan, notre ministre au Caire, la France obtenait des conditions meilleures que l'Angleterre. Tandis que l'Angleterre acceptait une taxe douanière de 10 0/0, la convention du 26 novembre 1902 fixe 8 0/0 comme droit général.

financier. Il consiste en réciproques concessions financières dont certaines ont une conséquence importante pour la politique intérieure de l'Egypte.

La France cède des droits très gênants pour l'Egypte et dont l'abrogation est très précieuse pour l'Angleterre. Mais ces droits ne nous coûtent rien à céder. En échange l'Egypte consent à des garanties nouvelles pour le service de sa Dette ainsi qu'à des sécurités contre sa disparition. Nos créanciers sont protégés et nos créances consolidées.

Il faut remarquer que la convention anglo-française ne règle pas directement les conditions futures du service de la Dette en Egypte. La France et l'Angleterre approuvent simplement le projet Khédivial qui détermine ces conditions. Et si les autres puissances y adhèrent comme le demanderont ensemble la France et l'Angleterre, ce projet deviendra décret, il aura force de loi. Telle est du reste la procédure habituelle par où se maintient en droit, malgré l'occupation anglaise, l'existence de l'Etat égyptien vis-à-vis du droit international.

Nos concessions proprement dites sont au nombre de deux. La 1^{re} consiste à permettre au gouvernement égyptien l'emploi des économies résultant de la conversion de 1890.

On se souvient qu'en 1890, l'intérêt de la dette privilégiée avait été ramené de 5 à 3 1/2 0/0, celui de la Daïra de 5 à 4 et celui de la Dette domaniale de 5 à 4 1/4.

Des économies résultaient de cette triple conversion à l'emploi desquelles nous refusâmes de donner notre sanction. Or, d'après la loi de liquidation, il fallait le consentement de toutes les puissances.

Par le fait de notre refus, les économies réalisées se sont accumulées pendant plus de 10 ans ; elles atteignaient environ 140 millions et l'Egypte continuait de payer des sommes supérieures au service de la dette sans pouvoir disposer de l'excédent. Nous consentons à ce qu'elle s'en serve immédiatement.

La seconde concession consiste à ne plus contraindre l'Egypte à affecter au service de la dette des ressources doubles de la somme suffisante.

Depuis 1880, le produit de ses chemins de fer, de ses télégraphes, de ses douanes, du port d'Alexandrie, sans compter le revenu des quatre provinces les plus riches, Garbieh, Menoufié, Behera, Siout, tout cela était versé directement entre les mains des commissaires de la Dette, syndics de la faillite égyptienne. A mesure que la prospérité du pays augmentait, ces revenus devenaient de plus en plus considérables. Dans le même temps, le service de la Dette, partiellement couverte et partiellement remboursée, demandait des sommes moindres. En sorte qu'hier encore, l'Egypte continuait à payer 160 millions de francs pour un service d'intérêts qui n'exige que 94 millions.

Et ces 160 millions, on les percevait comme par une saisie annuelle sur une portion de son territoire et une portion de ses services publics. Il y avait ainsi deux Etats dans l'Etat. La situation était gênante au possible.

Lord Cromer n'avait pas d'autre vœu, que de libérer le pays qu'il gère, de cette servitude. Il voulait « délier la momie », mais toutes les puissances tenaient le bout d'un lien, et la France tenait le meilleur bout.

Pour obtenir qu'elle lâchât un peu la corde, l'Egypte, représentée par ses conseillers anglais fit l'offre suivante : « Au lieu de votre saisie annuelle et de vos portions de garantie, nous vous proposons un gage permanent et un gage unique. Nous vous donnons le meilleur qu'on puisse trouver, celui de l'impôt foncier : c'est toute la terre d'Egypte (sauf la province de Kené affectée autrement) qui servira de garantie à la Dette d'Egypte. Il est vrai que l'impôt foncier ne rapporte que 110 millions au lieu de 160. Mais vous n'avez à recevoir, en intérêts que 94 millions au lieu de 110 et ces intérêts sont destinés à diminuer. »

L'Egypte disait encore : « Les comptables supérieurs des provinces payeront directement entre les mains des commissaires de la Dette l'impôt foncier de leur province. La caisse de la Dette avait un fonds général de réserve pour parer aux mauvaises années. Il pouvait s'élever au maximum de 50 millions dont 20 millions étaient destinés uniquement au service des intérêts. Ce fonds de ré-

serve sera maintenu. On portera même de 20 à 47 millions la somme uniquement affectée au service de l'intérêt. Enfin, pour parer aux retards dans la rentrée de l'impôt foncier, nous vous consentons en outre un fonds de roulement de 13 millions de francs. »

En résumé, on nous offre comme garanties, l'impôt foncier qui produit 110 millions quand il n'en faut que 94, le maintien de la caisse de la dette avec toutes ses prérogatives, plus un fonds de réserve de 47 millions au lieu de 25 et un fonds de roulement de 14 millions au lieu de rien du tout.

Nous acceptons ces propositions faites au nom de l'Egypte par l'Angleterre, d'abord parce qu'elles sont raisonnables (et elles le font raisonnables parce qu'elle a le plus grand intérêt à se dégager un peu de la tutelle financière absolument paralysante où nous l'avons pendant vingt ans maintenue); nous y accédons en outre parce que les créances de l'Egypte ne perdront absolument rien à l'arrangement.

Il fallait plus.

Ce que nous cédon's ne coûte rien aux créanciers, mais vaut cher pour l'Angleterre et l'Egypte. Il est naturel que nous ayons exigé et obtenu des compensations même pour ce qui n'était pas un sacrifice.

En 1890, la France ne consentit pas seulement à la conversion de la dette Privilégiée. Elle consentit encore à son remboursement en 1905. Aujourd'hui, la date de remboursement possible pour la Privilégiée est reportée par l'arrangement à 1910.

Pour l'Unifiée, dont les 3/5 sont en France, aucun délai de conversion ni de remboursement n'avait été prévu. L'Egypte pouvait à son heure se libérer. Cette éventualité est reculée jusqu'en 1912. C'est-à-dire que de 1904 à 1912 au moins pendant 8 ans, les créanciers de l'Egypte (Dette unifiée) continueront à toucher 4 0/0 d'intérêt. Ils n'auraient que 3 0/0 si remboursés au pair, ils plaçaient aujourd'hui leurs capitaux en rente française.

Cet accord a été déjà adopté par les Chambres britanniques.

La Chambre des députés française l'a discuté ces jours derniers pendant plusieurs séances au cours desquelles des orateurs appartenant à tous les partis, MM. Delafosse, Denys Cochin, Deschanel, Deloncle, Etienne, De Pressensé et Jaurès ont pris la parole.

Tous, à part quelques critiques de détail, ont parlé en faveur du vote de l'accord, dans lequel ils ont vu surtout l'expression d'une politique nouvelle, de bons procédés et de loyale entente.

Dans ces conditions, M. Delcassé n'a eu aucune peine à gagner une partie dont le succès était assuré. A la séance du samedi 12 novembre 1904, l'ordre du jour suivant : « La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement en ce qui concerne l'accord franco-anglais du 8 avril 1904, passe à l'ordre du jour » déposé par MM. Lucien Hubert et Vigouroux et accepté par le gouvernement, a été voté par 435 voix contre 94. (Voir Journal Officiel. Débats parlementaires, Chambre des Députés, séance du 12 novembre 1904).

Conclusion

Pour arriver à conclure cet accord, les deux pays sont revenus de loin.

Une longue hérédité de rivalités politiques réveillée à chaque instant par des conflits coloniaux, des actes qu'on trouvait de part et d'autres inamicaux, une habitude de défiance qui créait l'hostilité, puis l'envenimait, de la part de la France d'impardonnables abdications, sources de rancunes stériles; tels furent durant vingt ans les caractères des relations franco-anglaises. Jusqu'en 1893, notre diplomatie s'était efforcée d'obtenir par la persuasion, par le rappel des promesses faites, le départ volontaire des troupes d'occupation anglaise. Elle se heurta à une décision prise, violée par des propos dilatoires. De guerre lasse, elle se décida à

reprendre la question par un autre côté et à rejeter les anglais à la mer par une pression exercée à l'autre extrémité du pays, aux sources nilotiques. J'ai dit dans quelle crise, il y a 6 années, ses relations faillirent sombrer avec quelle légèreté nous nous étions exposés à ce péril, combien peu nous étions préparés à y faire face.

Il est vain de récriminer sans fin contre des événements acquis. Et 23 ans nous séparent du jour où nous avons laissé l'Angleterre maîtresse d'agir seule en Egypte, quand elle nous conviait à y entrer avec elle. Il faut reconnaître du reste que cette période — grande mortalité *evi spatium* — a été merveilleusement utilisée par nos heureux rivaux et il serait malséant d'affirmer que leurs efforts n'ont profité qu'à eux-mêmes.

Les finances égyptiennes que nous avions trouvées sous Ismaïl dans un lamentable état, sont devenues, nul ne peut le nier, remarquablement prospère. Il n'est que juste de constater le bien que l'Angleterre a fait sans nous (1). Et même pourquoi le cacher ? — un peu malgré nous.

« Je ne mets pas en doute, disait déjà en 1893, dans son livre l'« Egypte et les Egyptiens », le duc d'Harcourt, que le peuple égyptien, le fellah, ne soit sous la domination anglaise, plus heureux, quant aux conditions matérielles de l'existence, qu'il ne l'était sous les Turcs. »

Ce bien réalisé, n'empêche pas que la situation de l'Angleterre en Egypte ne soit anormale, illégale. L'Egypte est aujourd'hui comme en 1882, comme en 1841, comme avant Mehémet Ali, qui vainement essaya de la rendre indépendante, une province Turque. Et si

(1) Le 15 avril 1904, la Privilégiée Egyptienne est cotée à la Bourse 104 fr. 90. L'Unifiée 109 fr. 20. Cette dernière au moment où les Anglais occupèrent l'Egypte, était seulement un peu au-dessus de 50. Sans aucun doute, et il semble bien qu'il faille en attribuer le mérite à l'administration anglaiso, l'Egypte est en 20 ans, passée de la ruine à la solvabilité d'abord et en définitive à l'aisance. Le budget de 1903 s'est soldé par un excédent de 55 millions. [Voir rapport de lord Cromer. « Economiste français » 7 mai 1904, p. 658.]

la souveraineté du Sultan est peu visible, c'est qu'elle appartient à un « homme malade ». Elle ne se révèle guère aujourd'hui, que par le paiement régulier du tribut. Mais n'existât-elle qu'à l'état latent en attendant pour se développer, des jours meilleurs, elle n'en est pas moins le droit, et une occupation de 20 années, le silence, pour ne pas dire la complicité de l'Europe, ne peuvent rien contre elle.

L'occupation, le protectorat de fait que l'Angleterre veut maintenir et consolider, la France ni aucune puissance ne le reconnaissait jusqu'ici et c'est ce qui faisait la faiblesse de ce que l'on appelait, pour en bien marquer le caractère provisoire, l'occupation anglaise en Egypte. Il manquait à la conquête l'acquiescement qu'exige la solidarité internationale, et d'ailleurs, l'Angleterre n'avait-elle pas « souscrit elle-même le billet (1) que d'autres de temps en temps lui présentaient à échéance » (2).

La France était, si l'on peut dire, le premier des gèneurs, et l'Angleterre a bien compris l'intérêt qu'elle avait à traiter avec son principal adversaire, demeuré en quelque sorte le chargé d'affaires intéressé de la collectivité des Puissances.

La France par l'accord qui la lie désormais à la Grande-Bretagne n'a que renoncé à troubler le fait, elle ne l'a en aucune façon changé en droit.

Si fortement établie que paraisse la position des Anglais en Egypte, il lui manque le principe qui seul assure la durée.

(1) M. Cocheris, op. cit. relève plus de 49 promesses d'évacuation après l'ordre rétabli.

(2) V. R. D. I. tome VI « La situation internationale de l'Egypte, depuis l'accord franco-anglais » du 8 avril 1904, par Jaray.

L'Angleterre n'entendra plus nos protestations : elle n'est pas délivrée de celles de la Turquie est l'Europe est là qui peut la chasser du Nil.

Vu,

Le Président de la Thèse,

M. MOYE.

Montpellier, le 11 Novembre 1904.

Le Doyen,

VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :

Montpellier, le 11 Novembre 1904,

Le Recteur,

Ant. BENOIST.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- AUBIN. — Les Anglais aux Indes et en Egypte. Paris 1898.
Colin, éditeur.
- Cte BENEDETTI. — Méhemet-Ali durant ses dernières années.
(Revue des 2 mondes, 1^{er} Juin 1895).
- BONVALOT. — Les Anglais en Egypte. (Revue Bleue, 18 février 1893).
- BOURGUET. — La France et l'Angleterre en Egypte, Paris-1887. Plon, éditeur.
- Colonel CHAILLÉ-LONG. — Stanley et Emin pacha. (Nouvelle Revue 15 mars 1887.)
- CHARMES. — La situation en Egypte. (Revue des Deux mondes 1880). L'insurrection militaire en Egypte. (Revue des 2 Mondes 15 août et 15 septembre 1883).
- DELAFOSSÉ. — Comment nous avons perdu l'Egypte. (Le Correspondant n° 865 p. 321).
- DELONGLE. — La question de Fachoda. (Revue politique et parlementaire t. XVIII. 1893).
- MAXIME DU CAMP. — Le Nil. Paris 1887. Hachette éditeur.
- GIFFARD. — Les Français en Egypte, Paris 1883. Havard, éditeur.
- duc d'HARCOURT. — L'Egypte et les Egyptiens. Paris 1893.
Plon éditeur.
- KEBEDGY. — De la protection des créanciers d'un Etat étranger. (Journ. dr. int. privé. 1894).
- DE LANESSAN. — Les relations de la France et de l'Angleterre (Questions diplomatiques et coloniales, 1^{er} mars 1899).
- ANDRÉ LEBON. — La mission Marchand et le Cabinet Méline, (Revue des deux Mondes, 15 mars 1900).
- R. G. LEVY. — Les finances égyptiennes, (Revue des Deux Mondes, 1^{er} février 1899).

- G. L. JARAY. — La situation internationale de l'Egypte depuis l'accord franco-anglais du 8 avril 1904, (R. D. I. Tome VI. 1904.)
- DE MARTENS. — La question égyptienne et le droit international. (R. D. I. Tome XIV. 1882. p. 355.)
- SIR ALFRED MILNER, — *England in Egypt*. Traduction française par Mazuc. Paris, 1898. Plon, éditeur.
- PENSA. — Comment les Anglais civilisent l'Egypte. (Revue Bleue, 16 mars 1895).
- PLAUCHUT. — L'Egypte et l'occupation anglaise, (Paris 1889, Plon, éditeur.)
- POLITIS. — La Caisse de la Dette égyptienne; ses pouvoirs, ses responsabilités. (R. G. D. I. P. 1896 p. 245.)
- COCHERIS. — Situation internationale de l'Egypte et du Soudan. 1903. Plon, éditeur.

N. B. — Les documents parlementaires insérés au Journal Officiel, les documents diplomatiques provenant des Livres Jaunes, Livres Bleus, les articles des journaux français, anglais, allemands, etc... sont indiqués en note dans le corps de l'ouvrage.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Avant-propos.....	6
Introduction Historique.....	7
Les désordres financiers provoquent l'intervention européenne en Egypte.....	11
Garanties accordées aux créanciers.....	
I. — La caisse de la Dette publique.....	16
II. — Le contrôle anglo-Français.....	19

PREMIERE PARTIE

*La France et l'Angleterre collaborent à une action
commune en Egypte.*

TITRE I

Période de l'accord parfait.

CHAPITRE I

La commission d'enquête.....	21
------------------------------	----

CHAPITRE II

Le coudomimium. — Les contrôleurs deviennent minis- tres. — Leurs fautes. — Le ministère est remplacé. — Coup d'Etat d'Ismail. — Sa chute.....	24
--	----

CHAPITRE III

Le nouveau Khédive Tewfik. — Graves embarras finan- ciers. — Rétablissement du contrôle.....	33
---	----

CHAPITRE IV

La grande loi de liquidation promulguée le 17 juillet 1880.....	36
--	----

CHAPITRE V

L'insurrection militaire.....	40
-------------------------------	----

TITRE II.

Période de l'accord troublé.

CHAPITRE I

Gambetta au ministère. — Ses idées sur la Situation. — La note conjointe du 7 janvier 1885. — Sa chute...	45
--	----

CHAPITRE II,

Le ministère de Freycinet. — Changement de politique, Agitation en Egypte. — Envoi d'une escadre anglo- française. — La note des consuls. — La mission du Derwish Pacha.....	52
---	----

CHAPITRE III.

La conférence de Constantinople. — Les massacres d'Alexandrie.....	78
---	----

CHAPITRE IV

L'Angleterre se prépare à l'action. — Le bombardement d'Alexandrie. — La flotte française s'éloigne.....	78
---	----

CHAPITRE V

La question du canal de Suez à la Chambre française. — La France laisse l'Angleterre agir seule en Egypte. Appréciation générale de la politique française en Egypte.....	86 93
--	----------

DEUXIÈME PARTIE

La France et l'Angleterre désunies

CHAPITRE I

Les hésitations de l'Angleterre, touchant la politique à suivre en Egypte. — Les promesses d'évacuation.....	103
---	-----

CHAPITRE II

La suppression du contrôle. — Les visées ambitieuses de l'Angleterre se font jour.....	107
---	-----

CHAPITRE III

La dépêche de lord Granville du 3 janvier 1883.	
---	--

CHAPITRE IV

Pour résoudre les difficultés financières, l'Angleterre propose à l'Europe de reviser la loi de liquidation. Promesse qu'obtient la France en échange de son as- sentiment.....	117
--	-----

CHAPITRE V

La conférence de Londres.....	121
-------------------------------	-----

CHAPITRE VI

L'Angleterre songe à tenir sa promesse. — Les négocia- tions Drummond Wolff.....	130
---	-----

	Pages
CHAPITRE VII	
La Convention de Constantinople. — Le droit de réoccupation de l'Angleterre. — L'irréductible opposition de la France	137
CHAPITRE VIII	
La conversion de la dette. — L'hostilité de la France. .	145
CHAPITRE IX	
Le nouveau Khédive Abbas-Hilmi. — Du cas que l'Angleterre fait du souverain de l'Egypte.....	153
Appréciation générale de la politique française en Egypte depuis notre refus de participer à une action armée.	157

THOISIÈME PARTIE

La Rupture

CHAPITRE I	
L'initiative de Carnot. — L'expédition Monteil vers le Haut-Nil. — Son but. — Résumé des événements du Soudan. — Les efforts de l'Angleterre pour être seule au Soudan. — La politique du Cap au Caire. — L'Etat des esprits en France.....	161

CHAPITRE II	
Les Inquiétudes anglaises. — La déclaration de sir Edward Grey. — Sa valeur juridique. — Sa portée politique	171

CHAPITRE III	
Pour répondre aux projets français, l'Angleterre songe à l'expédition de Khartoum. — Difficultés diplomatiques à propos du paiement des frais. — Leur solution.	175

CHAPITRE IV	
La mission Marchand. — Fachoda. — La France et l'Angleterre face à face.....	178

CHAPITRE V	
La France cède	182

EPILOGUE

Politique nouvelle. — L'entente cordiale. — L'accord franco-anglais.....	187
--	-----

